

Partie II

Chercheurs en déshérence

Monique Scrim

1.

Sciences et idéologies

« Nulle part ailleurs dans le monde il n'y a de peuple plus piétiné que nous »
Une chercheuse en sciences sociales

*« Dieu ou les étrangers sauveront le peuple écrasé et puniront Karimov.
Car le peuple ne peut plus rien depuis qu'il a tiré »*
Un vieux kolkhozien

Porter l'investigation ethnologique sur des chercheurs, leurs instituts, les rapports sociaux internes et externes à l'activité professionnelle, les usages matrimoniaux, les croyances... bref, l'ensemble de la vie des acteurs est peu courant. Si la sociologie des sciences — aux côtés de l'histoire et de la philosophie des sciences — est un domaine bien constitué¹, l'anthropologie, avec sa méthodologie spécifique s'est peu aventurée dans cet exercice porteur d'une réflexivité inévitablement critique. Sans doute la distance — aux couleurs dites culturelles — qui a présidé à la construction de l'objet ethnologique placé sous le sceau de l'altérité et séparé par un « grand partage » tardivement remis en cause, explique ce faible intérêt pour cette frange des classes moyennes qualifiées. L'exotisme supposé des couches ouvrières et paysannes d'un côté, de l'autre des

¹ Terry SHINN, Pascal RAGUET. *Controverses sur la science Pour une sociologie transversaliste de l'activité scientifique*. Paris, Raisons d'agir, 2005.

couches supérieures, possédantes et aristocrates a sans doute joué dans les choix scientifiques des ethnologues français se reconvertissant après les décolonisations et les indépendances sur leur contrée d'origine, abordée dans les années 70 d'abord sur ses marges et ses dites survivances.

Comment porter l'investigation ethnologique sur des chercheurs d'un pays lointain sans pour autant imaginer rentrer dans une perspective scientifique marquée par les indicateurs de « transfert » ou d'« innovation » technologiques et sans non plus penser qu'ils seraient dépositaires d'un savoir originaire, « natif », sur le mode anglo-saxon ? La réponse tient tout entière dans la démarche adoptée, c'est-à-dire à la fois la méthodologie, le type de regard et la nature de l'implication de l'ethnologue. Néanmoins, le contexte joue un rôle majeur et pèse de tout son poids sur l'ethnologue, lorsque les acteurs sont sous le joug d'une redoutable dictature comme en Ouzbékistan et se voient plongés ainsi personnellement dans « une aire catastrophique »². L'égalité formelle a priori qui régit le rapport entre l'anthropologue et les chercheurs se révèle dans ces conditions une planche de salut pour ces derniers qui tentent d'y raccrocher leur identité en lambeaux. Les entretiens sont donc tout à la fois troués de silences et de non dits et trop pleins d'émotion, de retours du passé refoulé, de plaies à vif, arrimages de récits biographiques qu'il faut « soutenir » au sens propre, tant leur déroulement est difficile.

L'anthropologue n'est ni un hôte — *mehmon* — comme face aux ouvriers et paysans migrants décrits dans la partie précédente ni réellement un pair puisque la déchéance de la science, les injonctions à sa renationalisation infériorisent, inévitablement, le chercheur ouzbékistanais. L'espace de communication créé oscille autour d'une double remise en cause : celle du sujet amené à expliquer ses positionnements dans le cadre de la rupture créée par l'indépendance face à un chercheur étranger ; celle de l'anthropologue conduit à reconsidérer la stabilité et l'autonomie apparentes de son propre travail scientifique dans son pays, soumise de plus en plus à des normes managériales.

C'est pourquoi la perspective de ce périple au sein de laboratoires de sciences sociales et exactes, à Tachkent et Nukus est centrée sur les représentations que les chercheurs se font d'eux-mêmes, de leur recherche et de leur statut : plus précisément comment reconstruisent-ils à leurs propres yeux leur image d'eux-mêmes lorsqu'ils entrechoquent les diktats contradictoires des périodes soviétiques

² Françoise DAVOINE et Jean Max GAUDILLIÈRE : *Histoire et Trauma. La folie des guerres*. Paris, Stock, 2006.

et présentes ? Cette reconstruction de soi est appréhendée dans la confrontation avec le personnage du chercheur étranger qu'est l'anthropologue.

Les antonymes de dépendance et d'indépendance jouent dans ce contexte un rôle paradigmatique dans la mesure où ils sont au cœur des rapports politiques autant à l'époque de l'URSS que maintenant. On examinera comment selon les disciplines et les profils individuels, chacun évalue les nouvelles dépendances dans lesquelles il est inséré, au plan scientifique mais aussi personnel, en particulier pour le mariage des descendants. Si jeunes ouvriers et paysans migrants placent le mariage en finalité de leur vie comme on l'a vu précédemment, les chercheurs aujourd'hui manifestent pour leurs enfants des comportements peu différents. On s'interrogera sur cette nouvelle proximité entre des acteurs que le niveau d'éducation sépare à maints égards à l'époque soviétique.

Les chercheurs paraissent avoir sombré plus que d'autres couches sociales dans une « aire catastrophique », en raison précisément de leurs capacités intellectuelles — toujours instrumentalisées sur la longue durée — et ce particulièrement après le massacre d'Andijan en mai 2005. Cette fragilisation psychique — provoquée par des causes politiques — influe fortement sur leur mode de mémorisation et leur appréhension présente du passé ; la glorification dont le passé soviétique fait désormais l'objet est moins un biais de l'enquête qu'un analyseur décisif de la configuration actuelle. Si la majorité des chercheurs rencontrés appartiennent à une génération qui est en mesure objective de comparer les périodes soviétique et de l'indépendance, notons qu'une partie des entretiens faits avec de plus jeunes chercheurs ne nuance guère cette vision positive du passé, alors même que les acteurs n'étaient qu'enfants ou adolescents du temps de l'URSS. Ce fait pousse à deux remarques de caractère épistémologique ; tout d'abord on ne saurait faire des générations un élément complètement déterminant des représentations en jeu. A un autre niveau, le vécu en tant que tel n'est pas un soubassement nécessaire des représentations, sans pour autant qu'il faille chercher dans la transmission de la mémoire entre générations l'unique explication. On peut sans doute prendre plus au sérieux — dans le cas des chercheurs — cette nostalgie infinie de la période soviétique tout en ne lui accordant aucun crédit de « vérité scientifique » sur la « réalité » passée : la mélancolie dépressive des chercheurs est en effet probablement le meilleur indicateur de l'atmosphère dans laquelle ils baignent — solitairement et collectivement — et corollairement du sentiment d'impuissance intellectuelle qui les envahit. Ainsi les chercheurs font-ils symptôme dans une société où l'interdit de penser est devenu la norme.

La visite guidée de la recherche scientifique en Ouzbékistan à laquelle le lecteur est maintenant invité se déploiera autour de quatre sites principaux : en

premier lieu un institut qui abrite des sciences sociales et un autre la philosophie, tous les deux situés dans le même bâtiment de l'académie des sciences à Tachkent. On se déplacera ensuite à l'académie de Nukus qui opère ses propres mutations dans le Karakalpakistan désertique. On reviendra enfin à Tachkent dans un institut de sciences exactes où se retrouvent biologistes, pharmaciens et chimistes cherchant à s'ouvrir sur le marché extérieur, puis dans un petit institut de sciences médicales dont des femmes tentent solidairement et désespérément de maintenir l'existence, tout en assurant leur propre survie. On terminera ce voyage un peu triste, par quelques portraits de personnages qui, après l'indépendance, ont quitté la recherche avec un immense regret — pour pourvoir aux besoins de leur famille — et ne parviennent pas à en faire le deuil. La désinternationalisation de la science, sa renationalisation, l'édification d'une science nationale sont les menhirs qui jalonnent ce parcours d'enfermement des chercheurs et d'épuisement de la réflexion scientifique.

Partie avec des questions sur les logiques qui président à la conversion et à l'adhésion idéologiques chez les chercheurs, je dus, au fur et à mesure que l'enquête avançait, y renoncer, comme d'ailleurs à l'hypothèse de contradictions intérieures perçues comme telles par les acteurs. En effet, d'un côté les uns et les autres se débattent plus ou moins bien ou mal avec l'incohérence de leur travail actuel en regard de celui passé, souvent incapables de tenter même d'offrir une apparence de cohérence intellectuelle. De l'autre, dès que l'entretien glissait à leur initiative ou à la mienne sur leur vie personnelle, les discours ébauchés antérieurement s'effondraient pour ainsi dire d'eux-mêmes, au profit d'une cohérence que je rebâtissais en les écoutant, mais qui leur était certes invisible. Enfin, l'observation de leurs comportements dans des événements collectifs, complétait l'analyse amorcée. En effet, dans de telles circonstances, où l'absence est une prise de risque, faisant peser le soupçon et où la surenchère et la déclamation idéologiques sont au moins une protection, au plus requises pour l'avenir, toutes les attitudes prennent sens depuis l'endormissement, les bâillements, les soupirs, jusqu'à l'enthousiasme affiché. Car l'Etat, disons-le simplement, fait très peur aux chercheurs et on ne plaisante pas avec l'idéologie...

*

2.

Renationalisation de la science et continuité de la servitude idéologique des sciences sociales

Rentrons immédiatement dans le vif du sujet — la science nationale — par un colloque particulièrement illustratif du processus idéologique en cours d'ouzbékisation de la pensée, des injonctions de déssoviétisation et de dérussification et des réactions qu'elles suscitent. Ce colloque se tient dans un institut de sciences sociales qui occupe un étage d'un immeuble de l'académic des sciences sociales. Cet immeuble d'environ 15 étages est campé dans la vaste, verdoyante et « moderne » cité — selon les critères des années 1960 — des sciences, à la périphérie de la capitale. Les grandes baies vitrées rendent l'immeuble étouffant lors de la saison chaude et les vieux appareils d'air conditionné sont parfois en panne... Nous sommes en mai 2004 et l'institut — que nous baptiserons BIR — honore un de ses anciens directeurs né en 1922 et mort en 2000 ; une cinquantaine de personnes sont présentes dans la salle de réunion de l'étage, soigneusement fermée à clé en l'absence d'événement collectif prévu et très bien entretenue. Ce spectacle se donne à voir comme un rite de refondation de l'origine car il s'agit de faire de ce personnage le premier ethnologue ouzbek. Un programme a été distribué et sur une page apparaît la photographie d'un dignitaire âgé, massif, en costume cravate, aux multiples décorations, au regard austère et fixe, rehaussé par une bouche aux coins tombants accentuant la sévérité de l'expression. Cette photographie ressemble à bien d'autres, de gérontes soviétiques et aucun signe distinctif ne permettrait a priori de supposer qu'il s'agit d'un homme d'origine ouzbèke.

La séance est ouverte par un bref exposé de la directrice actuelle de l'institut, une femme avenante d'une cinquantaine d'années, d'origine ouzbèke dont le mari, les frères et beaux-frères ont appartenu à l'élite soviétique et sont aujourd'hui détenteurs de postes de pouvoir dans différentes sphères (ministre, conseiller présidentiel, etc). Elle compte dans son champ d'alliance et de parenté un ancien président de l'union des écrivains, connu pour avoir opéré moult dénonciations sous le régime de Staline. Son *tank* — terme parfois traduit par clan, trop connoté d'un point de vue anthropologique et qui figure un groupe tendanciellement figé — porte un nom qui revient souvent dans les discours. Le *tank*, dit-on, protège et « pousse » pour toute ascension sociale, et sans *tank*, on est démuné et fragile. Cette femme à la prestance certaine, est, comme tous les chercheurs et intellectuels de sa génération, russophone, et elle ne parle que difficilement et mal la langue ouzbèke qu'elle s'efforce d'apprendre. Ex-directeurs de l'institut, académiciens et académiciennes, célèbres ethnologues et l'archéologue le plus fameux du pays, d'origine géorgienne, tous de près de 80 ans ou plus âgés, se déplaçant plus ou moins malaisément, vont se succéder à la tribune et décrire les liens concrets qui les attachaient au « premier ethnologue ouzbek » dont certains, en face-à-face, avouent que, de son vivant, ses travaux étaient peu connus et peu cités. Chacun à sa manière rappelle les difficultés et les oppositions institutionnelles que ce héros fondateur a rencontrées au cours de sa carrière à l'époque soviétique. Chaque détail prend son importance dans une démonstration à la logique récurrente ; la censure et l'oppression soviétiques sont en effet une pièce maîtresse de la rhétorique en jeu : elles sont constituées en preuves d'authenticité dans le cadre de la nouvelle scientificité ouzbèke. Dans le même moment elles deviennent des marques d'allégeance à l'État indépendant dont elles masquent le caractère répressif par la dénonciation de la domination soviétique

Les récits et les éloges de l'initiateur de l'ethnologie ouzbèke sont martelés sous le portrait du chef d'État Islam Karimov et d'une de ses maximes « sans mémoire historique, pas d'avenir » qu'ils semblent alimenter spontanément. On entend pêle-mêle que cet ethnologue au génie inestimable avait découvert la monnaie ouzbèke remontant au IV^e siècle avant Jésus-Christ, qu'il portait une grande attention aux bergers, qu'il s'était consacré à l'ethnogenèse ouzbèke, qu'il a formé vingt docteurs et chacun revendique d'avoir été son élève, de l'avoir accompagné dans des expéditions, etc. On appelle à plus d'études de l'*ethnos* et de l'histoire ethnique, au recrutement nécessaire d'ethnographes. L'ouzbékitude est au centre des exposés et des débats cherchant des boucs émissaires permettant à l'auteur des critiques de se rehausser publiquement dans la hiérarchie des chaires de l'essence ouzbèke. Ce jour là, c'est la directrice du département d'ethnologie —

qui s'inscrit dans l'institut BIR — qui fait les frais de la vindicte ; la vieille dame — dont le mari était russe et le père ouzbek et qui ne parle pas du tout la langue ouzbèke — est presque la seule chercheuse de l'institut à s'intéresser aux pratiques rituelles contemporaines et à leurs transformations. Son exposé a porté sur les mutations des rites de circoncision, de mariage, alimentaires, etc. depuis la période soviétique jusqu'aux temps présents de l'indépendance. Elle s'est efforcée de dégager la renaissance de l'islam tout en concluant audacieusement que depuis 1991 les traditions sont en déclin. Des mandarins de l'ethnographie ouzbèke, en poste dans d'autres instituts et universités ne la ménagent pas, lui reprochant d'avoir utilisé une terminologie européenne, au détriment des mots ouzbeks. L'un d'eux s'acharne sur elle, et n'hésite pas à décrier son travail, nocif pour la science et inutile car ne reposant sur aucun concept. Avoir choisi comme terrain la région de Tachkent est jugé absurde, trop de populations d'origines différentes empêchant d'approfondir l'*ethnos* ouzbek. Dans l'assemblée on remarque quelques chercheurs d'origine russe et l'un d'entre eux, un archéologue qui jouit d'une grande reconnaissance, joint sa voix au concert qui s'abat sur la malheureuse directrice du département d'ethnographie impassible et drapée dans sa dignité alors qu'elle est traitée comme une étudiante bien qu'elle approche des 75 ans... Un chercheur russe venu de Russie apporte ses propres louanges du « maître » qui allait dans les villages composant Tachkent à la recherche de l'*ethnos* et ne s'emportait jamais contre quiconque.

L'heure est enfin venue d'invoquer le président Karimov enjoignant les chercheurs — archéologues, historiens, ethnologues... — à se pencher sur la profondeur historique de la nation ouzbèke. La demande du chef de l'État est clairement rappelée par un des participants : il s'agit de déterminer l'origine du peuple ouzbek, les conditions de sa naissance, son antériorité, afin d'éduquer la jeunesse. Une longue discussion s'engage alors sur les toponymes et les ethnonymes, leurs rapports, leurs apparitions et un archéologue brillant se fait tancer alors qu'il souligne l'importance des migrations. La passion gagne l'assemblée, les paroles fusent de part et d'autre et le président de séance peine à rétablir un peu d'ordre : le nom *ouzbek* concentre toutes les interventions comme une interrogation identitaire absolue s'ouvrant sur les béances du soi (*o'z*)¹ ; qui sommes nous ? qui suis-je ? semblent dire le groupe et chaque individu. L'encensement de l'origine débouche sur un vide, une sorte de marécage dont seul

¹ L'ethnonyme « ouzbek » (*o'zbek*) est formé des mots *o'z* (soi, soi-même, propre) et *bek* (dans l'histoire, titre de noblesse et charge politique et militaire de gouvernement d'une province). Littéralement, *o'zbek* renvoie à l'idée d'être son propre chef, de se gouverner soi-même.

le pouvoir peut sortir. Le lecteur ne sera donc guère étonné que la conclusion de cette journée ramène encore le discours présidentiel : « dans ses interventions, Islom Karimov a recommandé de faire attention à la religion... Il faut créer un pouvoir législatif mais aussi un pouvoir juste » tonne un vieil ethnologue dont le fils est à l'institut de philosophie. Par cette petite phrase, la suspicion que la dictature fait peser sur l'islam est signalée. L'islamisme constitue en effet pour l'État — comme dans d'autres pays à majorité musulmane — une menace de déstabilisation et tout musulman « trop » pratiquant qui se rend « trop » régulièrement à la mosquée est susceptible d'être arrêté et poursuivi pour « terrorisme » comme ce fut le cas en 2005, pour le groupe d'entrepreneurs d'Andijan qui avait organisé des actions charitables au nom de la *zakat*.

Revenons à notre colloque qui se termine par l'éloge de l'ethnographie qui permet de se lancer à la recherche de ses lointains ancêtres et de les retrouver. Avant que chacun ne se disperse, la promesse est lancée de tenir des conférences annuelles dédiées au « premier ethnologue ouzbek » dans la capitale mais aussi dans les villes de province. À l'inverse du « premier maître » — qui, dans le beau film soviétique du début du siècle, apporte l'éducation et une ouverture extérieure dans un lointain village — il s'agit donc de creuser les abîmes d'une identité incertaine si ce n'est improbable et de s'enfermer dans l'entre-soi pour ce faire. En effet, au cours de la journée, une seule communication a tenté de resituer dans un cadre théorique général la démarche partagée et spectacularisée en jeu et de la différencier des recherches et des interrogations en cours à l'étranger, principalement anglo-saxonnes. Cette initiative fut lourdement critiquée, à haute et à basse voix, et la directrice de l'institut rappela discrètement à l'ordre le fautif qui avait pris ouvertement des distances réflexives avec une identité intouchable. De cet homme d'origine coréenne, seul anglophone véritable de l'institut, philosophe très brillant — qui présentait toutes les qualités pour devenir directeur de l'institut sauf précisément l'origine dans ces temps d'indépendance farouchement ouzbékisés — elle ne peut en effet se passer des compétences scientifiques. Ce chercheur a déjà été la cible d'attaques dans l'institut et on lui a reproché d'accaparer les liens avec le monde extérieur. La directrice — qui utilise à tous propos et sans vergogne ses services intellectuels — connaît sa loyauté et a donc préféré le réprimander en le prenant à part. Agé d'environ 55 ans, ce chercheur ne se fait aucune illusion sur l'instrumentalisation dont il est l'objet, les limites de son rôle et les risques qu'il choisit parfois de prendre avec humour. Comme d'autres intellectuels nés en Ouzbékistan, il ne voit guère où vivre ailleurs, tant il est attaché à ce pays où il a grandi ; dans son cas, de surcroît, il ne parle pas le coréen — comme d'ailleurs la très grande majorité de la collectivité d'origine coréenne qui

vit à Tachkent — et c'est en anglais qu'il s'exprime avec des invités coréens, dont il oriente les flux financiers vers l'institut. Il est le seul à avoir compris la recherche que je mène et sa méthodologie et c'est très largement grâce à lui que je pourrais m'entretenir avec les chercheurs de l'institut qui — comme la directrice — mettront plusieurs mois à saisir qu'il ne s'agit pas simplement de plaisantes et spontanées conversations personnelles...

De l'origine à l'ethnodicée et l'ethnocratie

Cette brève description d'un événement scientifique de haut niveau campe déjà les contours du paysage idéologique et le champ des rapports sociaux qu'il imprime. L'événement choisi — l'invention d'un inventeur disciplinaire autochtone — est exemplaire de multiples cérémonies qui se tiennent maintenant un peu partout, dans la capitale mais aussi dans les provinces. Le lecteur retrouvera à l'académie des sciences de Nukus une cérémonie de ce type, avec la nuance d'un personnage karakalpak, ce qui indique suffisamment que la déclinaison identitaire inscrit un imaginaire par définition fissuré. Mais revenons tout d'abord sur la polysémie du terme origine, qui apparaît l'étendard de l'édifice idéologique donné à voir et qui imprègne l'ensemble des sciences sociales et humaines. L'origine est en premier lieu le creuset de la légitimité de l'État et par-là de la légitimation de toutes les positions hiérarchiques politico-institutionnelles dans l'univers scientifique comme ailleurs. L'indépendance de l'Ouzbékistan nécessite la création d'un être ouzbek qui en forme le pilier idéologique, et dans la foulée d'un paraître ouzbek qui orne les tableaux de la propagande d'État, aux couleurs chatoyantes et aux personnages si chaleureux devant de merveilleuses tables d'abondance. A un autre niveau l'assignation scientifique à l'origine ne date pas de l'indépendance même si elle prend des formes spécifiques et outrées depuis. Les chercheurs qui ont débuté leur carrière sous l'URSS se souviennent tous à leur grand regret qu'ils n'ont guère eu le choix de leur objet de thèse, quelles que soient leurs préférences pour des thématiques qualifiées d'« universelles » ou « d'occidentales ». Les ethnologues ont été assignés à décrypter les mœurs ouzbèkes, les archéologues n'ont pu faire de fouilles en dehors du Turkestan et les philosophes ont dû se pencher sur les grands penseurs de « l'Orient » (Al Baruni, Averroès, etc.) même s'ils eussent préféré Descartes, Voltaire ou Sartre. Seuls les chercheurs du « centre » selon l'expression usuelle, soit des académies des sciences de Moscou, Stalingrad, Leningrad, etc. ont eu le loisir de prendre pour terrain l'Afrique ou encore de méditer sur Jean-Jacques Rousseau.

À cette époque l'origine s'entendait néanmoins selon un critère d'appartenance politique pourrait-on dire puisque une archéologue — bien que d'origine russe — mais relevant de la république d'Ouzbékistan se voyait subir les mêmes astreintes intellectuelles que son homologue d'origine ouzbèke. L'assignation scientifique à l'origine qui a été forgée à l'époque soviétique a pourtant inscrit un type de lien et un mode de fusion du chercheur à son objet qui fonctionne comme une matrice structurelle pour la « science nationale ». L'habitus permettant une continuité non remise en cause. Ainsi le passage de l'assignation scientifique à l'assignation sociale s'en est-il vu facilité et naturalisé depuis l'indépendance. L'institut BIR illustre particulièrement bien les clivages sociaux instruits par l'origine. Alors qu'il était comme tous les instituts scientifiques peuplés de chercheurs d'origines diverses — russe, kirghize, kazakhe, coréenne, géorgienne, ukrainienne, etc. dénommées « nationalités », terme qui prête à toutes les confusions entre les usages soviétiques et actuels d'un côté, de l'autre ses connotations habituelles en France — il s'est vidé de la majeure partie de ceux-ci. Les Ouzbeks représentant aujourd'hui la quasi-totalité des chercheurs. Ainsi une origine non ouzbèke interdit de fait tout poste de responsabilité et donc toute ascension sociale et marginalise. Outre l'indispensable chercheur d'origine coréenne sans lequel l'institut perd toute relation scientifique avec le monde extérieur, il reste ainsi en 2004 cinq chercheurs d'origine russe qui n'entretiennent pas de liens particuliers entre eux. Au contraire, ils semblent presque s'éviter, tant ils sont préoccupés de ne pas être trop écartés de tous les projets d'État qui, depuis les années 2000, ont été installés, renforçant encore les injonctions idéologiques puisque les projets sont désormais les seules sources salariales, aussi minimes soient-elles (de 10 à 20 \$ par mois sur 2 à 3 ans). Ces chercheurs d'origine russe, très solitaires — 4 hommes divorcés, avec un penchant plus ou moins net pour l'alcool, une femme veuve d'un chercheur d'origine ouzbèke et toujours désignée comme la « juive », preuve d'une ostracisation coutumière et permanente banalisée — ne se retrouvent qu'à l'occasion de l'anniversaire de l'un d'entre eux, et encore pas tous. Sur un coin de bureau ils partagent alors quelques mets et boissons préparés par eux-mêmes ou leurs mères avec laquelle quelques-uns vivent encore. Ces petites cérémonies sur le lieu de travail — auxquels quelques Ouzbeks participent — sont empreintes de tristesse et contrastent avec celles organisées par leurs collègues ouzbeks, où selon le rang hiérarchique de l'hôte, se pressent de nombreux chercheurs venus d'autres instituts, chargés de cadeaux. Les rapports sociaux à l'intérieur de l'institut d'histoire s'étaient donc sur l'origine, amplifiant l'idéologie étatique et lui donnant chair par l'ethnocratie. C'est pourquoi d'ailleurs les projections sur l'origine de l'anthropologue et de son collaborateur ont fourni

une sorte de miroir transversal², stimulant l'interprétation : l'extension de l'idéologie scientifique de l'origine à l'origine du chercheur se poursuit en effet avec le questionnement de l'origine de ces deux acteurs extérieurs qui forment le tandem de l'enquête et sont visibles partout, là où on les attend le moins, soudés dans leur perspective d'intégration et leur insatiable curiosité.

L'origine déclarée par l'acteur dans les prémises des entretiens a donc été systématiquement mentionnée dans les pages suivantes, puisqu'elle signalait déjà à demi-mots à l'anthropologue, supposée comprendre la marge de manœuvre professionnelle du chercheur, les interdits, les impasses, les subordinations obligées ou au contraire les ouvertures à toutes les ambitions sociales et politiques. La complexité des généalogies enlève bien évidemment toute objectivité à une conception rigide de l'origine qui est précisément celle du pouvoir. La notion d'origine est donc ici entendue principalement comme indicateur des prescriptions qui pèsent sur les acteurs, et ce de leur propre point de vue. Cette perspective d'intelligibilité découle de la spécificité du champ social examiné : des intellectuels oscillant entre l'origine comme matière scientifique et la subjectivation douloureuse ou enthousiaste de leur propre origine.

Néanmoins cette restructuration autour de l'origine est souvent l'objet d'une dénégation des sujets parlant de leurs relations interpersonnelles dans le milieu professionnel et aussi dans leur sphère privée. Si on concède à l'anthropologue qu'un mariage exogame en regard de l'appartenance ouzbèke est aujourd'hui quasiment impensable — alors qu'autrefois dans les couches intellectuelles auquel le sujet se rattache, il était une pratique courante — on cherche au maximum à occulter l'ethnisme qui envahit l'ensemble des champs sociaux. Chacun enjolive une généalogie plurielle, une ouverture de longue date. On cite aussi des hommes ouzbeks âgés ayant épousé des femmes d'origine russe — plus-value à l'époque soviétique, l'inverse paraissant plus rare, généralement au nom de l'islam. Cette volonté d'effacer les traces d'une clôture de plus en plus forte sur l'origine, allant à l'encontre des observations quotidiennes, est, notons-le, autant le fait des chercheurs ouzbeks que non ouzbeks : tout se passe comme si on voulait de part et d'autre préserver des morceaux d'un passé évanoui et le livrer à l'anthropologue pour lui accorder un peu de crédit. Ainsi les chercheurs ouzbeks s'adressent-ils souvent à leurs collègues d'origine non ouzbèke avec des termes de parenté

² Monique SELIM : « Travail, idéologie et réflexivité dans le cadre de la globalisation ». HERNANDEZ V., OULD-AHMED P., PAPAIL J., PHELINAS P. (dir) : *L'action collective à l'épreuve de la globalisation*. Paris. L'Harmattan, 2007.

ouzbeks, ce qui, dans le contexte présent, revêt le sens d'une neutralisation symbolique des tensions et des ruptures.

Du point de vue des chercheurs d'origine autre qu'ouzbèke le désir de croire coûte que coûte à l'illusion de leur intégration, le refus de voir la dégradation indéniable de leur situation personnelle sont des motivations importantes dans un contexte où les acteurs, âgés, seuls, de plus en plus asservis — en particulier avec l'écriture des thèses des Ouzbeks contre quelques subsides — sont dans une réelle impasse, n'ayant pas de parenté à l'extérieur de l'Ouzbékistan.

En revanche, chez les jeunes chercheurs d'origine ouzbèke, l'exaltation de l'origine n'a plus aucun frein dénégateur et elle couvre de façon indistincte les espaces personnel et professionnel, intimement mêlés. Un petit groupe de cinq hommes jeunes du département d'ethnologie, originaires de différentes provinces, se consacre ainsi à ce qui est dénommé ethnologie historique/histoire ethnique, soit la recherche des preuves et des vestiges de la civilisation ouzbèke impliquant des sondes préislamiques. Issus d'une couche moyenne villageoise, au niveau d'éducation inférieur, petit-fils ou arrière petit-fils de paysans, souvent mariés selon le choix de leurs parents, presque tous très imbus de leurs prérogatives masculines sur la destinée de leurs épouses et l'hypothèse d'un travail extérieur, ces hommes de 30 ou 40 ans, d'allure frustrée et décidée, qui ont été scolarisés en langue ouzbèke, travaillent chacun sur leur propre *ethnos* dont les noms — à l'exception de kipchak — sont étrangement entendus pour la première fois par mon collaborateur, stupéfait, d'origine ouzbèke, ouzbékophone et russophone, professeur de français à l'université de Tachkent et proche de la retraite. Katagan, Barlos, Jus, Korlok, Kongrat sont décrits avec enthousiasme par ces jeunes chercheurs au regard de jais brûlant, comme leur appartenance originaire, si bridée par l'URSS que leurs propres parents n'auraient pu la nourrir de récits durant leur enfance. Dans la redécouverte de leur propre matrice identitaire, devenue leur thématique de recherche, quelques-uns placent au premier rang les conseils d'un vieux professeur d'origine russe reparti en Russie ou décédé. Ils étudient mœurs, coutumes, rites, jeux, vêtements, culture matérielle et technique, selon des découpages ethnographiques hérités des soviétiques. Leur perspective est de démontrer l'antériorité — pré-russe et pré-islamique — d'une civilisation ouzbèke au sens plein du terme, c'est-à-dire dotée de tous les attributs de la « civilisation soviétique » oppressive. Totaleme nt identifiés à leur recherche, ils s'y adonnent avec passion et, comme le dit très simplement une jeune femme qui se rattache à ce groupe et qui travaille sur les tissus et les vêtements *mangit* — son « identité » dont elle a tardivement pris connaissance — « je veux qu'on sache qu'avant l'importation des matériaux, on avait déjà la production de notre prêt-à-porter ».

Les *ethnos* composant l'essence ouzbèke propulsent ainsi ce mirage identitaire vers un terrain extrêmement friable et des divisions potentielles infinies.

Objet de désir conduisant à des attitudes plus ou moins fusionnelles, l'origine rayonne ainsi sur l'institut BIR qui a été après l'indépendance refaçonné et comporte aujourd'hui six départements : à l'ethnographie, l'archéologie, l'historiographie, se sont en effet ajoutés l'étatisme (*davlatchilik*) — c'est-à-dire une recherche approfondie sur la nature spécifique de l'État ouzbek, qui a fusionné les sections « antiquité » et « moyen âge » — l'indépendance et la colonisation. Les renversements théoriques sont innombrables et imposent aux chercheurs une gymnastique intellectuelle périlleuse. Bien sûr les cinq stades de développement enseignés à partir du marxisme sont abandonnés au profit d'une appréhension chronologique et essentialiste de la « civilisation » et de la « spiritualité nationale », comme la lutte des classes, remplacée par l'idée de la coopération. Féodalisme et esclavage sont devenus des mots bannis, comme « l'adjonction volontaire de l'Ouzbékistan à la Russie » explicitée désormais comme un fait colonialiste. L'antécédence « turco-ouzbèke » prime maintenant sur « l'influence persane » et Tamerlan n'est plus un « tyran sanguinaire » mais un brillant chef d'État. La « grande guerre patriotique » doit être rebaptisée et l'expression de « guerre soviético-allemande » est trouvée par un chercheur d'origine russe, ancien professeur à l'école des cadres du Parti qui néanmoins bute sur un autre point de la doctrine présidentielle : de son point de vue la légion du Turkestan en 1942 était composée avant tout d'individus qui cherchaient à échapper au goulag et à s'intégrer et non comme il devrait l'écrire de « traîtres » selon l'expression du chef de l'État. Science de l'origine par l'excellence, l'archéologie se voit d'autant plus l'objet de diktats qu'elle fut dans la république soviétique d'Ouzbékistan le fruit d'une longue lignée toujours prestigieuse, commençant avec un chercheur (Masson) né en 1897 et mort en 1982 dont les grands-parents écossais et français avaient fui la révolution de 1789 et dont la mère était russe. Ce fondateur de la chaire d'archéologie se maria à une jeune femme de parents russe et ukrainien et de grands-parents en partie polonais, et elle fit ses études en France. Cette femme, née en 1915, toujours vivante, devint la seconde femme académicienne nommée par le « centre soviétique » (et non, précise-t-elle, comme les suivantes « par correspondance »). Son mari ne fut jamais membre du Parti, auquel en revanche elle adhéra à l'âge de 25 ans, par « foi révolutionnaire ». Ce passé cosmopolite de l'archéologie du Turkestan se retrouve aussi chez plusieurs chercheuses polyglottes, âgées de 70 à 80 ans, ayant des origines juives, écossaises, russes, etc. et tentant de survivre par tous les moyens possibles, sans quitter leur inscription scientifique. L'une d'entre elles fut chargée d'ouvrir du temps de l'URSS la

coopération scientifique avec la France. Mais le plus connu des archéologues vivants, d'origine géorgienne, sert avec zèle Islom Karimov, auquel il est directement rattaché et auprès duquel il est souvent montré en photo. Toutefois il ne peut s'empêcher en privé de regretter d'être passé de la « république soviétique à la monarchie indépendantiste » !

L'exaltation de l'origine devrait réussir à détourner les acteurs d'un présent intolérable. Pourtant, dans l'intimité de l'enquête, des chercheurs avouent ne pas se soumettre à tel ou tel paradigme de la nouvelle science nationale, en biaisant et surtout en glissant sur une autre période — pour les archéologues par exemple — que celle qui se révèle si épineuse pour leur conscience scientifique. On est alors très loin des déclarations publiques exaltées, blanchiments idéologiques et parades obligatoires dans les événements collectifs auxquels assistent quelques indicateurs des services de renseignement. Chacun essaye de s'arranger avec les nouveaux ordres idéologiques et l'affrontement direct est extrêmement rare. Sur près de la cinquantaine de chercheurs de l'institut rencontrés en face-à-face, seul un historien refusera de céder aux intimidations de la directrice et sera finalement renvoyé de l'institut³.

D'aucuns parlent à ce propos d'une « politique des deux faces » apprise à l'époque soviétique. Dans cette expression est maintenue l'hypothèse d'une identité scientifique authentique, qui perdure cachée, y compris lorsque des masques intellectuels doivent être portés. Le sujet individuel serait donc clivé, entre un soi véritable et une façade sécuritaire. Ce schéma binaire, simplificateur, a surtout une dimension rassurante car il préserve l'acteur, à ses propres yeux, d'une déqualification personnelle trop honteuse. Les configurations psychiques qui se dévoilent sont beaucoup plus complexes qu'une partition mensonge public/vérité intérieure, et ce, tout d'abord parce que les chercheurs doivent écrire, exercice où chacun s'investit profondément, et construire de plus en permanence leur position dans un tissu fragile de relations interpersonnelles, habité par une peur partagée. De surcroît une concurrence effrénée règne pour les maigres ressources disponibles entre les projets d'État et les financements étrangers — via la fondation Soros en particulier fermée en 2004 — et diverses ONG, presque toutes interdites en 2006 (Cf. 3e partie de cet ouvrage). Plus on monte dans la hiérarchie, plus d'ailleurs la crainte du pouvoir — plus proche — apparaît forte et plus il s'avère nécessaire de se disculper à l'avance par une offensive en forme de surenchère. Ainsi la directrice de l'institut BIR a-t-elle pris les devants en publiant — avec la directrice du département d'ethnographie et quelques autres — un article critique concernant

³ M. SELIM : « Travail, idéologie et réflexivité dans le cadre de la globalisation », déjà cité

un ouvrage collectif financé par la fondation Soros dont l'éditeur scientifique a dû s'exiler en 2004 après s'être attiré les foudres du comité d'État en matière scientifique... pour avoir surtout inscrit entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e la naissance de la nation ouzbèke. En effet, plusieurs chercheurs de l'institut avaient participé à l'ouvrage contre une rétribution financière⁴. L'article — dont personne n'est dupe du caractère de commande d'État — a été relu, peaufiné et *pro parte* réécrit dans l'optique d'une plus grande cohérence scientifique, par le chercheur d'origine coréenne qui est supposé le meilleur détenteur des normes de compétence à respecter. Là encore il a assumé ses fonctions avec autant de loyauté — faisant de son mieux avec un matériau de ce type ! — que de distance intellectuelle. Un autre article — des mêmes auteurs — a été publié pour critiquer les aspects scientifiques erronés du point de vue ouzbek des idéologies nationales kirghize et kazakhe, car dit-on sans sourciller, il faut donner l'apparence du débat scientifique.

Les mises en scène de cette théâtralité scientifique ne laissent personne indemne en premier lieu parce que le dogme étatique n'est pas définitivement arrêté et est en voie d'édification au sens propre — en particulier par l'institut BIR qui a vingt volumes en chantier — ce qui suppose initiatives et implications personnelles des chercheurs, méditant sur leurs marges de manœuvre, soupesant les risques et doutant constamment ; de tels jeux de rôles flous rendent impossible la conviction intellectuelle, l'idéologie nationale apparaissant en outre une pure inversion de l'idéologie soviétique, à laquelle chacun a apporté sa pièce. L'adhésion cognitive s'en voit rayée de la carte alors même qu'elle devrait être l'étai d'une vocation de recherche. Il en résulte une déréliction certaine pour presque tous se débattant entre des difficultés matérielles et financières quotidiennes et des affres plus ou moins mal maîtrisés.

La science en tant que telle se dissipe, paraît en quelque sorte volatile, fluctuante, un simple décor pour laisser l'individu face à un pouvoir à la puissance symbolique décuplée dans une confrontation ne permettant aucun sortit. Pour les chercheurs qui ont formé à l'époque soviétique une garde rapprochée de l'État et en ont retiré privilèges et dignité — et ce particulièrement dans les républiques d'Asie centrale — et qui sont toujours requis pour assurer les légitimations idéologiques du gouvernement indépendant, il ne subsiste finalement que ce lien de

⁴ Marlène LARUTTE : « Continuité des élites intellectuelles, continuité des problématiques identitaires. Ethnologies et "ethnogenèse" à l'Académie des Sciences d'Ouzbékistan », *Cahiers d'Asie centrale*, IFÉAC-Edisud n° 13-14, 2004, pp. 45-76 ; « Ethnologie, question nationale et État dans l'Ouzbékistan contemporain. Analyse de la polémique autour de l'Atlas ethnique d'Ouzbékistan ». *Journal des anthropologues*, 100-101, 2005, pp. 329-347.

servitude dans lequel sont déposées leurs capacités intellectuelles. Cette subordination de la pensée s'en voit corollairement revalorisée par les acteurs eux-mêmes, faute de mieux, pour éviter le mépris de soi. La domination subie est reconvertie en loyauté mais d'une certaine manière le présent fait aussi réfléchir sur la pesanteur idéologique passée qui avait néanmoins pour contrepartie une vie aisée alors qu'aujourd'hui tout chercheur doit trouver des moyens de survie. Ainsi, une usure pointe d'être acculé à un tel retournement idéologique qui, de surcroît, ne peut guère s'entendre comme un « progrès » vers « un avenir radieux » puisqu'il s'agit précisément de retourner à une origine dont, en ce qui concerne les Ouzbeks, on s'était déjà si péniblement extrait, luttant contre les forces conservatrices de la parenté, par exemple, qui refusaient des mariages exogames. Le même plat, plus mauvais et plus mal servi la deuxième fois que la première, telle pourrait être traduite la servitude idéologique actuelle qui écrase les chercheurs et réduit à néant leur imagination intellectuelle pour se frayer une autre voie. En effet, tout en reconnaissant l'existence de la censure soviétique qu'ils ont tous plus ou moins rencontrée, l'extrême surveillance tâillonne et angoissante qu'ils subissent actuellement leur fait assimiler la *perestroïka* à une *katastroïka* — catastrophe — selon le jeu de mot d'un chercheur, Gorbatchev à un sicaire et l'indépendance à *raspat*, la destruction de l'URSS, objet de toutes les nostalgies de l'empire et de leur jeunesse. Devenus des étrangers indésirables à Moscou où ils ont été formés, ils ruminent sur leur malheur comme s'ils étaient amputés d'une partie d'eux-mêmes. Le départ du pays n'est, en effet, plus envisageable à cette étape de leur vie, s'ils ne l'ont pas fait en même temps que les premières vagues migratoires qui ont suivi l'indépendance. Pour les plus jeunes, la fuite reste le seul horizon salvateur, et même pour les ethnologues ouzbeks fascinés par leur *ethnos*, les difficultés journalières font rêver de lieux étrangers où ils pourraient s'adonner en toute indépendance à la connaissance de leur micro-identité.

En effet, c'est tout trait négatif de la conjoncture qui débute avec l'indépendance qui doit être gommé : chômage, fermetures d'usines, arrêts de la production, détériorations de la santé, maladies, épidémies, etc. doivent être passés sous silence comme une attaque frontale de l'État ; jusqu'à la situation des femmes qui doit être décrite comme un épanouissement alors que les suicides se sont accru — suivant d'abord l'immolation par le feu, puis à l'aide de médicaments, par pendaison ou encore par noyade : en 1997, « année de la famille » selon le régime », les divorces sont devenus quasi interdits — les juges qui en prononçaient étant envoyés en prison — et l'oppression patriarcale renaît avec une vigueur confortée et inégalée, évidente entre autres dans les mariages arrangés de plus en plus nombreux et la polygamie qui reprend. Pour les femmes chercheuses, si les

limites portées à leur liberté sont péniblement ressenties, leur écartèlement intérieur est, selon l'éducation qu'elles ont reçue, plus ou moins intense. Quelle que soit leur origine — ouzbèke, russe, tatare, etc. — il importe auparavant de mesurer que dans la période soviétique conventions, conformismes et pruderies contraignaient aussi les femmes dans leurs capacités d'action et leurs désirs. « L'amour libre » ne fut prôné que quelques années après 1917⁵ et sans doute très peu d'échos de cette révolution morale animée par un petit groupe d'intellectuels, vite enterrés, parvinrent dans la lointaine république d'Ouzbékistan. En revanche l'État-parti soviétique s'y présentait indéniablement pour les femmes comme une instance de médiation dans des conflits de mœurs, comme une arme de distanciation des pressions familiales, comme un instrument idéologique de légitimation des revendications d'égalité, de promotion par l'éducation et donc de liberté de mouvements. Des études ou un colloque à Moscou était pour toutes une échappée très convoitée. Pour les femmes d'origine ouzbèke, les récits montrent un large éventail d'attitudes, sans qu'il soit possible d'affirmer que le degré élevé d'éducation, de responsabilités et l'appartenance au Parti des parents soient dans tous les cas une garantie absolue d'ouverture d'esprit sur la question des femmes. Illustrons cette remarque. Tel juriste, dont l'épouse était chercheuse à l'académie des sciences, estimait impensable un mariage autre qu'endogame et arrangé pour leur fille ; cette dernière n'avait jamais vu son mari avant la cérémonie à 19 ans et est aujourd'hui directrice du département d'historiographie, après la mise à l'écart d'un historien d'origine russe, à la bonne réputation scientifique, mais porté sur l'alcool. L'époux de cette historienne habitait la même rue qu'elle-même, son père était directeur de l'institut d'agriculture et sa mère travaillait dans un jardin d'enfants. Il appartient à l'équipe dirigeante de l'académie et en a racheté la cantine, autrefois publique, pour la transformer en une affaire lucrative et un plaisant lieu de sociabilité. Cette femme de 35 ans — qui selon son expression considère qu'elle s'habille de manière « légère » soit une robe un peu moulante arrivant aux genoux — est un bon exemple des processus de subjectivation de l'idéologie en œuvre aujourd'hui. « Préparée » par ses parents à être bru dans la belle-famille chez laquelle elle habite, elle dit ainsi « préparer » ses filles à leur future condition et surtout à accepter le mariage qu'elle leur « arrangera » le plus tôt possible vers 20 ou 22 ans avec un homme de son choix. Elle se félicite que la *mahalla* exerce un contrôle sur les filles, le voisinage surveillant de près leur conduite en renforçant les parents. Les « traditions ouzbèkes » sont bien sûr invoquées pour justifier la reproduction d'un itinéraire sous tutelle, et

⁵ Cf. Martin MULLER : *Freud au pays des soviets*. Paris, Les empêcheurs de penser en rond, 2001.

corollairement les recherches menées par cette femme visent à revaloriser ces mêmes « traditions » « combattues » par l'URSS et « renaissantes » depuis l'indépendance. Une unité certaine imprègne la vie et l'œuvre de cette chercheuse qui, d'une certaine manière, a bien incorporé l'obligation d'aliénation et s'y dévoue au double plan professionnel et personnel. Ainsi tient-elle à prouver que contrairement à ce qu'on pensait sous l'URSS, les paysans ouzbeks au XIX^e siècle n'étaient pas misérables, en particulier comparés aux paysans russes. Poursuivons l'idée que dans ce domaine sensible que constitue la condition féminine — filles, mères, épouses — aucun élément social, politique ou économique ne peut former une combinaison définitivement déterminante.

Prenons ainsi le cas d'une autre historienne de l'institut, un peu plus âgée que la précédente, née en 1964 et issue d'une famille intellectuelle de province : père, titulaire d'une chaire d'économie et secrétaire du parti de son université, mère ayant fait des études universitaires et travaillant dans un jardin d'enfants. Le couple divorce à la demande de la mère après la naissance de 6 enfants et les aventures amoureuses multiples du père. La mère soutient fortement le désir de recherche de sa fille, mais en même temps tente de poser des interdits lorsque la réputation de la famille risque d'être trop entachée par des voyages de sa fille seule à Moscou ou ailleurs. C'est le père qui en toute circonstance autorise et encourage les départs motivés par l'étude et répète « qu'elle doit décider de sa vie ». Aucune contrainte n'est posée sur la fille pour hâter son mariage et père et mère repoussent les « marieuses » qui viennent rendre visite à la famille ainsi que les prétendants issus de la parenté. C'est à 36 ans que notre historienne décide de se marier, pour la première fois amoureuse, avec un de ses collègues de l'institut, déjà marié et qui promet de divorcer. Le couple vit maritalement quelques temps avec l'accord de la famille de la femme qui tombe enceinte. Néanmoins, peu de temps après, notre historienne apprend que son « futur époux », « obligé » par ses parents, s'est remarié avec une autre femme. Sa propre famille à elle l'encourage à garder l'enfant, bien qu'elle se retrouve mère célibataire, et l'aide autant qu'elle peut dans ses nouvelles tâches afin qu'elle continue à se consacrer à sa passion scientifique et achève sa thèse de doctorat. Tels sont brièvement résumés les événements qui scandent la vie de cette chercheuse qui travaille sur la déportation et trouve dans le chercheur d'origine coréenne de l'institut, un appui intellectuel important. L'entretien a duré de nombreuses heures, tendues, intenses au cours desquelles mon interlocutrice accepte les cigarettes que je lui offre pour s'aider à parler, à se questionner elle-même sur ses décisions et à m'interpeller sur la nature de la recherche scientifique qui de son point de vue fait considérer à une femme que la famille n'est qu'une donnée secondaire, futile et accessoire face à la profondeur

d'une vocation. Pour donner plus de poids à cette conviction, elle me cite une philosophe d'un peu plus de 40 ans, que je rencontre quelques jours après. Cette très belle femme raffinée d'origine ouzbèke, à la grande prestance, m'explique, elle aussi, que ses parents, chercheurs en sciences exactes, lui ont laissé toute liberté, et tout particulièrement son père, pour son mariage qu'elle décide à 40 ans, après avoir fini sa thèse de doctorat, et après avoir vérifié que l'homme de son choix est bien divorcé. Travaillant sur le statut des femmes en Ouzbékistan avec plusieurs ONG qui seront petit à petit interdites, elle s'en tient à sa décision première de ne pas avoir d'enfants et se classe dans la catégorie des « femmes leaders », à côté des « mères » et des « séductrices » selon sa propre partition des figures de femmes. Citons encore une autre historienne d'origine ouzbèke du département de l'état, fille d'un chauffeur et d'une simple ouvrière, âgée de 45 ans et aux cheveux grisonnants, qui dit aussi avoir placé la recherche au-dessus de tout et n'avoir subi aucune pression de ses parents « progressistes » et « démocrates », mais pas membres du Parti, pour se marier. Elle est donc restée célibataire et vit avec sa famille qui compte huit personnes dont son frère marié et sa grand-mère. Parmi ces quatre destinées de chercheuses ouzbèkes entre 35 et 45 ans, insistons sur le fait que la première est en phase avec la retraditionalisation de la période actuelle, alors que les trois autres représentent des cas rares mais très significatifs dans la mesure où ils montrent la pluralité des types de familles qui peuvent présider à la fabrique de ce qui est décrit par les actrices elles-mêmes comme une liberté féminine. Notons aussi la diversité et les divergences idéologiques potentielles des thématiques de recherche de ces quatre femmes : les déportés, la condition actuelle des femmes en Ouzbékistan, la montée des suicides, l'antériorité lointaine de l'État ouzbek à travers ses chefs comme Tamerlan, selon le dogme présidentiel.

Aujourd'hui, au-delà de ces différences, les trois dernières femmes évoquées, qui toutes mettent l'accent sur le rôle de leur père dans la conduite de leur itinéraire, se présentent comme des exceptions quasi irreproductibles tant la pression est forte sur les familles pour marier les filles le plus vite possible à un parti financièrement avantageux, quel que soit finalement le profil de l'homme. L'autorité de la belle-famille apparaît, elle aussi, de moins en moins attaquant quels que soient les mauvais traitements subis par les brus — interdiction de sortir, de travailler à l'extérieur, service domestique gratuit et épuisant à tous les membres de la maison, coups éventuels — et les pères qui tentent des négociations avec les beaux-pères pour améliorer le sort de leurs filles se heurtent souvent à des murs. Des filles reviennent chez leurs parents désolés et divorcent, comme cette jeune femme qui, avant son mariage, enseignait à l'université de la diplomatie et dont la

mère était une intellectuelle renommée du Parti, à l'époque soviétique, puis est devenue brièvement conseillère de Karimov à l'indépendance, mais est candidate avec son mari à l'exil depuis les événements tragiques d'Andijan.

Pour beaucoup de femmes, néanmoins, ce refuge parental n'est pas envisageable, les parents cédant eux-mêmes à la peur d'une baisse de leur réputation et préférant le statu quo de la souffrance silencieuse de leurs filles. Les comités de *mahalla* — nommés — exercent dans ce contexte un rôle décisif de contrainte et de répression sur les familles, les belles-familles et les femmes puisque leurs membres eux-mêmes risquent beaucoup, leur position et leur sécurité, s'ils enregistrent de trop nombreux divorces, rompant le spectacle politique d'une harmonie communautaire intergénérationnelle et familiale ouzbèkes, telle qu'elle est donnée à voir sur les panneaux d'affichage gouvernementaux.

Ainsi, la servitude des femmes apparaît-elle comme le symptôme d'une servitude globale des chercheurs bien au-delà des sciences sociales : comme ailleurs — et en particulier sous tous les régimes autoritaires et nationalistes — la mise au pas des femmes, leur renvoi aux implications sociales d'un statut supposé biologique, est une étape primordiale d'endoctrinement de l'ensemble des acteurs sociaux. Les femmes constituent, en effet, une cible essentielle du primordialisme politique et de toutes les formes d'essentialisme. Que les chercheurs, en dépit de leurs qualifications intellectuelles, soient aussi vulnérables que les couches sociales peu éduquées face à cet enjeu du nécessaire asservissement des femmes, peut tout autant étonner que paraître banal, en particulier si on se rappelle les sinistres périodes de l'histoire politique européenne. Force est alors de constater que le travail de recherche ne débouche nullement — et pas seulement en Ouzbékistan, loin de là — sur une liberté de penser qui serait « automatique », consubstantielle à l'exercice intellectuel du métier de chercheur.

Dans l'institut BIR, les femmes sont néanmoins majoritaires et ce fait doit être noté et en premier lieu mis en relation avec la situation économique actuelle des chercheurs. Si, comme nous l'avons déjà souligné, ces derniers jouissaient, à l'époque soviétique, du prestige de leur statut, corollairement leur condition financière était relativement aisée et leurs possibilités de voyager pour des raisons scientifiques (colloques, etc.) était un privilège certain. Ils disposaient, de surcroît, de logements et de cliniques qui leur étaient réservés, comme d'ailleurs de villégiatures de vacances. Ouvrons une parenthèse : ces cliniques en ruine ne paraissent plus fréquentables à la majorité des chercheurs et l'accès aux soins de santé requiert des sommes d'argent énormes en cas de maladie. En 2005, un ancien académicien est ainsi décédé faute d'avoir pu payer les frais d'hôpital. Cet

événement constamment cité a plongé les chercheurs qui le connaissaient dans une consternation immense. Cette mort — provoquée par le manque d'argent — a été constituée en mesure symbolique de leur misère morale et matérielle, et surtout de la négligence de l'État envers eux, alors même qu'il leur paraissait comme dans un rêve qu'à l'époque soviétique ils « comptaient » pour l'État, qui n'aurait pu laisser l'un des leurs sombrer dans une telle fin.

Les chercheurs ont été défonctionnarisés en 2003. Leur contractualisation sur des appels d'offres d'État fournissant de 10 à 20 \$ par mois pour une durée maximale de trois ans, a encore aggravé depuis cette date leurs difficultés pécuniaires. Ainsi, nombre d'hommes ont-ils quitté la recherche pour des activités plus lucratives — telles les ONG avant leur fermeture en 2006, ou encore la vente sur les bazars — laissant aux femmes cette occupation peu rentable. Ainsi, tous les postes de directeur de département — à l'exception d'un seul, en archéologie — sont-ils occupés par des femmes tout comme la direction et la vice-direction de l'institut BIR. À un échelon hiérarchique supérieur, encore plus directement politisé, les hommes sont en revanche détenteurs du pouvoir et aux niveaux inférieurs, les femmes sont de plus en plus nombreuses. On comprend par ailleurs facilement que les femmes s'accrochent maintenant à « leur recherche » et à un emploi n'apportant que des revenus minimes, voire aucun sur de longues périodes : la retraditionnalisation des rapports qui les prend en otage peut en effet les amener à considérer que toute occasion est bonne — y compris l'alibi de la recherche — dès lors qu'elle permet de fuir la prison familiale et de retrouver une estime de soi dans un milieu professionnalisé. Ajoutons que pour les chercheuses, toutes origines confondues, qui étaient déjà mariées en 1991, la période qui a suivi l'indépendance fut particulièrement épouvantable. Les récits féminins concordent en effet sur un mode de décomposition familiale singulier : les hommes auraient peu à peu laissé les femmes chercher les moyens de subsistance nécessaires à la famille ; puis ils leur auraient réclamé de l'argent de poche en surplus, voyant leur capacité d'assumer seule la situation ; enfin ils les auraient abandonnées pour une autre femme avec des moyens financiers supérieurs et souvent capable de les remettre sur le « chemin de Moscou ». De nombreuses intellectuelles sont ainsi devenues cheffes de famille dans les années 90-95 et aujourd'hui elles font tout pour marier leurs filles selon les nouveaux codes, empruntant de l'argent autour d'elles. Aucune d'entre elles ne souhaite se remarier et si le mariage de leur fille tourne au drame, elles en souffrent doublement. Dans les milieux de la recherche la dot est maintenant une pratique courante comme dans toutes les couches de la société et elle ne cesse d'augmenter. Les mères d'âge mûr se remémorent avec tristesse leur

propre mariage où de simples cérémonies, souvent organisées avec l'aide du comité du Parti de leur laboratoire, ne coûtaient presque rien.

L'activisme des retraités de l'ex-URSS

Une autre catégorie d'acteurs fréquente intensément l'académie des sciences sociales — toutes disciplines confondues — pour des raisons plurielles au sein desquelles le facteur financier compte aussi : les chercheurs âgés, le plus souvent d'origine ouzbèke, déjà à la retraite, auxquels le gouvernement permet un plein temps supplémentaire pour accroître des pensions dérisoires ne permettant nullement de survivre et réduites de moitié en cas d'emploi. Hommes et femmes de 65 ans à plus de 80 ans se remarquent donc en de maintes occasions mettant leurs anciennes compétences dans tout service idéologique rémunéré. Les exemples abondent et offrent une gamme de logiques intimes extrêmement diverses. Insistons tout d'abord sur l'un de leur point commun avant d'explorer les contours de leurs motivations intellectuelles et affectives : tous s'accordent en privé à manifester une répugnance certaine à l'application du terme de colonisation à la période soviétique. En cela ils diffèrent des plus jeunes générations pour lesquelles les slogans de dénonciation de la domination coloniale mêlent sans problème les périodes russes et soviétiques. L'invocation étatique du colonialisme russo-soviétique est en effet nécessaire à l'affirmation d'une identité ouzbèke qui ressort auréolée de la négativité dans laquelle elle aurait été enfermée antérieurement. La résistance des chercheurs les plus âgés à épouser ce nouveau dogme s'explique par leur propre expérience qu'ils mettent eux-mêmes en avant : non seulement celle des institutions éducatives qui les ont, à leurs propres yeux, arrachés aux couches paysannes ou ouvrières qualifiées d'ignorantes ; mais surtout le soutien personnel de familles d'origine russe qui se sont attachées à eux, qui ont mis tout leur énergie et leurs désirs à les promouvoir et auxquels ils se perçoivent liés pour la vie. Une sentimentalité pudique émerge dans les récits pour expliquer que le reniement individuel et politique de cette période soviétique s'avère impossible et serait une véritable trahison.

Commençons par un personnage connu de tous et très décrié pour ses actions de surveillance et de dénonciation répétées, induites par une allégeance totale à tous les pouvoirs en place. Cet homme qui a largement dépassé les 80 ans donne aujourd'hui un soutien complet au gouvernement de Karimov qui l'a installé depuis 1992 dans un confortable bureau à l'université de l'économie mondiale et de la diplomatie où il dirige une nouvelle revue de « relations internationales », supposée présenter une image convenable des « sciences sociales nationales » au monde extérieur. Amené à convoquer dans ce lieu noble et bien gardé par des

sbires — qui fut l'école du parti — les chercheurs de toutes disciplines pour des réunions stratégiques, il se déplace aussi dans les différents instituts pour délivrer les recommandations de Karimov : je le rencontre ainsi une première fois à l'institut BIR, où il est venu faire une conférence, à l'insu de la direction, sur les dangers du terrorisme islamique et les réponses intellectuelles qu'il convient dès lors d'apporter. Je le reverrai dans maintes autres occasions collectives et personnelles et retrouverais sa belle-fille dans un groupe de femmes qui tente de former une ONG et s'est réuni plusieurs fois à notre domicile en 2004, sollicitant des conseils sur les montages de financements de projets. Ce jour là, à l'institut BIR, il a été écouté attentivement de tous — comme du temps de l'URSS. me chuchote-t-on ensuite. Après quelques minutes, je suis énergiquement poussée dans le bureau vide de la directrice par mon allié d'origine coréenne, pour m'entretenir avec lui sans oreilles indiscrètes.

L'homme — qui inspire encore la crainte — parle un français parfait et choisit avec soin ses expressions, empruntant un visage charmeur et tentant par divers signes langagiers, d'établir une connivence. Il me dresse ainsi une biographie irréprochable et bien rodée que je compléterai avec d'autres interlocuteurs empressés de remplir les cases « noires » d'un itinéraire d'absolu dévouement à l'État. Fils d'un ouvrier illettré d'une entreprise de coton, issu d'une famille ouzbèke musulmane pratiquante, où la mère restait au foyer, cet homme est devenu philosophe du parti et la première partie de sa carrière qui se déroule à Moscou est exemplaire des contradictions affrontées par les individus épris de promotion dans ces moments historiques ; vite inscrit au parti, spécialiste de la « question nationale », en charge de la traduction de Marx et de Lénine dans les différentes langues des républiques d'Asie Centrale et du Caucase, compte tenu de ses capacités polyglottes et de sa formation philosophique, il est parallèlement marié de force par sa famille à une jeune étudiante de médecine, dont l'attachement à la religion risque de le pénaliser politiquement. Il restera pourtant 14 ans avec cette femme, sa famille organisant la noce en son absence, prenant chez elle la jeune épouse, et le menaçant de ne plus jamais le revoir s'il ne l'emmenait pas avec lui à Moscou. Tandis que son frère devient ministre de l'agriculture de la république, il rentre à Tachkent, rappelé par Rachidov, s'acharne à l'édification du « peuple soviétique » fusionnant les nations et assiste à la fin de l'ère de Brejnev. Lorsque Karimov s'écrie en 1991 — selon ses dires — « vive l'indépendance », il est surpris et avoue n'avoir pas plus compris que son entourage ce slogan impromptu. Embauché pour la rédaction de l'encyclopédie nationale, il suit son ancien et nouveau maître passé de secrétaire général du Parti à chef du gouvernement, auquel il voue une fidélité à toute épreuve. C'est cette sujétion à la

fois étatique et personnalisée qui lui assure une continuité intérieure, oblitérant le coût, des renversements idéologiques et de toutes les couleurs qu'il a du avaler... Finalement sa seule réticence concerne précisément cette nouvelle théorisation englobante du colonialisme russo-soviétique que prône avec vigueur la directrice du département de la « colonisation » : cette énergique femme d'une cinquantaine d'années invoque le respect de « nos coutumes, nos traditions ». Son père fut chef du département consacré au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, et un des frères est orientaliste « auprès du président » et président du « comité de la jeunesse » au parlement. Elle appartient à un *tank* d'académiciens différent de celui de la directrice de l'institut BIR. Notre vieux séide sur ce point résiste tout en baissant la voix et en insistant sur le fait qu'une telle opinion doit « rester entre nous ». Animant avec une conviction apparente la revue des « relations internationales », coiffé de son éternel béret placé sur le côté, ce « compagnon de toutes les routes » construit avec adresse les simulacres d'une assemblée démocratique des chercheurs qu'il convie à écrire, penser et publier en ouzbek. Une fois de plus au mois de juin 2005, chacun prend la parole dans le sens indiqué, participant à l'arène de débats que souhaite plus que jamais le gouvernement après le massacre d'Andijan qui obsède tous les esprits.

Un ancien directeur de l'institut BIR (entre 1991 et 1996), archéologue et académicien, de quelques années plus jeune que son collègue de l'université de la diplomatie, est aujourd'hui titulaire de chaire à l'école normale. Adoptant un ton nettement plus indépendant, voire audacieux et combatif, il se met même presque en colère au cours d'un long entretien durant lequel il s'expose scientifiquement puis personnellement. Ses convictions qu'il assène avec force témoignent d'un autre profil de « savant soviétique » dont les déclarations d'attachement à la « vérité », « l'objectivité », la « réalité » visent peut-être plus encore à l'autopersuasion qu'à se faire entendre de l'interlocutrice étrangère. Fils de paysan kolkhozien ouzbek, il est — au début des années 50 — refusé à l'entrée à l'université en raison de mauvaises notes en russe... Il n'y avait en effet aucun Russe dans son village, précise-t-il, comme pour justifier ce premier échec. L'année suivante il réussit sa dictée de russe et reçoit son diplôme comme « parfaitiste », selon une expression qualifiable de « soviétisme » linguistique et particulièrement appréciée par mon collaborateur, enseignant le français à l'université. Il est alors renvoyé dans son village comme instituteur, avant d'être distingué par le directeur de l'académic des sciences qui l'enjoint à devenir archéologue et lui demande de choisir entre Moscou et Léninegrad. Il part donc pour Léninegrad et son directeur de recherche remarque... qu'il ne parle pas russe. Honteux, il répond que s'il avait su le russe, il serait resté à Tachkent et qu'il

s'engage à multiplier ses efforts pour parler couramment. Comme beaucoup d'autres jeunes Ouzbeks ayant atteint ultérieurement les plus hautes responsabilités scientifiques dans leur république, il sera pris en charge par la famille russe de son directeur de recherche, vivant quatre ans chez elle et dévorant l'immense bibliothèque mise à sa disposition. Premier à soutenir sa (première) thèse parmi les vingt jeunes gens envoyés à Léninegrad, il travaillera de longues années avec son directeur de recherche qu'il accompagnera annuellement dans ses « expéditions ». Les termes employés pour désigner cette relation sont sans ambiguïté ceux d'une parenté symbolique impliquant une filiation transférée dans le cadre de la science — au sens absolu du terme — qui comporte ses hiérarchies : « c'était un vrai Russe, il était comme mon père, j'étais ouzbek, j'étais son fils, je l'appelais *usta* — « maître » ; mon maître est mort en lisant mon résumé de (deuxième) thèse, il l'avait dans ses bras », explique encore très ému ce vieil académicien. La métaphore de paternité intègre et subsume dans l'affectivité plusieurs plans de rapports de différenciation dont le caractère négatif de domination se voit par cette opération annulée : au champ ethnonational et politique (russe/ouzbek) s'ajoute la relation générationnelle (aîné/cadet) et l'investissement d'un rapport de reconnaissance scientifique dans lequel la connaissance se transmet, s'accumule et conduit à un horizon de pairs. Ce schéma de perception ancré dans le passé est récurrent chez les vieux dignitaires de la « science soviétique », reconvertis plus ou moins malgré eux dans la « science nationale ». Il module et colore d'une touche particulière leur servitude idéologique d'autant plus obligatoire qu'il leur faut se nourrir et subvenir aux besoins de leurs familles. Dans toutes les universités il faut payer pour entrer et les notes et les diplômes s'achètent... A une autre échelle les postes de recteurs des filières les plus rentables (droit, économie) coûtent si cher qu'avant de récupérer leur mise, les recteurs doivent vendre à des prix élevés et en grand nombre l'admission dans leurs filières et leurs diplômes. C'est seulement après ces opérations multiples qu'ils peuvent être bénéficiaires. Il serait donc bien hasardeux d'imaginer que la majorité d'entre les vieux dignitaires puissent se tenir complètement à l'écart de telles pratiques et encore moins si elles sont enveloppées d'égards aux tonalités culturelles. Revenons à l'ancien directeur de l'institut BIR qui, passionné, n'hésite pas à dire que « la démocratie sous l'indépendance n'a duré que jusqu'en 1996. Aujourd'hui si on contredit, on est chassé avec des coups de pied ; maintenant les historiens calomnient l'histoire ». Il est bien sûr fortement opposé à l'expression de « colonisation soviétique » car, dit-il, il est l'exemple même d'un « enfant de pauvre devenu académicien grâce aux soviets. Les bolcheviks ont hérité de la colonisation mais ne l'ont pas poursuivie » ; il rappelle ainsi que jusqu'en 1956 il fut autorisé de parler de « colonisation tzariste », ce qui

fut interdit pendant quelques décennies, mais qu'en 1975 il introduisit lui-même les termes de « colonisation russe/tzariste ». Dénonçant la dictature, l'autoritarisme, les « recommandations par relations » qui s'amplifient, les privilèges pour ceux qui se conforment aux ordres, il déplore que la langue russe ne soit pas restée aux côtés de la langue ouzbèke une langue officielle d'État, cause pour laquelle il s'était battu et qui lui avait valu des attaques. Il redoute plus que tout l'isolement qui se constitue à travers la défense de l'ouzbek, en filigrane, la chape de plomb qui s'abat et coupe du monde extérieur.

On pourrait multiplier les exemples de ces chercheurs très âgés, omniprésents dans les colloques et les réunions que très souvent ils président et organisent du haut de leur autorité ancienne et renouvelée : ils assurent une continuité et par leur simple activité contribuent à naturaliser le nouveau dogme idéologique, gommant les inversions profondes par des débats rhétoriques enflammés et inépuisables sur des points de détail ou encore sur de simples termes. Ces hommes — car s'il y a quelques femmes dans cette cohorte elles sont beaucoup plus effacées et prudentes, outre qu'on ne leur offre pas une place de premier rang — s'opposent entre eux en public, avec toutes les connivences qu'implique un passé institutionnel commun mais aussi avec une très étonnante fougue. C'est en effet leur honneur d'intellectuels qu'ils sauvent ainsi à leurs yeux, dupes consentants de la valeur de ces joutes et du déni imaginaire de la dictature idéologique qu'elles viennent légitimer en l'auréolant de discussions savantes.

Le champ de communication de l'enquête, le face-à-face avec une interlocutrice étrangère, le plaisir qu'ils trouvent à remettre en scène leurs antagonismes théoriques s'inscrit dans cette logique d'occultation d'une réalité bien sordide. Ainsi en va-t-il de ce troisième personnage, petit homme bedonnant qui se déplace très difficilement mais aussi très fréquemment et qui se remarque par sa voix tonitruante. Fils d'un ouvrier typographe, originaire du Khorezm, il revendique d'avoir choisi sa femme, étudiante à Tachkent, elle aussi venant du Khorezm et dont la carrière d'ingénieure s'est déroulée dans une usine textile. Après la mobilisation de son père à la guerre, il quitte l'école et travaille comme cordonnier. Puis il est inscrit à l'école normale, réussit son diplôme et part à l'université. Un de ses fils est à l'institut de philosophie et ils cosignent parfois des ouvrages. Tous ses enfants sont mariés à des Ouzbeks et l'endogamie est soulignée dans cette vieille famille du Khorezm. Son orgueil est sans limite, il aligne publications de livres et d'articles, et se considère comme le meilleur et le plus grand ethnographe vivant ; il en veut particulièrement à son collègue plus « démocrate » que nous venons d'évoquer et met en avant un célèbre ethnographe

russe (Tolstov)⁶ dont il a été l'étudiant à Moscou pour affirmer sa supériorité. Contrairement à son rival, il rappelle le poids des contraintes politiques dans sa trajectoire et comment il a dû passer de l'étude des « mœurs et des traditions des paysans du Khorozm »... à celle des ouvriers ! Puis l'obligation où il fut de convertir sa thèse en l'analyse du « progrès social et les voies pour surmonter les obstacles de la religion ». Ce détenteur de la chaire d'ethnographie à l'université depuis 40 ans défend une vision plutôt historique de l'*ethnos* et de l'ethnogénèse, mettant l'accent sur la sédimentation et l'accumulation des influences et des mélanges successifs de populations pour former le « peuple » ouzbek. Ce point de vue émis en privé contraste pourtant avec ses déclamations publiques lors de colloques... et ses accusations de *L'atlas des ethnies d'Ouzbékistan* qui valut à son auteur l'exil aux États-Unis.

Ces trois hommes aux postures différentes face au pouvoir politique présent sont représentatifs de cette génération formée par l'URSS qui, compte tenu de son âge, occupe actuellement une place énorme et disproportionnée dans les sciences sociales et humaines. Nécessaires à l'État, dont, dans leur subjectivité, ils ne peuvent se passer et qui leur concède quelques maigres subsides, ils pointent un des aspects de la pathologie qui affecte le petit univers en lambeaux des chercheurs. Tournons-nous maintenant vers la philosophie où leur nombre est si élevé qu'ils semblent presque seuls sur le terrain si l'on excepte quelques quadragénaires à l'université dont l'un a traduit en ouzbek à partir du russe *L'existentialisme est un humanisme*, seul ouvrage de Jean-Paul Sartre en langue ouzbèke.

La suprématie étatique de la philosophie

A quelques étages de l'institut BIR, l'institut de philosophie montre des bureaux nettement plus vides et fermés, dans un couloir particulièrement déserté au début du mois de juillet, même le jour supposé être celui de la paye : en effet les salaires sont retardés car la banque, de façon récurrente, ne dispose plus d'argent liquide ! L'institut comporte trois départements ; histoire de la philosophie, méthodologie (gnosologie et épistémologie) et philosophie sociale ; il est dirigé depuis 2002 par un vaillant quinquagénaire aux allures de boxeur qui a travaillé cinq ans « auprès du président Karimov » et qui a été placé là pour balayer les poussières soviétiques qui continueraient à embrumer le champ philosophique. L'homme me reçoit aimablement dans son grand bureau et me fait un brillant exposé des problèmes et des orientations qu'il entend donner aux recherches : il

⁶ Cf. Regards sur l'anthropologie soviétique, *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. XXXI (2-3), 1990 (dossier coordonné par Wladimir BERELOWITCH).

s'agit surtout de délaissier un peu la théorie et de s'attacher à la pratique, à l'opposé — dit-il — de la période soviétique où la science fondamentale primait de son point de vue. Tout d'abord la spécificité de la philosophie de l'Asie centrale doit être montrée comme celle de toutes les autres disciplines, creuset de l'identitarisme, du nationalisme et de l'ethnocratie. Cette philosophie de l'Asie centrale est le plus souvent qualifiée « d'orientale ». Un mathématicien de l'institut né en 1921 et un peu sénile, contribue personnellement à cette tâche en répétant inlassablement et systématiquement que les algorithmes et l'ensemble des mathématiques proviennent du Khorezm et mettent en évidence le génie ouzbek. En second lieu, explique le directeur de l'institut de philosophie, la « philosophie mondiale » vise à faire connaître comment ailleurs, en Occident, on aborde le marché ; dans ces deux domaines, des manuels sont en préparation. Enfin, la philosophie sociale (anthropologie, axiologie) a pour tâche la « propagande de la nouvelle idéologie de l'indépendance nationale », permettant la « transition du totalitarisme soviétique à la démocratie ouzbèke ». Les intitulés des 16 projets d'État illustrent sous différents angles ces nouvelles directions ; ainsi, les études doivent porter sur les rapports entre droit et marché, le vol dans un contexte de marché, la criminalité et la lutte contre la corruption, le patrimoine humain dans la construction de la société civile, l'étatisme, l'écologie et le développement durable, l'indépendance et l'idée de l'individu, la nature des conflits sociaux et leur résolution, les « lumières » de l'Asie centrale, la lutte contre l'extrémisme religieux et le terrorisme, la démocratie et l'économie de marché, etc.

A la différence de l'institut BIR, les hommes se révèlent dans la philosophie beaucoup plus nombreux que les femmes à tous les niveaux hiérarchiques. Néanmoins, le département de méthodologie est dirigée depuis 10 ans par une femme âgée qui est la nièce du philosophe redécouvert en 2002 et institué en héros fondateur de la philosophie ouzbèke — grâce à sa thèse sur les lumières d'Asie centrale — sur le même mode qu'en ethnographie ou comme on le verra à l'académie de Nukus. Le portrait de ce philosophe orne ainsi les couloirs de l'institut de philosophie. Une autre femme d'environ 60 ans dirige un projet d'État démontrant les liens profonds entre « la mentalité nationale et la nature ». Une troisième femme d'environ 40 ans participe à un projet dont elle n'arrive pas à présenter le titre complet tant il lui paraît complexe. En train d'écrire sa thèse sur un « philosophe du XII^e ou XIII^e siècle qui a son mausolée à Khiva, était poète et aussi lutteur », elle vient trois fois par semaine à l'institut depuis un kolkhoze à 30 km de Tachkent où elle vit avec sa mère et son frère marié. Ces trajets de deux heures lui reviennent à 24 000 soums par mois alors qu'elle n'en gagne que 20 000 à l'institut. A l'école primaire où elle donne des cours, elle est payée 12 000 soums

et s'y rend à pied ! Dans l'institut de philosophie femmes et hommes sont profondément désabusés et ce sentiment est tangible lorsque les chercheurs sont certains de pouvoir s'exprimer sans risque et en confiance. La rupture entre discours individuels et cérémonies publiques est donc encore plus forte que dans les autres disciplines. La philosophie reste en effet la science suprême qui coiffe les autres car, comme du temps de l'URSS, c'est à elle qu'est dévolue la construction de l'idéologie adaptée à la période politique. Très âgés pour la majorité les hommes, qui ont été respectés pour leur supériorité intellectuelle et ont servi dans la proximité du pouvoir, sont amers et ici on ne rencontre aucun équivalent des jeunes ethnographes à la recherche de leur identité originaire.

Donnons-en quelques exemples avant de nous tourner vers des événements collectifs. Commençons par un philosophe de près de 75 ans que je rencontre une première fois à l'institut d'orientalisme au cours d'une réunion concernant un des manuels de philosophie en cours. Il deviendra, dans le champ philosophique, le meilleur allié de l'enquête, adoptant même un rôle « d'espion » dans le sens le plus traditionnel du terme, après les événements d'Andijan, pour m'informer des réactions des uns et des autres. Sa motivation très clairement exprimée est de me pousser à témoigner à l'extérieur du destin tragique de la population depuis l'indépendance. Comme beaucoup de ses collègues, il met en mythe la fonction libératrice de l'étranger, médiateur venu du monde global qui potentiellement aide le « peuple » à sortir de la prison dans laquelle il croupit. Originaire de Kokand où sa mère brodait des culottes, ayant une démarche balancée et une bonhomie très rurale, il fut interprète de persan en Iran entre 1971 et 1974, puis en Afghanistan où il fit plusieurs séjours dès le début des années 1960, avant d'enseigner la philosophie à l'université. Époux d'une philosophe qu'il a rencontrée à l'université et « choisie », il a été bouleversé lorsque sa fille, partie en Angleterre, s'est mariée dans ce pays à un Anglais sans lui demander l'autorisation... et de surcroît avec un grand mépris pour l'Ouzbékistan. Après quelques années de rupture avec sa fille, il acceptera néanmoins sa décision et envisagera de la revoir. Gagnant 10 000 soums à l'institut de philosophie, il multiplie les travaux de traduction de l'arabe et du persan en russe et en ouzbek (10 000 soums les 24 pages soit 15 jours de travail), les enseignements dans des institutions aux quatre coins de la ville, pour survivre. Ancien titulaire de chaire de philosophie orientale et religieuse il n'hésite pas à pourfendre immédiatement les « mensonges » officiels et à dénoncer le déclin, depuis l'indépendance, de la recherche philosophique : pour lui, l'idée de créer de toutes pièces une « philosophie ouzbèke » est absurde car « il n'y a pas de philosophe ouzbek qui étonnerait le monde entier » ! Se glorifiant à son âge de n'avoir peur de rien, il témoigne d'une autonomie de réflexion tout à fait

remarquable, jugeant ses collègues avec sévérité. Il est vrai que l'univers de la philosophie s'est considérablement réduit passant de 300 à 55 chercheurs avec une moyenne d'âge inquiétante qui ne laisse guère prévoir, à l'instar de l'institut BIR, de relève.

Ainsi, l'activisme d'une philosophe des sciences de 70 ans aux cheveux teints en roux qui cumule 60 heures par semaine dans trois instituts (philosophie, orientalisme, agriculture) où elle enseigne « l'idéologie de l'indépendance nationale » — sans enthousiasme aucun mais après une formation spécialement destinée aux philosophes de « perfectionnement » idéologique à l'académie de « construction » de l'État « auprès du président Karimov — paraît en fait d'autant plus triste qu'il fait suite à un activisme antérieur au parti dans l'institut de philosophie, militance assez rare chez les femmes ouzbèkes. Cette fille de bolchevik — comme elle se désigne elle-même — rappelle que son père (ouzbek) épousera en premières noces la secrétaire (russe) de Lénine, une aristocrate francophone qui ne voulut pas suivre à Tachkent son conjoint, remarié après son divorce à une voisine ouzbèke, dont il eut six enfants dont notre philosophe. Mariée à un Tadjik, président de l'académie des sciences agricoles, fière d'avoir appartenu à une famille « internationale », la vieille dame très fatiguée avoue en soupirant « qu'on est tombé comme les autres dans l'indépendance... on ne nous a pas demandé notre avis ». Tous ces vieux philosophes sont bien épuisés, même s'ils pensent continuer à travailler jusqu'à la fin de leur vie, 90 ans dit l'un. Dans un premier temps ils tentent de faire bonne figure et de s'ajuster à la conformité idéologique. Mais l'ironie, les éclats de rire sarcastiques cassent très vite cette première tentative. L'un d'entre eux remet en hâte son dentier ébréché pour m'expliquer tout d'abord qu'il voulait étudier les philosophes français mais qu'on l'avait forcé à faire sa thèse sur l'apport de Beruni au marxisme et sommé de prouver le matérialisme intrinsèque de ce penseur ! Marié selon son choix, rappelant l'idéal communiste auquel il avait volontairement adhéré pendant 30 ans en espérant « libérer le monde entier », il déplore l'enfermement mortifère de l'Ouzbékistan actuel. Arrivée en 1958 à Tachkent, date de création de l'institut, la philosophie dévoile donc aujourd'hui un camp retranché, tombé de toute sa hauteur sur une répétition insurmontable de la contrainte idéologique. C'est sans doute en effet chez les philosophes que la représentation de la dignité intellectuelle fut la plus prononcée, et corollairement le joug idéologique se fit sentir le plus fortement. Avant 1958, il fallait en effet aller à Moscou pour découvrir les divers mondes de la pensée philosophique, alors qu'à Tachkent l'étude de la philosophie « orientale » était l'unique voie pour les ouzbeks de se hisser au sommet de la spéculation. Ce philosophe effondré qui, comme les autres, ne cache pas ses inquiétudes, a, notons-

le, deux filles de 26 et 32 ans qu'il ne pousse nullement à se marier rompant, là encore, avec le discours traditionaliste prôné par nombre de chercheurs plus jeunes de l'institut BIR.

Ces brèches idéelles et existentielles font preuve d'une cohérence certaine qu'il faut souligner : une majorité de ces philosophes ouzbeks de l'ère soviétique se sont en effet heurtés aux pesanteurs de leur groupe d'appartenance qu'ils ont vaincus en faisant des « mariages d'amour » et ils n'envisagent pas de suivre la régression sociétale présente en forçant leurs enfants à des unions « arrangées ». Un groupe de femmes philosophes de 30 à 35 ans qui s'est réuni à notre domicile plusieurs fois en vue de monter une ONG résume ainsi cette évolution en forme de recul : « sous Staline on se mariait au choix et de façon internationale ; avec l'indépendance, la nationalité remonte, les traditions reviennent, on retourne à l'islam du moyen âge, et les femmes ne connaissent pas leurs droits et sont fuyives. Les femmes sont de plus en plus dépendantes avec les difficultés économiques : c'est une dépendance matérielle et morale qui efface la différence ville/campagne ».

L'importance que l'État accorde à la philosophie apparaît encore nettement dans la création en 1996 d'une « société de philosophie » qui est présentée comme une ONG mais est en fait un relais idéologique de l'État dans l'université. Cependant là encore les contradictions pointent vite car son président est une forte personnalité et son expérience passée de chef du département de la culture au comité central (1964-1972), de ministre de l'éducation pendant 14 ans et de bien d'autres fonctions politiques sous l'URSS, conforte encore sa tendance à une relative autonomie de l'idée qu'il se fait de sa « mission ». Polémiqueur enflammé à l'esprit très vif, ce robuste octogénaire, qui continue à parcourir avec une passion effrénée les couloirs idéologiques du pouvoir, exalte l'indépendance à notre première rencontre. Il m'invitera chez lui dans son grand appartement de la *nomenklatura* avec toutes les pompes dues à un « hôte étranger » durant la guerre froide... mais modèlera son discours, se déclarant en faveur du maintien du russe comme langue officielle, cause qu'il défendit dans un ouvrage qu'il m'offre pour l'occasion. Enfin, juste après le massacre d'Andijan en 2005, il réunit la « société de philosophie » à l'université et me convie à cet événement qui revêt une dimension politique aiguë. Je retrouve là de nombreux philosophes que ma présence, insolite, surprend d'autant plus que l'ordre a été donné de n'avoir plus aucun contact avec des étrangers — représentant pour le gouvernement des « forces ennemies » accusées d'avoir fomenté les manifestations et de vouloir déstabiliser l'État. Un peu partout dans les instituts, la terreur s'installe, les rendez-vous que j'ai pris sont décommandés et chacun redoute des arrestations pour

atteinte à la sûreté de l'État. Dans ce contexte le geste du président de la « société de philosophie » constitue une quasi-provocation qu'il légitime publiquement par un discours dont tous sont à même de saisir le double niveau et les ambiguïtés : il entend en effet — dit-il — « consolider les relations entre les peuples, l'amitié », pour empêcher la guerre entre les États. Islom Karimov vient de publier un petit livre qui reprend ses principaux discours publics sur les « terroristes islamistes » d'Andijan et notre philosophe en fait l'éloge et la propagande mais rappelle aussi qu'à l'étranger, les manifestations ont été interprétées comme une révolte du peuple contre le régime. Cette incise à elle seule révèle l'affrontement direct d'un interdit même si elle intervient dans une rhétorique musclée annonçant l'échec obligatoire de tous les opposants et de toute tentative de coup d'État appelée à être écrasée par l'armée. Aux philosophes est demandé de monter une recherche sur ce champ sinistre, de publier un livre qui consacrera le XV^e anniversaire de l'indépendance, d'organiser un colloque portant le slogan étatique « nous ne serons jamais dépendants de quiconque » et des concours. Un prix de 20 000 soums au meilleur étudiant de « la lutte contre le terrorisme » est promis et la thématique de « l'amour de la patrie indépendante » est proposée à la réflexion de l'assistance. Le vieux mathématicien gâteux de l'institut de philosophie réclame à cor et à cri que les philosophes soient mieux utilisés par le gouvernement pour faire entendre la « vérité » au peuple et aux médias, ce qui lui vaudra une récompense de 40 000 soums proposée immédiatement par le président de la « société de philosophie », sous les applaudissements de tous.

L'assemblée est entièrement ouzbèke à l'exception du philosophe d'origine coréenne de l'institut BIR que nous avons déjà mentionné et qui a renoncé au procès qu'il voulait intenter pour plagiat : une centaine de pages de lui porte la signature d'un autre, ouzbek, dans un manuel en préparation. Chacun surenchérit sur la nécessité de faire connaître la philosophie ouzbèke au monde entier et de publier des manuels écrits en langue ouzbèke et pensés « à la manière » ouzbèke (*o'zbekona*) pour les écoles et les universités. L'habitude de s'exprimer en russe reprend certains de temps à autres alors même qu'il faut sous le regard de tous parler en ouzbek. Un repas rassemble ensuite les membres les plus distingués de cette réunion d'élite : le silence pesant qui s'abat brusquement contraste avec les démonstrations bruyantes d'adhésion auxquels tous se sont appliqués. L'atmosphère est brutalement très lourde, chacun baisse les yeux en mangeant et on peut aisément deviner le mélange de honte, de peur et de peine qui habite les consciences personnelles. L'écartèlement des acteurs se joue en effet à plusieurs niveaux dont celui intime de la langue qui constitue une pièce centrale du dogme idéologique : tous les philosophes rencontrés — sauf exception — en face-à-face

parlent en effet spontanément en russe et ne cèdent presque jamais à l'invite de répondre dans leur langue maternelle émise par mon collaborateur ouzbek qui, poliment mais fermement, pointe là la schize qu'ils perpétuent entre l'ouzbékisation de la pensée qu'ils prétendent afficher et leur attachement à un univers soviétique où leur appropriation du russe leur permettait de s'intégrer. Lorsque, comme c'est le cas du vice-président de la « société de philosophie », marié à une ukrainienne — et traducteur de fragments de Kierkegaard en ouzbek à partir de l'anglais — ils ont fait une union exogame, la schize s'amplifie, d'autant plus gênante que l'endogamie ouzbèke est aujourd'hui une règle ; omniprésente, la schize parcourt et détourne les entretiens, tel celui du secrétaire de la « société de philosophie » qui — après une récitation idéologique — dit souhaiter quitter l'Ouzbékistan, et partir avec son fils en Russie ou mieux encore aux États-Unis ; il a déjà refusé une offre de gardien de ferme en Hollande, ne disposant pas des 3000 dollars qu'il fallait donner à l'intermédiaire, mais continue à chercher pas tous les moyens à fuir son pays où il est condamné à faire l'éloge de « l'idée nationale », même s'il devra, comme il l'énonce, abandonner son statut de « savant ».

La lecture du premier numéro de la revue de philosophie en 2004 montre à un autre niveau les difficultés dans lesquelles sont plongés les zéloteurs forcés de la « philosophie ouzbèke » : rédigés en langue ouzbèke écrite avec l'alphabet latin, les articles demandent beaucoup d'efforts pour être compris et traduits par un Ouzbek cultivé, comme mon collaborateur, professeur de français à l'université, qui est habitué à lire l'ouzbek en cyrillique. Le contenu des articles vantant l'existence d'une longue et ancienne civilisation ouzbèke en en trouvant, bien curieusement, les preuves dans l'*Avesta*, ou encore citant Karimov à chaque page sur l'« idée nationale », « l'immunité idéologique », le « vide idéologique » et incitant à « lutter par l'idéologie contre les anciennes idéologies » — est bien rébarbatif même pour de jeunes philosophes de bonne volonté qui n'auraient pas connu l'URSS. A travers ces réalisations — dont les mots en ouzbek sont incompréhensibles pour de nombreux potentiels lecteurs qui tenteraient de les décrypter — se dévoile donc sous les termes « d'idéologie nationale » un produit étranger, ne serait-ce que dans sa formulation linguistique elle-même étrange et étrangère. Islom Karimov publie d'ailleurs ses livres en ouzbek et en russe et des Ouzbeks préféreront — s'ils y sont obligés comme les philosophes — les lire en russe, tant le reformatage de la langue ouzbèke qu'ils offrent rend le sens de messages obscurs et confus. Etranger, le langage du pouvoir — qui se veut endogène, autochtone, national, originaire — met donc en évidence que l'État dictatorial s'est actuellement produit en étranger à la société dont il est de plus en plus coupé. Le refuge que les philosophes trouvent dans la langue russe de leurs

études laisserait penser que l'État soviétique fut moins considéré comme étranger que son homologue indépendant : l'idée de progrès que mettait en scène l'URSS se présentait en effet comme un facteur symbolique assimilateur alors que, dans la période actuelle, c'est la figure d'un renvoi dans un passé glorieux mythique qui se profile où l'invocation des « lumières » d'Asie centrale prend l'aspect de ténèbres auxquels il faut échapper. Pour les philosophes s'accrocher à la langue russe est donc un moyen imaginaire de ne pas sombrer complètement dans l'obscurantisme. Notons encore une fois que dans l'institut BIR, déjà visité, majoritairement plus jeune et plus féminin — et considéré comme plus « progressiste » par quelques chercheurs qui ont migré de la philosophie à l'histoire, après l'arrivée du nouveau directeur et le licenciement de l'ancien, parti à Moscou — l'ouzbek était utilisé avec plaisir dans les entretiens et le fait que mon collaborateur soit d'origine ouzbèke avait été un facteur positif de l'enquête, alors que les philosophes ont tendance à le considérer comme un « européen » dans le cadre de la dichotomie « oriental/européen » qui gouverne tous les rapports sociaux et les relations interpersonnelles⁷.

Fabrique de l'idéologie d'État — dans la continuité du modèle soviétique — la philosophie est aussi toujours un champ directement politique supposé aider à l'édification d'un droit spécifiquement ouzbek. L'institut de philosophie eut ainsi comme directeur le premier secrétaire du parti démocratique fondé à l'indépendance par Islom Karimov qui en abandonna ensuite en 1996 la présidence. Aux élections présidentielles, cet homme — qui se considérait comme le représentant de la philosophie dans la politique et de la politique dans la philosophie — a joué le rôle de candidat fantoche contre Karimov. En 2004, sanctionné pour ses écrits sur la démocratie, il n'a plus ni responsabilité politique, ni chaire de philosophie et vit dans la hantise de se retrouver sans travail, d'être chassé de son emploi de professeur dans une école de perfectionnement des enseignants. Désespéré, il prend un risque difficilement évaluable, en venant à mon domicile parler sincèrement de ses convictions démocratiques, de l'irréfragabilité et de l'impunité du pouvoir du chef d'État dans les mains duquel il s'était mis, avant de tomber en disgrâce. Totalement piégé puisqu'il n'est en droit ni de quitter le pays ni d'exercer une fonction politique, suivi à la trace par ce qu'on dénomme pudiquement les « organes », soit les services de renseignement, menacé au moindre faux pas d'être « liquidé », il montre une déréliction profonde et alterne, face à moi, méditations philosophiques et proverbes annonçant un réveil démocratique : « quand la honte du peuple est trop forte il se crispe et ressemble à

⁷ Cf. M. SELIM : « Travail, réflexivité et idéologie dans le cadre de la globalisation », déjà cité.

un lion... ». Ce spécialiste de Hegel, qui aime citer Romain Rolland autant que Socrate intervient encore dans des jurys de thèse.

Pour compléter la vision du lecteur de la philosophie d'État sur le mode de l'indépendance postsoviétique, décrivons brièvement une soutenance de thèse de philosophie sur les relations interethniques qui se tient en juillet 2005. Le rituel est lourd et long, et avant d'en arriver à la soutenance, la thèse a subi un examen politique mené par 6 personnes. Ce jour-là le candidat, qui a 20 ans d'expérience d'enseignement de la philosophie et est marié à une femme d'origine russe, a déjà vu la soutenance trois fois de suite repoussée et est très nerveux, dans son impeccable costume-cravate sous une accablante chaleur. La thèse a été écrite en russe et c'est en russe qu'il explique qu'elle a pour but « l'harmonisation des relations interethniques en Asie centrale » et s'inscrit dans le domaine « ethnopolitique ». Une série de questions venant de l'assemblée des philosophes fuse de part et d'autre et le candidat répond avec application avant d'écouter les deux rapporteurs, un ex-directeur de l'institut de philosophie et notre ex-politicien philosophe. Le candidat se voit reprocher de n'avoir pas assez mis l'accent en particulier sur « l'idée nationale et l'idée de l'indépendance nationale ». Tous les orateurs se déplacent à la tribune pour faire leurs remarques et à chaque fois le candidat revient répondre. Des va-et-vient permanents ponctuent donc cette soutenance où chacun dans l'assistance est en droit d'apporter son propre commentaire et ses interrogations. Notre ex-député parlera plus d'une demi-heure avec une liberté critique qui surprend parmi les discours conformistes qui se dévident : il émet l'hypothèse d'un Ouzbékistan « fédératif » et non plus pensé dans une ligne « monoethnique », avec une couverture « multinationale ». L'enjeu de la thèse est ainsi pointé puisqu'il s'agit de résoudre l'insurmontable contradiction entre l'ethnisme et l'ethnocratie régnant dans les rapports sociaux et les institutions d'un côté, de l'autre l'affichage idéologique d'une égalité de tous les groupes d'appartenance ouzbeks et non ouzbeks qui se révèle une des escroqueries de l'indépendance. La soutenance de thèse a donc offert l'opportunité d'une nouvelle arène de débats à laquelle la participation des nombreux auditeurs a été intense. La petite collectivité philosophique entretient ainsi l'illusion de son existence par de tels événements sous haute surveillance ! Certains chercheurs toutes disciplines confondues refusent néanmoins de soutenir une thèse dans de telles conditions de soumission intellectuelle à la « pensée d'Isom Karimov » qu'il faut de surcroît ensuite enseigner et constituer en barrière obligatoire pour l'obtention des diplômes.

Concluons cette investigation de la philosophie par quelques extraits du petit livre préfacé par Karimov et publié en 2001 par un collectif de philosophes sur

« l'idée de l'indépendance nationale ». La préface du chef d'État brille par sa clarté dans un contexte mondial qui aurait reconnu l'originalité du « modèle ouzbek ». L'hypothèse qu'aucun « peuple ne peut vivre, n'a vécu, ni ne vivra sans idée et sans idéologie nationales » précède l'affirmation de la nécessité de la création d'une « nouvelle idéologie » pour éviter le « vide idéologique » et se « protéger des attaques des idées étrangères ». « L'idée nationale doit exprimer les rêves et les espoirs du peuple, être pour lui un support » dans toutes les épreuves de la vie ; elle stipule « la production des richesses matérielles mais aussi l'acquisition d'une culture supérieure. « L'idéologie nationale de l'indépendance » exprime les aspirations du « peuple multinational de l'Ouzbékistan » et « l'unit vers un grand avenir ». Il s'agit « de susciter dans chaque citoyen du pays, sans tenir compte de sa nationalité (au sens soviétique), ni de sa religion, un sentiment de responsabilité » et « d'être l'héritier de nos géniaux aïeux, de leur culture millénaire ». « Dans ces conditions nous devons surmonter le vide idéologique » et insuffler à la nouvelle génération « l'immunité idéologique ».

Les chapitres suivants rédigés par les philosophes visent à approfondir ce message étatique qui entend donc produire les dépassements idéels des catégories agoniques de « national » et de « multinational » par une idéologie, à la fois enracinée dans le passé millénaire d'une ethnie, ayant formé sa nation et son État, et ouverte à tous quelle que soit leur appartenance, pour s'orienter vers un avenir prospère, dans une terre riche, protégée des menaces extérieures du monde global. Avec un sens aigu de la rhétorique nos philosophes tentent d'abord de distinguer « l'idée nationale » et « l'idéologie nationale », point épineux qui constitue un tracassant permanent pour les doctorants dans leur parcours karimologique mais aussi pour tout intellectuel qui ne doit pas se tromper de mot. « L'idée nationale » serait donc « le résultat de l'activité intellectuelle de la nation et du peuple multinational », tandis que « l'idéologie nationale » correspondrait à « l'expression des buts, des organisations et des intérêts des nationalités, des peuples, des groupes sociaux et des différentes couches de la société ». De nombreuses pages sont ensuite consacrées à l'importance des « idées », dans l'histoire de toutes les sociétés et leur réalisation : dans un style très hégélien l'idéal primerait sur le réel, l'idée produirait et gouvernerait la réalité ; bref la démonstration s'inscrit dans un idéalisme philosophique très anti-marxiste ! Pour illustrer ce déterminisme primordial de l'idée, Tamerlan est invoqué comme le créateur génial d'un État centralisé. A l'opposé, les « idées destructrices, antihumaines et réactionnaires » se sont révélées dans « le fanatisme religieux, le fascisme et le bolchevisme ». Le « modèle japonais » de « l'étaticité nationale » est reconnu exceptionnellement positif alors que « le fiasco de l'idéologie communiste » était prévisible car elle

n'apportait que « stagnation et dégradation de l'État et de l'individu ». Après un panorama des théories et des religions, nos auteurs concluent « qu'on ne peut s'opposer à l'idée que par l'idée », consacrant ainsi leur fonction étatique de travailleur idéologique, devant construire une « idéologie avant-gardiste » car « la victoire idéologique est aussi importante que le succès matériel » et « la mondialisation a ouvert la lutte pour conquérir de nouveaux espaces idéologiques ». Mais les nouvelles possibilités « d'influence idéologique » qui caractérisent la globalisation ont aussi des conséquences négatives de « pression idéologique » de « forces politiques, étrangères et financières ». Ainsi les « diktats idéologiques » qui attaquent « les États souverains » sont-ils très dangereux et se présentent comme des tentatives de « soumission des peuples ». C'est pourquoi, seule une « idéologie nationale forte peut rendre la sécurité à une société et la protéger ». L'Asie centrale est une des principales victimes de ces « attaques idéologiques » contre lesquelles il faut mener une « lutte idéologique unitaire ». Il est donc nécessaire en Ouzbékistan de créer « un État fort pour une société forte ». « Le modèle ouzbek de développement évolue par étapes vers le marché ». Il est « mondialement reconnu car il se base sur les traditions nationales d'étaticité, de valeurs et de mentalité du peuple ». L'Ouzbékistan est « le portail de l'Occident » mais il doit « lutter contre les idées étrangères et les interventions idéologiques extérieures ». « A la fin des années 1980, le travail idéologique des organisations publiques d'Ouzbékistan a été insuffisant... aujourd'hui les menaces idéologiques sur notre société sont très fortes, et en particulier liées à la religion ». « L'idéologie nationale nous donnera une immunité idéologique » et formera un « individu nouveau », grâce à « l'éducation, la propagande et l'activisme idéologiques ». Il faut que les « processus d'initiation des idéologies dans le monde » et que « les œuvres intellectuelles créées rappellent notre histoire et notre développement indépendant ». De « nouveaux rites » doivent aussi être inventés pour « l'indépendance, la patrie, la constitution ». Les *mahalla* représentent un « modèle spécifique et unique d'autogestion nationale » et les « ONG doivent prendre une part active dans le processus idéologique ».

Arrêtons là cette avalanche idéologique... qui permet particulièrement bien de comprendre l'idéal sociétal visé par l'État issu de l'indépendance en 1991. La continuité structurelle avec l'URSS est frappante à plusieurs niveaux : l'efficacité attribuée à l'édification idéologique, la croyance en l'érection d'un « homme nouveau », enfin la fabrique d'une cohésion sociale par la soumission aux représentations étatiques incorporées et donc protectrices face à un monde extérieur hostile. L'indépendance de l'Ouzbékistan reproduit donc une atmosphère de guerre froide et de rideau de fer déclinée à l'échelle nationale du pays qui lutterait seul

contre tous, grâce au modèle ouzbek qui remplacerait le socialisme. On comprend dès lors mieux que les vieux apparatchiks de l'URSS aient finalement moins de difficultés qu'on pourrait a priori le croire à se convertir à l'idéologie de l'indépendance nationale puisque l'architecture de la pensée politique reste quasi identique, les mots en eux-mêmes ayant été depuis longtemps vidés de tout sens et la réalité abolie par l'imaginaire étatique.

L'autonomisation de la psyché ethnique

Comme le lecteur l'aura déjà aperçu, toutes les sciences sociales n'ont pas la même valence idéologique aux yeux de l'État : d'un côté la philosophie garde un rôle théorique hégémonique, en regard de l'ethnographie, l'histoire et l'archéologie chargées d'illustrer concrètement la profondeur. L'origine et l'aura de la « civilisation ouzbèke » ; de l'autre les nouvelles impositions qui s'abattent sur le champ des sciences sociales conduisent à des recompositions internes, à l'apparition de sections inconnues telles « l'étaticité » ou la « colonisation », « l'indépendance » dans l'institut BIR, mais aussi à la croissance de sphères antérieurement subalternes. C'est le cas ainsi de la psychologie qui espère aujourd'hui s'autonomiser de la philosophie et de la pédagogie et devenir une science en elle-même, avec sa faculté propre. Cet « avenir glorieux » de la psychologie depuis l'indépendance trouve bien sûr son chemin dans l'ethnisation de données spécifiques jusque là pensées comme universelles. Une « personnalité ethnique » se dégage et paradoxalement, dans le même moment, des jeunes s'orientent vers la psychologie, y voyant une ouverture vers d'autres horizons, dans la mesure où Soros et d'autres fondations étrangères — sur lesquelles on reviendra dans la troisième partie de cet ouvrage — ont donné, avant leur fermeture en 2004, des subventions pour des « centres de ressources » où une foule d'acteurs venaient chercher des clés pour partir avec une bourse dans un pays étranger. Dans cette « commande » la psychologie était prisée. Campée à l'université, la psychologie se développe donc dans une ambiance détendue : une association de psychologues a été créée en 1994 et son président, titulaire de chaire, pense qu'il faudrait 18 000 psychologues en Ouzbékistan, pour les placer dans les usines, les crèches, les écoles, les polycliniques, etc. alors que seuls 3 000 diplômés sortent chaque année de psychologie. Entendant que la psychologie devrait se positionner sur l'ajustement, l'adaptation à l'économie de marché, il avance parallèlement la nécessité de construire une « ethnopsychologie », qui fasse table rase de « l'homme soviétique », sans « nationalité » propre, sans appartenance « ethnique ». Il encourage donc les thèses sur « la famille ouzbèke » et tous les troubles qui l'affectent dans sa spécificité et son unité (divorce, vol de femmes, orphelinat,

conflit avec les beaux-parents, etc.). Son collègue, un Ouzbek pieux, creuse les « différences psychologiques » entre les régions d'Ouzbékistan, qui de son point de vue, portent atteinte à « l'unité nationale » et risquent d'entraîner des phénomènes de partition... Une autre titulaire de chaire conduit un projet sur le « management du stress dans différents groupes ethniques » comparant les Ouzbeks aux « Européens », c'est-à-dire ici les Russes et les russophones (Tatars, Ukrainiens et « Juifs », etc.). Les ouzbeks seraient moins affirmatifs, plus obéissants, moins agressifs, plus patients notamment... Ethnicisée, finalisée, appliquée, « orientalisée », la psychologie déssoviétisée tenterait d'appréhender un nouveau sujet, en but aux difficultés économiques et relationnelles du marché, à la recherche de son identité propre, soucieux de ses croyances religieuses. C'est néanmoins dans ce contexte intellectuel que plusieurs enseignants s'arrangent pour ne pas enseigner les cours de « karimologie » — qui supposent l'étude d'une dizaine de livres du chef de l'État — auxquels ils sont astreints à partir d'un niveau hiérarchique élevé, préférant éviter une promotion auxquels ils auraient droit.

Un certain esprit critique face à la « pensée nationale » règne donc chez les psychologues, toutes classes d'âge confondues, très attachés à leur formation soviétique, regrettant l'absence de traduction de Freud en ouzbek et particulièrement contents d'être en contact permanent avec des organisations étrangères qui les ont financés jusqu'en 2004. Peu d'entre eux semblent néanmoins faire le lien entre le tournant ethnique risqué de leur discipline et l'idéologie « nationale » vis-à-vis de laquelle ils cherchent à maintenir une relative distance. Confiants dans l'essor de la psychologie, ils sont exemplaires d'une contribution inconsciente à l'avancée d'une doctrine de l'ouzbékitude, contrairement aux philosophes qui perçoivent très précisément le chemin qu'ils sont enjoint de suivre, ou encore aux ethnographes rayonnant de leur participation essentialiste !

La science nationale : fragmentations, reconstructions, déclinaisons

L'académie des sciences de Nukus, au Karakalpakistan, fondée en 1959, est juridiquement sous la dépendance de son homologue de Tachkent dont elle est une filiale. Ses bâtiments balayés par le vent brûlant et sec du désert sont modestes mais témoignent encore de la volonté soviétique d'implanter la science aux frontières les plus reculées de l'empire. L'ensemble offre sous la lumière éblouissante du soleil, une impression d'abandon vite oubliée quand l'amphithéâtre se peuple d'une cinquantaine de chercheurs, dont une bonne moitié est très âgée, et composée en partie d'hommes coiffés de chapeaux mous blancs ou de canotiers ou encore de calottes étincelantes, s'appuyant dignement sur leurs cannes. En cette fin de mai 2005, l'académie organise en effet une grande manifestation en l'honneur

du centième anniversaire de la naissance d'un philosophe karakalpak, spécialiste du folklore de sa région. ayant été consacré docteur en 1952 et mort à 48 ans d'une crise cardiaque provoquée, dit-on, par l'accusation en 1953 de « mœurs bourgeoises » contre ce dignitaire du Parti. La décision en est venue du gouvernement autonome du Karakalpakistan et le président du présidium de l'académie ne tarit pas d'éloges sur cette fierté locale, dont les études extraordinaires sur les coutumes et mœurs spécifiques du peuple karakalpak n'ont jamais été publiées. 120 volumes attendent des sponsors pour voir le jour. C'est peu dire qu'on cultive ici un esprit d'exceptionnalité culturelle lorsqu'on écoute les uns ou les autres, telle la directrice de l'institut de littérature, qui a connu bien des vicissitudes, puisque, fondé en 1932, cet institut a été fermé en 1935, puis réinauguré en 1939, refermé en 1943 avant d'être rouvert en 1944 et rattaché en 1947 à l'académie des sciences d'Ouzbékistan. La vieille dame qui déborde d'énergie intellectuelle et physique explique en quelques mots bien sentis que le « peuple karakalpak est différent de tous les autres, nous sommes musulmans turcophones, mais ni comme les autres turcophones, ni comme les autres musulmans. Notre religion et notre langue diffèrent comme le montrent nos si riches épopées et notre musique ». Lyrique, elle vante le matriarcat originel du Karakalpakistan, l'importance des femmes jamais voilées et toujours en première place, une pénétration très singulière de l'islam dans cette population nomade naturellement libre... Le ton est donné et la cérémonie offerte au héros fondateur de la science karakalpake, ex-directeur de l'institut de littérature, se présente comme une copie conforme de celle déjà décrite honorant à Tachkent le premier ethnologue ouzbek... à cette différence près qu'elle fissure indéniablement l'essence nationale et accouche d'un germe autonome potentiellement indépendant, voire agonique. Les festivités se déroulent entièrement dans la langue karakalpake, et « entre soi », presque hors de toute présence ouzbèke. La dimension de martyr du chercheur fait l'objet de commentaires appuyés, puisque ce fils de *boy* (riche) aurait été accusé à maintes reprises en raison de son origine de classe mais aussi à propos de bien d'autres affaires. Au terme de sa courte vie, raccourcie par les attaques, il aurait été considéré comme réactionnaire, anti-marxiste, opposant au régime soviétique et même chauviniste russe et juif !! Par le rappel de ces calomnies et de ces dénonciations répétitives, il est constitué par les intervenants passionnés qui se succèdent à la tribune comme une victime de l'URSS, fondement du processus symbolique d'héroïsation qui va néanmoins plus loin : l'un d'entre eux laisse en effet échapper sa colère contre l'État corrompu d'Ouzbékistan alors que l'académie karakalpake manque cruellement d'argent. La faille s'agrandit donc publiquement avec l'ensemble de la république au profit d'un micronationalisme

embryonnaire. L'assemblée est soudée dans la repentance et la culpabilité : pourquoi ne l'avons-nous pas soutenu lorsqu'il a traversé les pires moments de sa vie ? s'exclament quelques-uns dont le très vieux ex-secrétaire du parti communiste du Karakalpakistan qui avoue dans un ultime regret avoir participé à son procès de contre-révolutionnaire... qui n'avait pourtant pas abouti à son exclusion du parti, faute de la majorité des votants. Les membres de l'ex-comité central du parti communiste karakalpak sont très nombreux à s'exprimer, donnant à voir l'élite passée, et chacun se renvoie la balle, en se remémorant les derniers mois de l'odieuse campagne contre cet « ennemi du peuple » qui finira par y succomber : leurs remords collectifs qui les purifient aujourd'hui du « totalitarisme » de l'appareil d'État qu'ils ont édifié façonnent un spectacle haut en couleurs et très instructif sur les néonationalismes qui émergent depuis la fin de l'URSS dans l'ex-empire, qu'il s'agisse de l'Ossétie ou de la Bachkirie, évoquée d'ailleurs pour sa proximité historique et culturelle par les Karakalpaks en ce jour fastueux. La conclusion des deux journées ne laissera guère de doute sur les logiques en jeu : réclamer pour le héros karakalpak auprès du « gouvernement de Tachkent » une décoration spéciale le félicitant post mortem pour sa grande œuvre scientifique, la création d'un prix et de bourses à son nom, la nomination d'établissements d'enseignement à son nom, l'obtention d'une subvention de l'État pour l'édition et la publication de 120 volumes et de 100 mélodies et enfin l'édification d'un monument à Nukus. Ainsi la science karakalpake sera-t-elle connue dans le monde entier ! Un déjeuner offert par la famille du héros dans un restaurant proche attend ce qui se présente comme le groupe des dignitaires ex-soviétiques de l'académic des sciences que de grandes voitures blanches viennent chercher et ramener chez eux, avec une pompe inchangée depuis des décennies ! Dans les ateliers qui ont été organisés, la rhétorique de « l'empoisonnement par l'idéologie communiste » qui aurait empêché chacun de défendre « le maître » est reprise par les chercheurs individuellement dans l'humilité, égrenant les souvenirs de toutes les condamnations qui ont aussi frappé les membres de sa famille poursuivis pour nationalisme, arrêtés et emprisonnés, ce qui ne lui arriva jamais à lui-même, fait qui continue à interpeller les acteurs. Le courage du « maître », ses qualités morales sont opposés à cette faiblesse partagée car il aurait, lui, été capable dans le cadre du parti de mettre en avant ses étudiants. Le peuple et la nation karakalpaks sortent magnifiés de l'évocation de toutes les erreurs théoriques passées qui tentaient de les écraser : il s'agit au sens fort d'un *ethnos* — en symétrie avec l'*ethnos* ouzbek — et non d'un *subethnos* comme on a longtemps voulu le faire croire. De part et d'autre de la tribune sont d'ailleurs placés au même niveau les drapeaux d'Ouzbékistan et du Karakalpakistan. La dernière après-midi

de ces deux jours bien remplis, se passe en séance plénière et se termine par les discours des proches parents de l'initiateur de la reconnaissance scientifique karakalpake. Une femme s'écroule en larmes : c'est une des filles du héros, qui dans une émotion débordante dit avoir retrouvé à Tachkent un de ses frères, inconnu d'elle jusqu'alors, né d'une autre union du génie du Karakalpakistan ! La nouvelle semble ne bouleverser personne !

Ce rituel de fondation d'une ontologie karakalpake à partir d'un intellectuel opprimé par le « totalitarisme soviétique » se déroule — soulignons-le — quelques semaines après le massacre d'Andijan, radicalement absent, même en face-à-face, des conversations et dont l'attention est ainsi détournée. La mention de la répression soviétique passée efface ainsi la répression présente de l'État indépendant d'Ouzbékistan. Venue me rendre visite à Tachkent, la directrice si active et cultivée du département de littérature de l'académie des sciences de Nukus, fera d'ailleurs au cours du dîner privé auquel je l'invite à notre domicile, l'éloge de la fermeté du chef de l'État face aux manifestations et aux opposants ! L'analyse de tels événements collectifs invite donc à plusieurs plans d'interprétation qui ne se résument pas à la peur très réelle — et plus forte que sous l'URSS, s'accorde-t-on à dire — qui habite chacun face aux sinistres géôles du gouvernement, aux disparitions et à la torture. Dans le cadre d'une métaphysique identitariste posée en modèle et donc appelée à se démultiplier et à donner corps non seulement à des *ethnos* infiniment différenciés, mais aussi à des *ethnos* en recherche de légitimation et concurrentiels — comme le montre la cérémonie d'anniversaire de naissance d'un maître karakalpak — l'étai imaginaire de l'affranchissement reste la négativité soviétique qui de fait contient dialectiquement les entités poursuivant leur autonomie et les réunit dans une grammaire symbolique commune ; république dans la république d'Ouzbékistan, le Karakalpakistan maintient une communion politique avec le régime actuel en continuant de partager le blâme suprême de l'ex-URSS alors même que chaque jour à la télévision sont montrés les aveux des coupables de la révolte d'Andijan, humiliés honteusement et présentés comme des agents achetés par les « forces étrangères ennemies ». A un autre niveau l'unification interne que créent de tels rites scientifiques se joue aussi sur la dette personnalisée — évidente dans les discours individuels de consécration du « maître » —, la permanence de la subordination collective à une figure supérieure, l'appartenance clôturée par le partage d'une origine unique, différentialisante. Un triangle symbolique d'aliénation est institué enchaînant la pérennité de la soumission à une matrice originaire, destinée à être cimentée par l'État — comme dans le cas de l'Ouzbékistan, mais pas encore dans celui du Karakalpakistan qui pourrait être

tenté de se rattacher au Kazakhstan bien plus riche, à la république duquel il appartenait de 1924 à 1930, chuchote-t-on parfois. Que précisément soit à plusieurs reprises posé l'interdit de dénoncer maintenant les « dénonciateurs » du « maître » à l'époque soviétique corrobore l'importance de l'unification — qui doit rester indéfectible et qui est la finalité ultime du rite.

La nomination, en 1991, lors de l'indépendance de l'Ouzbékistan, d'un Russe à la tête du nouvel institut d'histoire — qui se sépare de l'institut de langue et littérature de l'académie des sciences de Nukus — confirme le risque pressenti d'un antagonisme entre Ouzbeks et Karakalpaks, qui, dans la collectivité scientifique, n'auraient accepté ni les uns ni les autres, une minorisation de leur groupe concrétisée par un directeur de l'autre camp. Médiateur postsoviétique, neutralisant les conflits, cet homme d'origine russe, aux yeux clairs et à la grande distinction, âgé d'un peu moins de 75 ans, assume parfaitement son rôle et garde en toutes circonstances la mesure qui s'impose. Encore enfant, il arrive en 1938 au Karakalpakistan avec ses parents, l'un enseignant de musique, l'autre médecin, envoyés développer cette périphérie lointaine de l'empire. Convaincus de leur mission, ils choisiront d'être enterrés au Karakalpakistan où ils ont passé leur vie à sillonner les villages et à rechercher de jeunes talents pour devenir musiciens ou cadres. Lui-même élève de Tolstov, avec lequel il mène des « expéditions » selon le terme alors en usage, marié à une biologiste ukrainienne, refusera de partir à Moscou lors de l'indépendance, très attaché à son terrain et son pays. Se distinguant comme membre d'une famille « internationale » à l'instar de beaucoup d'intellectuels qui tentent d'échapper à l'ethnisme galopant, il a vu ses deux fils s'unir l'un à une Karakalpake, et l'autre à une Grecque.

Comme à l'académie des sciences de Tachkent, l'ethnographie faisait partie de l'institut de sciences sociales. Elle a été supprimée en 2004, après avoir reçu un blâme du comité scientifique national pour n'avoir pas rendu de rapport à la suite du financement d'un projet d'État. Ce coup porté à l'ethnographie, alors même que s'amplifie un mouvement de renaissance culturelle micronationaliste, est l'aboutissement d'une série de conflits rocambolesques et mortifères. Donnons un bref tableau des rivalités en jeu entre un petit nombre d'acteurs qui s'opposent au plan théorique, comme institutionnel, projetant sur leur descendance, en l'occurrence des filles, leurs heurts historiques. L'un des protagonistes est l'ancien directeur de 1971 à 2004, du département d'ethnographie de l'institut, vieux monsieur de plus de 80 ans, en canotier blanc, aussi épuisé que très attachant lorsqu'il retrace les différentes étapes du développement de la science et en particulier de l'ethnographie à Nukus depuis la révolution de 1917. Ce fils d'un berger, qui enseignait aussi secrètement le Coran, me guide dans un poussiéreux

bureau de la bibliothèque du rez-de-chaussée du bâtiment principal de l'académie, faute de pouvoir monter dans son ancien bureau à l'institut ! La formation de chercheurs karakalpaks étudiant pour leur doctorat la culture matérielle et les mœurs du Karakalpakistan ne démarre réellement qu'en 1945, de son point de vue, sous la direction d'une ethnographe russe — âgée maintenant de 95 ans et vivant à Moscou — et débouche sur quelques thèses soutenues avant 1954, parmi lesquelles celle de son ennemi juré, le second acteur principal du drame de l'ethnographie karakalpake, un académicien toujours très actif et fondateur d'une ONG spécialisée sur les problèmes de la mer d'Aral, présidée par son fils et disposant d'une revue dont son épouse est la directrice. Lui-même n'a soutenu sa thèse qu'en 1964 grâce au soutien permanent de cette ethnographe russe qui corrigeait ses copies et à laquelle il voue toujours un immense attachement, n'ayant jamais cessé jusqu'à maintenant de lui envoyer tous ses écrits. Les deux hommes qui s'affrontent depuis un demi-siècle s'accordent sur ce qui, vu d'un regard étranger, paraît l'essentiel : prouver et nourrir l'idée maîtresse d'un *ethnos* et d'un peuple karakalpak installé depuis des temps reculés sur son territoire. Leurs divergences touchent l'histoire des migrations des Karakalpaks et les deux écoles ont leurs chefs de file russes du début du siècle. Pour sa part, l'ex-directeur du département d'ethnographie, s'enorgueillit de n'avoir jamais changé de théorie et de rester entièrement fidèle à celle de l'ethnographe russe de 95 ans avec laquelle il correspond encore et qu'il met au courant des tragédies locales.

Nos deux hommes ont chacun une fille âgée d'environ 40-50 ans qui aspirent l'une et l'autre à suivre la voie scientifique de leur père respectif et qui sont donc devenues, toutes les deux, doctorantes sous la tutelle du rival de leur propre père ! La fille de l'ex-chef du département d'ethnographie a soutenu sans problème sa thèse sous la direction de l'académicien, ce qui lui a permis de prétendre à la succession de son père, à la direction du département malheureusement supprimé, d'ethnographie. La filiation se voit donc couronnée par l'institutionnalisation. En revanche, une des filles de l'académicien a elle aussi soutenu sa thèse avec l'ex-directeur du département d'ethnographie mais avec de fortes critiques et elle a donc été éliminée de la direction du département « fantôme », puisque de surcroît, elle a été accusée de sa disparition, n'ayant pas rendu son rapport pour le projet d'État. Une de ses sœurs est la seule femme de la première génération ouzbékistanaise qui est titulaire d'une thèse de sociologie : cette génération comprend sept hommes dont le lecteur va bientôt rencontrer certains dans différentes ONG qu'ils ont fondées, l'un d'entre eux ayant été le directeur de la fondation Soros à Tachkent avant de partir en exil après la publication de *l'Atlas ethnique d'Ouzbékistan*. Tandis que les pères qui ont

« échangé » leurs filles dans le microcosme ethnographique, continuent de se pourfendre, leurs enfants se débattent pour gagner les moyens de leur survie : les deux filles de l'académicien trouvent des revenus ponctuels dans des ONG, un de leur frère est chauffeur pour l'ONG Save the Children, l'autre est parti à Moscou...

Arrêtons là cette pénétration du petit univers de l'académie des sciences de Nukus où les lignées de chercheurs, puisant toujours leur légitimité dans leurs formateurs russes du début du XX^e siècle, se poursuivent envers et contre tout, si bien que la parenté traverse de part en part l'institution qu'elle gangrène. La petitesse de la collectivité grossit à la loupe des phénomènes omniprésents dans l'ensemble des établissements d'Ouzbékistan, y compris d'ailleurs les ONG où le recrutement dans la parenté est présenté comme une mesure de prudence — compte tenu de la confiance « naturelle » qu'elle impliquerait — contre la surveillance de l'État. A l'époque soviétique, l'embauche dans la parenté semble, d'après les discours recueillis, avoir été sévèrement contrôlée, voir rendue impossible. Depuis l'indépendance, l'effondrement de l'économie, la paupérisation, l'écroulement des marchés du travail et la décomposition des institutions de recherche ont eu pour résultat d'intensifier les relations de parenté dans les rapports professionnels, conduisant au népotisme et à une corruption généralisée. Les chercheurs de l'académie des sciences de Nukus vivent de surcroît dans un isolement prégnant qui les amène à se déchirer entre eux et à s'épancher auprès de l'étranger qui s'enquiert de leur sort. Leur avenir, à l'aune de l'identitarisme karakalpak qui grossit ne se présente guère sous de bons augures. Paradoxalement ce processus micro-identitaire ne parvient pas à déraciner dans les esprits la domination intellectuelle russo-soviétique qui a présidé à la fabrication des chercheurs et dont les courants interprétatifs sur leur origine et leur identité continuent à les diviser comme dans une scène immobile, fixée à jamais.

L'illusion d'une porte de sortie : généalogie sociale des ONG

Installée dans l'institut BIR de l'académie des sciences durant la perestroïka, la sociologie eut une existence courte. Auparavant il fallait, semble-t-il, aller à Moscou pour étudier la sociologie et y obtenir un doctorat. Quelques années après l'indépendance, la sociologie disparut de l'institut pour différentes raisons économiques et politiques. Le petit groupe de sociologues se dispersa, chacun cherchant les moyens de survivre ; au surplus les enquêtes sociologiques qui apportaient des données catastrophiques depuis l'indépendance sur la situation régnante furent vite contrôlées puis interdites. Des ONG d'État virent le jour tel le Centre de l'opinion publique (Ijtimoiy fikr center) qui présente maintenant au chercheur étranger un profil caricatural, digne d'un des pires films américains

durant le maccarthysme sur la vie intellectuelle derrière le rideau de fer ! En 2003, après avoir franchi de multiples barrières pour y être reçu, il fallait observer en silence de lourds rituels sur les plus grands « sociologues » d'Ouzbékistan tremblants et muets devant des questions anodines.

Selon les récits individuels, le Centre de l'opinion publique, GONGO typique (ONG gouvernementale) connut une période plus ouverte et plusieurs parmi les quelques sociologues ouzbeks qui approchent la soixantaine y ont fait un bref passage, comme d'ailleurs des philosophes dont l'une en fut la vice-directrice avant de le quitter, choquée par l'autoritarisme idéologique qui croissait et l'obligation de transformer ou d'annihiler les résultats des enquêtes jugés négatifs par le régime. Ces sociologues qui ne sont guère plus nombreux que les doigts d'une main ont aussi parfois travaillé pour une autre ONG gouvernementale, fondée par l'épouse de Karimov, Génération saine. Dans ce petit groupe d'interconnaissance, qui s'est vu réuni par le mariage de la fille de l'un d'entre eux — l'ex-directeur de Soros, avant son exil — on rit encore de la possibilité qu'aurait eu l'État de les supprimer tous en une seule fois, par une bombe jetée sur la cérémonie... Composant du temps de l'URSS une élite scientifique profondément convaincue du bien fondé du marxisme, dans lequel ils puisaient leur esprit critique (l'un d'entre eux fut même professeur de marxisme-léninisme), fondamentalement allergiques à « l'idéologie nationale », ayant une représentation aigüe des rapports étroits entre science et politique dans lesquels ils se sont formés, anciens membres ou non du Parti, ces hommes et ces femmes ont à un moment ou à un autre, choisi de créer leur propre ONG, après avoir été employés par des ONG étrangères dans lesquelles ils ont constitué leur réseau relationnel et financier nécessaire à leur nouvelle aventure entrepreneuriale : le terme d'entreprise est ici, d'autant moins métaphorique que l'enregistrement par ce biais s'est révélé beaucoup moins difficile que celui d'une ONG stricto sensu déjà suspecte avant 2005 puis devenue presque impossible. Maintenant des relations avec leurs collègues de l'académie des sciences, où ils se rendent entre autres pour des anniversaires, ils en diffèrent cependant par une idée claire de ce qu'est l'exercice libre de la pensée, même si celui-ci doit rester purement intérieur. On ne saurait pourtant faire de cet écart une opposition radicale entre deux types de figures d'intellectuels sur le mode de la dichotomie classique entre dissident/collaborateur dont le caractère factice et illusoire ne cesse de se manifester dans l'Europe post-communiste, Pologne en tête en 2007. Un continuum lie les personnalités des uns et des autres, les circonstances pesant d'ailleurs beaucoup pour basculer d'une institution étatique à une position libérale au sens professionnel du terme. Dans ce cheminement hasardeux, de surcroît on repère une majorité d'hommes, les femmes, désavantagées par la

domination masculine croissante, ayant de plus dû assumer souvent dans la période la plus difficile qui a suivi l'indépendance la charge de leur famille, après le départ d'un mari vers d'autres cieux, Moscou par exemple, siège d'un deuxième foyer. Un grand pragmatisme dans la conduite de leurs affaires, conjugué avec des capacités élevées d'analyse sur les évolutions politiques caractérise ces leaders qui, face à l'étranger, racontent leur parcours avec beaucoup de recul et d'humour. Sachant composer avec les dangers permanents qui les guettent, rusant avec le pouvoir, ils tentent avant tout de conserver la porte ouverte vers le monde extérieur que concrétise, malgré tous les compromis, leur ONG. Leur résistance a néanmoins connu des limites. En 2005, une ONG spécialisée sur la condition des femmes, et le marché du travail des migrantes, a été fermée et sa directrice, une architecte, menacée, est partie rejoindre momentanément sa fille aux États-Unis. Cette ONG avait accumulé, dans son petit bureau d'un immeuble collectif, des données sociologiques importantes sur les transformations de la situation des femmes dans les dix dernières années et le recul de leurs droits consécutifs à la retraditionalisation de la société. Auteure de plusieurs ouvrages publiés en anglais, cette femme d'un grand courage avait jusque-là réussi à « tenir » avec quelques jeunes employées salariées à l'aide de financements étrangers. L'espace laissé par le pouvoir aux ONG d'études s'est énormément rétréci à partir de 2000, dans la mesure où sont niés la pauvreté, les migrations, les suicides, etc., comme l'explique un sociologue, qui fut l'adjoint du directeur de Soros, avant de fonder sa propre ONG enregistrée, sous le nom en ouzbek de « collaborateur », puis fermée. Ayant obtenu son doctorat à Moscou, chercheur d'origine kazakhe à l'académie des sciences de Nukus avant de rejoindre l'institut BIR de Tachkent, cet homme dut en 1991, abandonner la recherche pour aider, en tant que fils aîné, l'ensemble de sa famille. Devenu musicien dans des restaurants où il jouait du violon classique, pour gagner sa vie de 1991 à 1995, il a jusqu'en 1993 publié sous son nom propre, avant d'être obligé d'adopter un pseudonyme. Jugeant comme beaucoup de ses camarades que la censure et la pression idéologiques sont beaucoup plus dures que durant la période soviétique des années 1980 — où à Moscou il était de son point de vue possible de discuter et de publier — cet homme porte un regard sombre sur le futur. Contrairement à la masse des chercheurs restés dans les institutions d'État qui n'ont perçu la perestroïka que comme le début d'une faillite tragique, celle de l'écroulement de l'URSS, les acteurs des ONG ont vécu ces courtes années comme une ouverture démocratique réelle, la chance d'une ébullition intellectuelle pleine de promesses et le présent est donc particulièrement amer. Dans les années 1988-89 le petit groupe des sociologues mena des recherches sur la vallée de Fergana et la montée de l'islamisme et des conflits

interethniques. L'institut BIR de l'académie des sciences était alors dirigé par une femme à l'esprit apparemment large et comme le dit en 2004 l'un d'entre eux, l'ex-directeur du département de sociologie d'origine ouzbèke et de la vallée de Fergana, ayant obtenu la bourse « Lénine » pour son doctorat, devenu consultant dans une ONG étrangère tout en continuant à s'afficher comme marxiste : « A cette époque, le pouvoir central de Moscou nous a autorisé à travailler dans n'importe quel domaine. Nous avons donné nos résultats au comité central du parti qui ne nous a pas répondu. Un an après il y avait des émeutes dans la vallée de Fergana et nous avons été convoqués au comité central ». Tel est le rôle qu'auraient souhaité conserver après l'indépendance ces chercheurs qui se sont investis dans les ONG. Se donne à voir là précisément l'ambition de ces intellectuels de mener en toute liberté des enquêtes et des analyses destinées néanmoins dans leur esprit à être reconnues et utilisées par l'État dans l'optique d'une meilleure gestion sociale et politique. Cet idéal — qui se situe hors des catégories d'expert, d'intellectuel engagé au sens sartrien du terme ou de conseiller du prince des mondes capitalistes développés — mérite l'attention dans la mesure où il inscrit une singularité relative qui doit être replacée dans le contexte de l'effervescence de la perestroïka, vécu avec émerveillement par ces individus. Se considérant comme les sujets d'un État — l'URSS — auquel ils étaient liés par un sentiment d'appartenance fort, ils n'imaginaient pas que leur recherche puisse être un simple objet de désir et/ou de plaisir personnels, encore moins un divertissement. Leur légitimité impliquait à leurs yeux une responsabilité sociale et politique déléguée à l'État. L'État, corollairement, se devait de respecter le travail d'objectivation des chercheurs, qui acceptaient en contrepartie des pesanteurs idéologiques usuelles. C'est ce jeu complexe de dépendance collective et d'indépendance intellectuelle que le gouvernement de Karimov, a, du point de vue de l'ex-directeur du département de sociologie brisé par une hystérésis idéologique. Aucun mot n'est trop fort pour décrire la situation de l'académie des sciences où l'histoire est « prostituée », le peuple ouzbek « mythologisé », et l'URSS rabaissée au rang de « catastrophe soviétique ». L'État indépendant a ainsi, en quelques années, franchi les bornes acceptables par ces intellectuels qui n'entendaient pas être transformés en marionnettes devant délivrer des mensonges et des inepties. Ainsi ont-ils décidé de quitter l'État, puisque, dès lors, cette solution s'avérait pour la première fois possible. Le regard qu'ils posent sur la population est corollairement d'une extrême sévérité et traduit l'habitus d'une élite distante du peuple, jugé conformiste, conservateur, incapable de défendre ses droits, soumis à l'État comme au khan.

Les exemples pourraient être multipliés de ces hommes et de ces femmes qui, depuis leur émancipation de l'État en 1991 ont multiplié les emplois précaires

auprès de différentes organisations, utilisant leurs compétences intellectuelles, tel ce chercheur de l'institut d'orientalisme, arabisant, qui a été rémunéré quelques temps pour faciliter les voyages d'étrangers arabes et américains dans l'ex-URSS et est en 2007 encore à la tête de son ONG avec son épouse ethnologue, originaire d'Andijan. Cette ONG se maintient en vie en recevant des financements pour des formations d'apprentissage de la population à payer le gaz et l'électricité, autrefois gratuits. Mais le couple a passé plus de la moitié des dernières années aux États-Unis, grâce à des bourses d'étude. Quelques enquêtes menées furtivement en 2005 après la répression de la manifestation ont permis à cette ethnologue d'appréhender la profondeur du traumatisme de la population, terrorisée, et aussi la diligence des services de renseignement, des membres de sa propre famille se retrouvant arrêtés par les forces de l'ordre. Aussi téméraires soient-ils, les acteurs des ONG sont de plus en plus acculés à s'exiler, à chercher des refuges extérieurs, quitte à maintenir une activité ponctuelle dans le pays tant que cela sera envisageable.

En effet organiser par exemple une réunion sur les violences domestiques est déjà en juin 2004 une prouesse. L'ONG du couple cité attend donc jusqu'au dernier moment pour décider de maintenir cette activité collective dont la simple évocation du thème est hannie. Un rendez-vous est donné aux participants qui sont alors pris en charge par des voitures qui les mènent dans une maison de repos au bord d'une rivière à une heure de la ville. Ce lieu champêtre a été trouvé grâce à une ancienne responsable du Parti à l'époque soviétique, ex-vice-ministre de la santé et placée, à l'indépendance, à la tête d'un comité des femmes dont elle a été exclue et elle s'apprête donc en 2004 à fonder sa propre ONG. Dans cette sorte d'auberge charmante et tranquille une vingtaine de femmes se retrouvent pour tenter de comprendre les nouvelles formes de la violence qui s'abattent sur le deuxième sexe. Ce *focus group* met en scène une série de questionnements qui tous visent à externaliser la violence domestique de l'ouzbékitude : importée par les Russes, d'origine arabe et inintégréable par les Ouzbeks, ou encore arrivée avec l'islam, telles sont les principales interprétations qui émergent dans l'assemblée qui finalement s'accorde à rejeter sur l'islam la cause de la violence. Cette conclusion est moins étrange qu'il n'y paraît si on la décrypte à la lumière des slogans idéologiques martelés quotidiennement par les médias : l'essence ouzbèke prime d'autant plus sur l'islam dans le dogme étatique que l'islamisme constitue un réservoir de contestation menaçant pour l'État. Rappelons que les manifestations d'Andijan, émeutes de la faim et du « ras-le-bol », ont été attribuées par l'État à un groupuscule islamiste terroriste inventé pour l'occasion.

Revenons sur la thématique du genre qui a nourri nombre d'ONG en Ouzbékistan après l'indépendance, répondant à une demande/commande étrangère

visant à normaliser ici comme ailleurs la « sauvagerie » des mœurs locales, selon une logique hiérarchique et de domination qui caractérise les missions civilisatrices coloniales comme humanitaires. Beaucoup de femmes chercheuses ont ainsi espéré y trouver des revenus en même temps qu'une cause juste mais elles ont plongé dans le même moment dans d'intenses contradictions : comment en effet attaquer les membres de sa propre famille dont on est encore plus solidaire face au mépris et à l'abaissement que produit le discours étranger d'émancipation. Cette problématique n'est guère spécifique à l'Ouzbékistan puisqu'on la retrouve dans des termes proches dans les populations françaises d'origine immigrée tentant de se débattre dans le climat d'islamophobie montante⁸. Un peu partout en Ouzbékistan des « centres de crise » destinés aux femmes victimes de violence ont été créés avant d'être petit à petit fermés. En 2004 la famille ouzbèke auréolée par l'État est moins que jamais attaquable et même dans des *focus group* d'ONG, la consolidation de la famille efface la défense des femmes réduites, comme une jeune chercheuse qui a quitté sa belle-famille l'avoue, à une « esclave des bêtes et de tous les membres de la maison ». Légitimée comme une tradition culturelle, la domination exercée sur les femmes subit une instrumentalisation naturalisante classique.

Entre 2004 et 2005 le suivi d'un groupe de femmes chercheuses ayant pour projet de montrer leur propre ONG s'est révélé très instructif. La plus âgée de ces femmes, une philosophe plusieurs fois évoquée s'apprête en 2005 à quitter l'Ouzbékistan et à rejoindre son mari physicien, ayant obtenu des séjours d'étude aux États-Unis. Sa fille a elle aussi fui sa belle-famille pour se réfugier chez ses parents et échapper à l'enfermement domestique, alors qu'elle enseignait à l'université de la diplomatie. Cette intellectuelle qui approche la soixantaine, ancienne membre du parti, ex-conseillère politique du comité central pour la culture entre 1989 et 1991, a côtoyé de près Islom Karimov, a travaillé 6 mois au Centre de l'opinion publique, et en 2004 espère encore fonder une ONG dédiée à la libération des femmes et à la démocratie, sur laquelle elle réfléchit depuis de longues années, cherchant à se départir de la différence postulée entre démocratie orientale et occidentale. Elle est entourée de femmes plus jeunes de disciplines diverses — droit, littérature, langues étrangères, philosophie — toutes d'origine ouzbèke, issues de lignées intellectuelles, mais parlant russe entre elles — une langue internationale, disent-elles. Ces femmes viennent discuter à notre domicile, cherchant un soutien technique et amical à leur projet d'ONG et exposant leurs

⁸ Cf. Nacira GUNIF-SOUILAMAS, Eric MACE : *les féministes et le garçon arabe*. Paris, Edition de l'Aube, 2006

motivations dans lesquelles sont étroitement intriquées souffrances personnelles dues à la domination masculine domestique et aspirations intellectuelles et morales à une autre vie, une société plus libre et plus « démocratique ». *Lumières de l'amour*, tel est le nom de leur ONG pour laquelle elles cherchent ardemment des financements. Très cultivées, ayant lu Tocqueville et Rousseau, ces femmes à la forte personnalité sont pourtant bien confuses dans leur souhait d'aider tout à la fois le peuple et le gouvernement à développer une « société civile » aux vertus stabilisatrices ; contrairement aux leaders confirmés d'ONG elles ne parviennent pas à se désengager de la manipulation étatique de « l'idée nationale ». En 2005, j'en retrouve abattues après le massacre d'Andijan. L'une est décédée, les autres se sont dispersées et tout espoir d'inscrire une activité collective dans la société les a quittées. Elles observent avec effroi autour d'elles, dans les milieux intellectuels, l'évolution des mariages et de la situation faite aux femmes : tout se passe comme si l'isolement du pays, sa fermeture étaient reproduits au niveau micro social dans la famille, plus que jamais axée sur sa clôture et livrée à l'obsidionalité.

L'utilisation des belles-filles comme domestiques corvéables à merci et gratuites s'inscrit dans ce paysage où il s'agit moins d'économiser des ressources monétaires — un calcul qui revêtirait une certaine rationalité économique — que de rendre impénétrable à toute présence, tout regard étrangers, la famille. Une homogénéisation des pratiques face aux brus est ainsi observable aux pôles extrêmes de la stratification sociale — des professeurs d'université aux paysans — faisant des femmes une proie, asservie, écrasée, interdite de travail extérieur et de sortie. Pour le petit groupe de femmes qui envisageait de participer à de nouvelles dynamiques sociales, cette configuration qui annihile les efforts de leurs parents à l'époque soviétique les laisse sans voix, désespérées. Ainsi les femmes cristallisent, ici comme ailleurs, une pathologisation sociale et politique qui engloutit les timides percées des ONG durant une décennie. Pour mieux appréhender les singularités de cette situation sans doute faut-il pourtant tenter de comparer le présent à la période soviétique, où la résistance conservatrice à la pénétration étrangère que représentait inévitablement l'URSS dans un premier temps — en termes culturels et culturels — s'est jouée sur la domination des femmes à l'intérieur de la famille et le maintien d'une organisation patriarcale des rapports hiérarchiques internes. Ainsi logé dans des pratiques et des rapports oppressifs sur les femmes — objet de l'entre-soi et acteurs symboliques de la production identitaire, mais acteurs idéologiques de l'émancipation soviétique et sujets du progrès — l'identité ouzbèke fétichisée à travers *o'zbekchilik* (les usages ouzbeks) — clamé aujourd'hui, inconnu aux

premiers temps de l'URSS — se libère par une surenchère de la domination des femmes et déclenche un des pires épisodes régressifs de la condition féminine⁹.

En juin 2005, une conférence sur l'avenir de la science, se tient en centre ville au présidium de l'académie des sciences, majestueux bâtiment de style tendanciellement islamo-stalinien, comme le magnifique petit opéra de Tachkent. La conférence qui a pour objectif de donner des directives à toutes les disciplines — sciences sociales, humaines, exactes — est ouverte par un ancien ambassadeur d'Ouzbékistan en France, directeur d'un centre étatique des « droits de l'homme », installé dans un immeuble où il est bien difficile de pénétrer tant il faut montrer de documents à l'entrée. L'homme, qui est un bras droit du chef de l'État, s'appuie sur les écrits de ce dernier pour décrire le « renouvellement démocratique » du pays qui serait l'un de ceux où il y aurait le moins de détenus en prison. Il appelle les sciences sociales à mieux servir l'État et à élaborer plus efficacement une idéologie qui défende la société contre « l'attaque idéologique » dont elle a été victime, après la tragédie d'Andijan ; « le déchainement dans le monde des mass média et internet équivalent, dit-il, à une arme de destruction massive » qu'il faudrait limiter. Comme du temps de l'URSS, la force de l'idéologie est réaffirmée et la croyance qu'elle peut être un rempart et un outil de cohésion perdure. Dans l'amphithéâtre, les laboratoires et les instituts sont représentés par de petites délégations, et leurs directeurs viennent exposer à la tribune les résultats mirobolants de leurs recherches. Vieux philosophes et ethnographes forment un groupe compact, où parfois l'un d'entre eux s'endort discrètement. L'ouzbek est la langue obligatoire de la conférence. Dans cette période de terreur omniprésente, où les émissions étrangères sont brouillées, les rumeurs de rapatriement par les ambassades de leurs ressortissants circulent et la crainte d'attentats augmente, cette conférence aux aspects surréalistes, entend fermer toute porte de sortie pour les chercheurs comme pour la population, prise au piège d'une indépendance dont la glorification assourdissante et épuisante les refoule dans une souricière qui semble devoir encore durer... jusqu'à quand ? peut-on s'interroger en 2008.

Cette conférence sur la science, événement majeur de réaffirmation de la toute-puissance de l'État sur la recherche, nous amène maintenant à quitter les sciences sociales idéologiquement asservies pour permettre au lecteur de poursuivre son périple dans l'univers des sciences exactes.

⁹ Marfua TOKHTAKHODJAEVA : *Between the Slogans of Communism and the laws of Islam : The Women of Uzbekistan*. Lahore-Pakistan, Shirkat Gah, 1995 ; Marfua TOKHTAKHODJAEVA et Elmira TURGUMBEKOVA : *The Daughters of Amazons : Voices from Central Asia*. Lahore-Pakistan, Shirkat Gah, 1996.

3.

Désinternationalisation de la science et crises marchandes

Pénétrer l'univers des sciences exactes au printemps 2005 se révéla une entreprise ardue. En effet, en janvier 2005 une décision du présidium de l'académie des sciences précise que pour être en contact avec un étranger tout chercheur doit en demander l'autorisation, et ordonne que toute conversation, même de cinq minutes, fasse l'objet d'un rapport. Malgré tout, l'investigation fut très instructive tant les différences sont nombreuses avec les sciences sociales, dévoilant des hétérogénéités passées et présentes. Puisque le lecteur a maintenant une idée assez précise des visages de l'histoire, de l'archéologie, de l'ethnographie, de la philosophie et de la psychologie, abordons immédiatement quelques points saillants de la confrontation de ces deux planètes avant toute analyse concrète des configurations. La défonctionnarisation des chercheurs, la mise en place d'appels d'offre par l'Etat, la contractualisation sur des projets financés pour une période de un à trois ans a concerné de manière indistincte toutes les sciences, mais elle a eu des effets contrastés, voire divergents. Alors que dans le champ des sciences sociales elle a débouché sur une concurrence interpersonnelle débridée, en sciences exactes elle a au contraire soudé des microcollectifs et cimenté des réseaux d'entraide. La raison en est assez simple, renvoyant aux modes de production de la recherche : si, en sciences sociales, l'œuvre est en dernier ressort plus aisément solitaire, personnelle par l'écriture, en sciences exactes la paillese polarise le groupe et le hiérarchise autour d'une découverte commune. Le délabrement général

des laboratoires de sciences exactes, la vétusté des instruments, la pénurie de tout, y compris de papier et de crayons, ont conduit à la formation de petites équipes très solidaires dans leur travail, mais aussi dans leur vie extérieure, liant les individus par l'amitié au fur et à mesure que maintenir l'activité scientifique devenait une tâche héroïque : par ailleurs des équipements indispensables se trouvant en nombre limité et dispersés aux quatre coins de la cité des sciences, l'usage s'est répandu d'accueillir ponctuellement dans les laboratoires tout chercheur ayant le besoin urgent d'une mesure technique. Ainsi la circulation des acteurs est devenue une pratique courante et les occasions de se rencontrer et de se soutenir sont multipliées. Ajoutons que dans les laboratoires les chercheurs et techniciens viennent quotidiennement et restent une bonne partie de la journée à leur poste de travail, à la différence de l'académie des sciences sociales où un seul jour de présence hebdomadaire est requis.

Néanmoins, au-delà de la détermination des conditions matérielles de la recherche, d'autres facteurs doivent être mentionnés pour expliquer ce profil particulier des rapports sociaux dans les sciences exactes. En premier lieu interviennent la difficulté intrinsèque de les idéologiser, la résistance à l'idéologisation des résultats que présentent les sciences exactes, d'une manière générale et quelle que soit la période, bref leur dimension infra-idéologique en regard des sciences sociales ayant vocation, comme nous l'avons vu, à construire la « propagande idéologique ». Cette moindre valence idéologique s'est vue traduite, semble-t-il, d'après les récits recueillis, dans l'incitation bien moins forte pour les chercheurs d'être membres du Parti y compris pour être directeur de laboratoire à l'époque soviétique. D'aucuns disent même qu'un directeur d'un grand institut ne rentra au Parti qu'après sa nomination. On trouve donc beaucoup moins de membres du Parti en sciences exactes qu'en sciences sociales où l'appartenance au Parti était une condition d'ascension sociale. Corollairement la croyance en l'universalité de la science au sens fort du terme y reste très enracinée, l'évocation de la « science nationale » faisant sourire, éclater de rire, ou encore mettant franchement en colère, tant elle apparaît un non-sens. Cette perspective universaliste va de pair avec la représentation « internationale » et « cosmopolite » que la collectivité entretient d'elle-même, même si cette dimension positive aux yeux des acteurs est en déclin. En effet, les sciences exactes ont subi un exode massif, les compétences des chercheurs soviétiques ayant été aisément achetés à la chute de l'URSS par les pays occidentaux. Néanmoins, des chercheurs d'origine non ouzbèke sont restés, trouvant dans leur groupe professionnel un milieu resté ouvert et égalitaire à leur égard. L'atmosphère est donc là encore moins axée sur la clôture de l'ouzbékitude que dans les sciences sociales. C'est dire que les sciences

exactes sont tendanciellement à contre courant de la vague essentialiste qui balaye les chercheurs de sciences sociales et les projette sur les murs de l'ontologie archaïque. Consécutivement on parle russe systématiquement, langue scientifique par excellence dans l'esprit des acteurs.

Nous invitons maintenant le lecteur à nous suivre dans deux instituts : l'un fut le plus grand établissement de recherche sur les plantes de toute l'URSS, comprenant 600 chercheurs dont seuls à peu près 200 sont encore là. L'autre est ce qui reste d'un laboratoire d'analyse soit une petite niche de survie féminine, emblématique des processus sociaux en cours.

Un combat contre la désagrégation

L'institut de recherche sur les plantes que nous baptiserons ADIN a été fondé en 1956 et offre de l'extérieur un visage imposant avec son grand bâtiment principal où, à chaque étage, se situent d'interminables couloirs sombres qu'il faut parcourir pour pénétrer dans les bureaux des chercheurs et quelques laboratoires d'analyse. Les solides portes de bois donnent le style de l'ensemble de l'institut au sein duquel l'activité scientifique continue contre vents et marées dans un décor presque totalement figé qui évoque les années 1960-70. C'est dans ce bâtiment au rez-de-chaussée que la directrice possède ses bureaux et son secrétariat, récemment rénovés. Derrière ce bâtiment s'étend un vaste terrain où l'on remarque plusieurs autres immeubles de toutes tailles, des jardins de culture de plantes odoriférantes à différents endroits, mais aussi d'autres laissés en friche. Les arbres nombreux où s'abritent des multitudes d'oiseaux pourraient conférer à ce lieu une allure champêtre tant il semble isolé de la ville et calme. Pourtant la dégradation est telle que le sentiment de déambuler dans un champ de ruines sourd, atténuant l'agrément de s'asseoir au soleil, sur un banc en désagrégation sous une des tonnelles oubliées que plus personne n'entretient. Les chercheurs et leurs équipes se rassemblent parfois dans un de ces recoins de l'immense parc aux aspects dévastés et c'est d'ailleurs dans l'un de ceux-ci que je m'installerai moi-même, profitant d'une table bancale et fissurée, à l'abri des indiscrétions, pour noter les discours des gens face à moi. Un garage au toit percé — près de l'entrée des voitures dont le gardien est des plus rébarbatifs — jouxte une cantine sordide devenue privée et le plus souvent vide, depuis que les chercheurs ont appris à leurs dépens les effets d'une hygiène déplorable. Chacun mange donc à son poste de travail les mets de sa gamelle préparés à la maison. Autrefois une crèche et un jardin d'enfants existaient dans l'institut ; une salle de prière y a été brièvement ouverte après 1991.

L'institut est maintenant orienté sur trois branches : pharmacologie, cosmétiques, engrais pour l'agriculture. A l'époque soviétique il obtint de nombreux brevets et avait un profil d'excellence. Quelques-uns de ces brevets continuent maintenant encore à donner aux chercheurs qui en furent jugés « auteurs » ou « collaborateurs » quelques revenus issus de la vente des produits en Russie. Un des médicaments est en particulier jugé par les chercheurs comme la plus merveilleuse de leurs « découvertes » au point que même après l'indépendance, un dirigeant russe aurait envoyé un avion en chercher à l'institut pour sauver un membre de sa famille. Aujourd'hui il collabore avec une très grande firme et un laboratoire privé français qui est dirigé par un homme originaire d'Ouzbékistan. La coopération avec ce laboratoire médiateur de celle avec la firme française est au centre des rapports sociaux internes à l'institut. En effet, le laboratoire achète des substances produites par l'institut qui sont parfois, semble-t-il, apportées par des chercheurs invités à des voyages d'études et d'agrément en France. Ces substances se vendent au milligramme et sont d'un coût très élevé. L'apport financier du laboratoire français fournit une part substantielle des salaires des chercheurs de l'institut auxquels sont concédés des pourcentages variables sur les bénéfices. Le montant de ces pourcentages relève de décisions plus ou moins occultes pour tous. Il n'est pas réellement lié à une échelle hiérarchique mais plutôt à une proximité avec le département de production de ces substances et à ses réseaux de ramification et d'interdépendance dans tout l'institut, chacun pouvant revendiquer d'être nécessaire d'une manière ou d'une autre dans la chaîne de production. Mais le contrat signé en 1990 entre l'institut et le laboratoire français fixe 30% de redistribution pour l'ensemble des chercheurs qui connaissent ce chiffre. Le précédent directeur de l'institut — le quatrième depuis 1956 et le seul, insiste-t-on, à ne pas être issu d'une « lignée scientifique » — fut renvoyé pour avoir apparemment dépassé les bornes acceptables de préemption, se servant lui-même et sa famille dans des proportions si élevées sur ces 30% qu'il ne restait que des miettes pour les chercheurs de l'institut. En effet, son fils avait été arrêté par la police pour implication dans un groupe islamiste et son père dut payer une énorme somme pour le sortir de prison. De surcroît sa parentèle était si nombreuse à l'institut qu'à elle seule elle aurait totalisé 17 salariés. La directrice actuelle de l'institut — dont le frère a été premier ministre de l'Etat indépendant mais a été ensuite démis de ses fonctions par le chef de l'Etat — est très défavorable à ce contrat avec le laboratoire français avec qui elle tente de rompre les relations au désespoir de tous les chercheurs effrayés de perdre ce revenu. Femme d'une cinquantaine d'années, énergique, autoritaire et si impulsive que d'aucuns la qualifient dans l'institut d'« hystérique », elle a été nommée à ce poste politique en

raison de ses liens de parenté et d'alliance forts avec quelques membres proches du pouvoir.

Rencontré en 2005 après l'enquête, le directeur du laboratoire français qui est un leader mondial dans son domaine est un homme âgé d'un peu plus de soixante ans, chaleureux et ouvert, dont la trajectoire complexe est typique de la guerre froide. D'origine ukrainienne juive, son grand-père avait fui en 1920 la jeune URSS mais son père, apatride, fut un militant communiste fervent tout en étant directeur d'usines au Maroc et en Syrie dans les années 50. C'est à l'ambassade d'URSS à Alger qu'il allait chercher les livres d'information soviétique qui lui servaient dans sa propagande active. Il fut donc expulsé du Maroc comme « agitateur communiste », fut envoyé en RDA où il fut mis en prison neuf mois avant d'être « sauvé » par le consul soviétique d'Alger. En 1955 il part enfin vers la « terre promise » de l'URSS et s'arrête à Tachkent où il trouve un travail d'ingénieur. Son épouse, française, qui avait été employée de poste en Syrie et au Maroc est embauchée comme professeure à l'institut des langues du monde après avoir repassé des examens. Le directeur du laboratoire français a alors dix ans quand il arrive dans la république soviétique d'Ouzbékistan qu'il fuit en 1976 pour s'installer en France où en 1986 il monte son entreprise. Dès 1989 il est contacté par l'institut ADIN, dirigé alors par une femme d'origine russe qui a succédé au fondateur de l'institut, grand savant d'origine ouzbèke dont le fils devint académicien à Moscou et dirigea un institut de recherche célèbre. Ce fondateur — qui fut l'élève d'un chercheur russe venu faire des recherches en France — y fit lui-même quelques stages d'étude. La directrice de l'institut ADIN réclame à l'entrepreneur français une aide financière, un dû, dit-elle, qui remboursera sa dette à l'égard de l'URSS qui a assuré sa formation scientifique. Il se plie à cette demande et la collaboration fonctionne relativement bien jusqu'à l'arrivée de la nouvelle directrice de l'institut dont l'hostilité et l'arrogance l'ont conduit à suspendre depuis 2004 ses voyages réguliers à Tachkent. Attaché aux chercheurs de l'institut dont il apprécie la rigueur, l'honnêteté et les compétences scientifiques, cet homme — qui affiche ses convictions anticommunistes et antisoviétiques et a fait venir sa mère et ses frères et sœurs en France — déplore les entraves actuelles à la coopération. C'est dans ce contexte microsocial et global épincieux qu'avec mon collaborateur nous implantons l'enquête dans l'institut. Ma citoyenneté française est un atout en raison des liens tissés avec le laboratoire français et les chercheurs me demandent immédiatement de leur trouver des contacts européens dans leur branche pour répondre à des appels d'offre internationaux, ce que je fais avec plaisir et succès, second facteur favorable pour établir des relations de proximité. En revanche la volonté de la directrice de

l'institut de rompre le contrat avec le laboratoire français, sera finalement d'autant plus projetée dans le champ de l'investigation que les chercheurs tiennent à ce rapport qui permet leur survie matérielle et morale. Ma présence s'inscrit de ce point de vue d'autant plus dans une contradiction interne que les contacts que je favorise avec des chercheurs européens se mettent en place sans que les chercheurs de l'institut aient informé leur directrice. Cette dernière a néanmoins au départ passé outre l'absence d'autorisation de mener la recherche du présidium de l'académie des sciences, qui renvoie lui-même ensuite au ministre des affaires étrangères qui serait seul habilité à délivrer une autorisation ; les lettres officielles que j'envoie ne recevront jamais de réponse. Enfin au fur et à mesure que l'investigation se développe les conditions politiques après le massacre d'Andijan deviendront de plus en plus lourdes, conduisant à mon expulsion de l'institut un matin identique aux autres. Le risque pris par la directrice de me laisser quotidiennement aller et venir à ma guise tout au long de la journée — attirant la sympathie de tous, m'invitant aux fêtes d'anniversaire organisées dans les départements et les laboratoires — devient alors bien trop grand, mettant en jeu non seulement son poste mais aussi sa sécurité et celle des autres.

C'est à l'extrémité du parc de l'institut, bien loin du bâtiment principal que je commence l'enquête, dans une unité de recherche dont le directeur est d'origine russe et auquel j'ai été confiée. Cette unité qui comptait autrefois trente salariés en a aujourd'hui à peine dix ; le petit immeuble au sous-sol duquel rats et souris destinés aux expériences répandent une odeur insupportable, est certainement un des plus détériorés de l'institut, avec ses toilettes cassées, sans lumière, jamais nettoyées et la plupart du temps privées d'eau. L'unité de recherche comporte plusieurs laboratoires aux aspects muséographiques avec ses vieux flacons et éprouvettes de verre. Dans l'un de ceux-ci une femme sans âge d'origine arménienne y est affectée depuis quinze ans, muette, prostrée, au regard inquiet ; à ses côtés une technicienne volubile d'origine coréenne, membre de l'association des savants coréens d'Ouzbékistan, semble l'ignorer. Cette femme de soixante-cinq ans, mince, aux élégantes jupes évasées suivant une mode d'un autre âge, avec son impeccable chignon est issue d'une famille née en Corée du Nord à l'époque tsariste, ayant migré à Vladivostok, puis déportée en 1937 à Boukhara et venue enfin à Tachkent. Son père, militaire, était un activiste du Parti. Elle a été affectée il y a dix-sept ans dans ce laboratoire contre sa volonté. N'ayant jamais pu finir sa thèse, compte tenu des nombreux changements d'instituts qui ont jalonné son parcours, se remémorant les plus prestigieux d'entre eux, dirigés par la présidente du soviet suprême de l'Ouzbékistan, ou par la fille de Rachidov, ex-secrétaire général du Parti dans la république, elle « exécute les ordres » comme elle le dit.

Mariée et veuve deux fois, sans enfants, elle vit seule et n'a jamais envisagé de quitter l'Ouzbékistan dont elle dit adorer le peuple. Elle s'adonne au « marketing en chaîne » pour des « élixirs de jeunesse » d'une marque aux consonances françaises, qui fait partie des très nombreuses escroqueries qui ont suivi l'écroulement de l'URSS. Il faut en effet trouver beaucoup de clients pour récupérer l'investissement initial ! Dans un autre des laboratoires de l'unité de recherche, un vieil homme de soixante-quinze ans — coiffé d'une calotte traditionnelle — est penché sur son bureau, entouré de panneaux jaunis peints à la main, représentant des séries de plantes. Médecin de formation, il préfère continuer à travailler avec un salaire minime que de rester chez lui avec sa femme, médecin aussi, qu'il a rencontrée durant ses études et a épousée « par amour ». L'un et l'autre sont enfants d'ouvriers ouzbeks et petits-enfants de paysans et il me montre la photo du vice-recteur russe de l'institut de médecine qui l'a poussé dans cette voie professionnelle, en signe d'une reconnaissance inaltérable. Il égrène les étapes de sa carrière soviétique à Bishkek, Moscou et Leningrad, tout en se consolant que tout dans le laboratoire date encore de cette période prestigieuse, puisqu'il ne saurait s'adapter à des équipements nouveaux. Le couple n'a eu qu'une fille — devenue médecin et mariée à un médecin — trop préoccupé, dit-il, par la science.

Descendons maintenant au sous-sol où trois vieilles dames laborantines d'origine russe et tatare s'occupent des rats et des souris dans une atmosphère irrespirable. Il me fallut beaucoup de temps pour les convaincre de venir discuter et, à travers leur résistance, pointer l'efficacité symbolique d'une structure hiérarchique bien plus forte en sciences exactes qu'en sciences sociales : la considération pour la science implique en effet l'incorporation de l'infériorité dans le cadre d'une stratification qui prend la connaissance pour critère alors qu'en sciences sociales la hiérarchie paraît plus politique, laissant la critique des supérieurs possible dès lors qu'elle est émise en face-à-face. « je ne suis rien, je n'ai pas de doctorat », commence par dire la plus ancienne des laborantines de soixante-quinze ans aux cheveux teints en roux qui a terminé ses études de vétérinaire en 1953, a travaillé avec son mari dans un sovkhose avant d'être affectée à l'institut ADIN en 1961. Elle ne tarit pas d'éloges sur le passé soviétique, le bouillonnement scientifique de l'équipe, le respect que le directeur lui accordait, la cordialité des chercheurs qui lui donnaient leur résumé de thèse, son soin des animaux de laboratoire, et enfin le voyage à Leningrad où l'institut l'envoya visiter d'autres laboratoires modèles pour améliorer celui de Tachkent, ce qu'elle fit avec dévouement et passion. Le directeur de l'institut l'encouragea même à aller au théâtre à Leningrad, souvenir inoubliable ! Son récit s'arrête net à « l'horreur » de l'indépendance, rupture irréfragable dans sa vie personnelle et

professionnelle, l'institut plongeant de son point de vue — partagé par tous — dans un déclin irréversible.

Un peu plus jeune, née en 1935, les cheveux recouvert d'un fichu noué sous le cou, édentée, sa collègue d'origine tatar (de Kazan), qui a été embauchée dans l'institut en 1975, grâce à la vétérinaire, après un emploi de femme de ménage, a très peur qu'arrive un moment où « on chasse les vieux du travail ». Ex-ouvrier, son mari touche 29 000 soums de pension, et elle-même cumule sa demi-pension de 14 000 soums et 22 000 soums de salaire de l'institut. Issue d'une famille qu'elle qualifie de « pauvre », elle a la hantise de devenir encore plus « pauvre » qu'à l'époque soviétique durant laquelle aucun de ses enfants n'a pu poursuivre d'études, à son grand regret. C'est debout, face aux rats, que je discute avec la troisième laborantine d'origine russe, âgée de soixante-treize ans, diplômée de l'École Normale, ancienne enseignante de littérature russe et d'économie, veuve, dont les enfants ont fui l'Ouzbékistan pour trouver du travail. Dans un geste maintes fois observé, les mains liées, elle rappelle que du temps de l'URSS, « quand nous étions tous ensemble, c'était tellement mieux, on ne faisait aucune distinction entre les "nationalités" et les familles restaient ensemble... On a trop souffert avec l'éclatement de l'URSS et moi je fouille la merde ici pour pouvoir manger ». Véritables fantômes de l'unité de recherche, ces trois femmes accomplissent leur travail avec conscience dans des conditions telles qu'elles le méprisent profondément, et en sont venues à se mépriser elles-mêmes.

L'unité de recherche où évoluent ces personnages maintient néanmoins coûte que coûte une activité de pointe, sous la houlette de deux chercheurs principaux, cinquantenaires. L'un est le vice-directeur d'origine russe qui refusa de quitter Tachkent pour sa mère, chez qui il s'installa durant quatre ans avant sa mort, avant de retourner habiter avec son épouse. L'autre est une femme de père ouzbek et de mère ukrainienne — actrice de cinéma connue —, avec laquelle le vice-directeur travaille assidûment, dans une collaboration scientifique étroite et une amitié réelle. S'efforçant de faire face avec une grande dignité à des difficultés répétées, évitant de laisser apercevoir leur nostalgie du passé et leur tristesse d'avoir vu leurs enfants fuir l'Ouzbékistan, ils forcent l'admiration, stoïques et lucides, sobres et solidaires, défendant corps et âme un outil de travail qui sombre et qu'ils ne se résolvent pas à abandonner. Au contraire, la fille du quatrième directeur de l'institut — renvoyé pour corruption — compte bien quitter cette unité de recherche où son père l'a placée après l'avoir mariée à 22 ans au fils d'un vice-ministre qu'il a choisi alors qu'elle aurait espéré faire son doctorat et poursuivre dans l'indépendance sa carrière. Aujourd'hui, amère et lasse de ne gagner que 30 000 soums, elle envisage de s'orienter vers la cosmétologie, plus lucrative, et

surtout projette sur sa propre fille la liberté dont elle n'a pu jouir dans un pays sur lequel elle porte un regard froid car « sans avenir ». Sous la direction scientifique de nos deux cinquantenaires, quelques jeunes doctorants s'inscrivent dans cette unité de recherche, qui coopère avec un autre petit institut dont la directrice est d'origine russe et que nous retrouverons ultérieurement sous la forme d'un gynécée scientifique en quasi faillite. Jeunes étudiants et stagiaires en faible nombre se révèlent aspirés par la morosité, n'ayant pas acquis la force de caractère de leurs aînés, désespérés par l'absence de débouchés, et par les obstacles qui obstruent tout projet positif de vie. Aux côtés d'une jeune fille d'origine coréenne, une jeune femme d'origine russe souhaite finir sa thèse au plus vite tout en affirmant qu'elle ne lui servira à rien. Une fois de plus la présence d'une mère qu'on ne peut abandonner a interdit son départ — avec son mari d'origine tatare et sa fille — vers la Russie. Au printemps 2005 une nouvelle chercheuse d'origine ouzbèke est venue renforcer l'unité de recherche qui en a bien besoin. Motivée principalement par une augmentation de ses revenus — compte tenu que son précédent emploi était à mi-temps et ne lui procurait que 16 000 soums — cette fille d'académicien dont toute la parentèle est investie depuis longtemps dans la recherche scientifique principalement à Moscou, est divorcée et vit seule depuis le mariage de ses enfants.

Arrêtons ces quelques portraits des personnels de l'unité de recherche qui, dès que la communication s'approfondit, se révèlent mélancoliques sur le présent et accablés à l'idée du futur. L'unité de recherche relève d'un département dont le directeur d'origine ouzbèke — dans ce poste depuis 18 ans - possède un bureau étrangement lumineux au fond du couloir. Fils de médecin et médecin de formation lui-même, il a auparavant travaillé à Moscou dans un laboratoire du ministère de la défense, spécialisé sur les armes chimiques de destruction massive. Il déplore avec colère le manque d'équipements aux normes internationales, l'absence d'argent pour maintenir les brevets acquis à l'époque soviétique et publier actuellement, le terrible isolement dans lequel les chercheurs s'enfoncent, le « trou » de science qui se profile lorsque sa génération partira et ne sera plus remplacée. Il juge aussi sévèrement le contrat avec le laboratoire privé français qui se serait considérablement enrichi en exploitant les recherches de l'institut de Tachkent, bien que, comme les chercheurs les plus hauts placés de l'unité de recherche, il perçoive des dividendes.

Revenons donc sur ce contrat qui cristallise les contradictions internes, inscrit une hiérarchie cachée par les subsides personnels reçus, divise et unifie à la fois groupes et individus, enfin conserve l'institut en vie comme la seule perfusion venant du monde externe. Ce contrat - par ses effets — illustre avec pertinence les transformations qui ont affecté la recherche scientifique en Ouzbékistan et ont

pour cause principale le dégagement global de l'Etat des instituts et son engagement dans des financements partiels insuffisants pour permettre le maintien d'une productivité collective d'excellence. Si en sciences sociales, l'idéologie colmate les béances créées et assure — au-delà de son contenu inversé — une relative continuité, en sciences exactes, où l'information et des équipements de pointe sont le minimum requis pour ne pas être exclu de la concurrence internationale, la fracture est brutale et selon toute probabilité définitive, vu l'âge et la condition morale et matérielle des meilleurs chercheurs. Unique lien marchand avec l'univers globalisé de la science, ce contrat stigmatise la dépendance et l'infériorisation progressive de chercheurs qui se considéraient comme l'élite de l'URSS et se flattaient tant de refléter l'empire par leurs origines multiples. Chacun est conscient et honteux de perdre malgré lui, un peu plus chaque jour, de ses capacités cognitives.

Le passage de la science au marché que désigne *in fine* ce contrat — suivant là une orientation mondiale partagée par tous les pays — institue une crise locale d'autant plus profonde que quels que soient les efforts des chercheurs, nulle part autour d'eux ne se présentent des leviers financiers suffisants pour que leurs recherches gardent un niveau encore acceptable. La division internationale du travail scientifique qui résulte des conceptions marchandes dominantes de la connaissance se voit ainsi remarquablement concrétisée dans l'institut de Tachkent, voué à un éclatement prochain en petites équipes qui sauront associer ressources monétaires et affiliation politique au régime. La directrice actuelle a d'ailleurs amorcé cette dynamique en créant, dès sa nomination, sa propre unité de recherche qui se développe avec succès et en souhaitant rompre le contrat avec le laboratoire privé français qu'avait tant privilégié son prédécesseur pour les bénéfices qu'il en retirait. Au-delà de cette étape de morcellement en microcollectifs éphémères et intrinsèquement fragiles en raison de leur double subordination politico-économique, c'est l'ensemble du potentiel stable de recherche de l'Ouzbékistan qui paraît promis à plus ou moins court terme à la disparition, processus en cours dans bien d'autres pays que la globalisation éloigne toujours plus des centres de décision du monde et du capital du savoir, abandonnant ses intellectuels doués à leurs univers intérieurs chimériques, désormais unique champ d'investissement de leur intelligence.

Tentons de mieux appréhender les enjeux ambivalents que concentre au plan interne le contrat établi avec le laboratoire français qui achète les fameuses substances dont une quantité infinitésimale suffit à grossir substantiellement les salaires d'une vingtaine d'employés de l'institut. Le lecteur doit ici se remémorer que les brevets obtenus à l'époque soviétique pour plusieurs médicaments qui sont

toujours sur le marché russe rapportent aussi des suppléments de revenus à des chercheurs et à leurs collaborateurs. Dans les deux cas, un pourcentage sur les bénéfices a été attribué à l'individu par un acteur en position dominante dans la chaîne de production de la substance ou de la molécule, ce qui ne recoupe pas nécessairement un poste hiérarchiquement supérieur dans une unité de recherche ou un département puisque la coopération de plusieurs laboratoires est indispensable. Dans le cadre des « brevets soviétiques », une centaine de personnes peut percevoir des dividendes et ce jusqu'au gardien du laboratoire qui est jugé avoir « aidé ». Le pourcentage sur les bénéfices fait généralement l'objet de revendications de la part du salarié, estimant qu'il a été désavantagé en regard de sa contribution scientifique. Les rivalités que créent ces pourcentages sont bien sûr de plus en plus fortes au fur et à mesure que les effets de la contractualisation sur projets se font plus durs : une unité de recherche qui n'obtient pas de financement sur un projet d'Etat est en effet désormais supprimée. L'ensemble de ces facteurs a pour conséquence d'annuler tendanciellement la hiérarchie fondée sur les mérites scientifiques au profit d'une rehiérarchisation de caractère économique. Le chercheur qui, dans la concurrence des appels d'offres d'Etat, se voit attribuer plusieurs financements, embauche des collègues — de l'institut ou non — pour une recherche précise et on observe *in fine* une concentration des subsides sur de petits groupes dont certains membres cumulent à la fois les dividendes des « brevets soviétiques » et ceux du laboratoire français.

Dans ce contexte l'attachement que beaucoup manifestent au lien avec le laboratoire français dépasse l'intérêt strictement matériel. Ils perçoivent en effet qu'aujourd'hui ils n'ont plus aucune chance de voir leurs « découvertes » atteindre un pôle important du monde global puisque l'étape de Moscou — qui était autrefois la validation suprême — n'est maintenant qu'une phase qui risque d'ailleurs de se révéler captatrice et de bloquer le cheminement de la « découverte ». De surcroît à l'époque soviétique les tests des médicaments étaient assurés par l'Etat central alors qu'actuellement l'institut devrait payer ces tests mais ne dispose pas des fonds pour le faire. Certains chercheurs pour vaincre tous ces obstacles et rompre l'isolement imaginent une sorte de « troc » qu'ils pourraient proposer à des laboratoires européens ou américains, à qui ils donneraient gratuitement leurs substances en échange de la mise en œuvre de tests des médicaments. Les dernières expériences de collaboration de l'institut avec des multinationales contredisent pourtant de tels rêves qui maintiennent l'espoir chez les chercheurs. Entre 1985 et 1994, l'institut a coopéré avec une grande compagnie française qui avait une représentation à Tachkent pour l'invention d'un défoliant à la fois très efficace et aux qualités écologiques. Ce défoliant dont l'entreprise

française a obtenu le brevet n'a jamais plus pu être utilisé en Ouzbékistan puisque l'Etat indépendant n'a pas eu les moyens de l'acheter, alors que la république, sous l'URSS, l'avait déjà mis en pratique pour l'expérimentation. Le directeur du laboratoire qui avait été à la tête de cette coopération fut invité en Argentine en guise de remerciements. Aujourd'hui, il a reçu un financement de l'Etat pour un projet qui vise à trouver un nouveau défoliant aux qualités identiques au précédent, dont l'un des composants est fabriqué par un laboratoire russe qui en a le brevet. Cet homme âgé et jovial qui est directeur de son laboratoire depuis trente-cinq ans et a reçu de multiples prix « soviétiques » pour ses « découvertes », s'efforce de ne pas se laisser abattre et continue à travailler avec ardeur en cachant ses doutes sur le taux de réussite de la recherche qu'il mène. Mais au fond de lui-même, l'histoire de cette « découverte volée » l'a persuadé, comme bien d'autres, de l'inaccessibilité du marché scientifique pour un institut comme celui de Tachkent. Il ne lui reste qu'à se souvenir avec joie qu'un jour il fut consacré l'un des cent meilleurs chercheurs soviétiques, ce qui lui valut le privilège de pouvoir se faire soigner, lui et les siens, dans la polyclinique réservée à l'élite politique, où en 2005 son épouse est hospitalisée. Aux fêtes d'anniversaires qu'il organise dans son laboratoire, des chercheurs de tous les instituts se pressent et, dans une atmosphère chaleureuse et bruyante, s'envivent avec les alcools variés que concoctent avec des herbes le vieux directeur de l'institut qui les conserve dans son petit frigidaire. Ouvrons une parenthèse sur les fêtes d'anniversaires à l'institut, qui sont très fréquentes et où de grandes tables recouvertes de mets divers et bien disposés offrent le spectacle d'une abondance bien trompeuse. Ces fêtes où sont conviés parfois la directrice de l'institut et ses adjoints semblent avoir pour finalité symbolique de faire revivre — ne serait-ce que le temps d'un repas — un passé scientifique prestigieux. Plus formelles qu'à l'institut BIR, elles rassemblent les acteurs de tous les grades qui se parent de leurs plus jolis vêtements et participent activement aux préparations culinaires.

L'institut a fait dans les dernières années des expériences encore plus pénibles que la coopération mentionnée sur un défoliant avec une grande compagnie française. Des délégations chinoises et coréennes ont en effet visité plusieurs laboratoires de l'institut et ont demandé des dossiers complets de recherche sur différents médicaments afin de les étudier et de construire une collaboration scientifique et économique. Les chercheurs de l'institut se sont empressés de répondre à cette demande inespérée, le mieux qu'ils le pouvaient, entrevoyant une porte de sortie du cloaque dans lequel ils s'enfoncent. Les dossiers ont donc été remis en temps voulu et Chinois et Coréens ne sont jamais revenus. Ces échecs répétés accentuent les sentiments d'exploitation et dans le même

moment conduisent à chérir le contrat signé avec le laboratoire privé français avec le directeur duquel de surcroît une grande familiarité s'est installée, par le partage de la langue russe et des codes de communication du pays. Ce contrat, en effet, est le seul sur un temps si long à avoir fourni un débouché externe au travail des chercheurs, qui songent à l'époque de la guerre froide durant laquelle un mur séparait la recherche soviétique et occidentale : ils mesuraient très bien alors que leurs « découvertes » pouvaient avoir déjà été faites dans les pays capitalistes ou alors, dans le cas contraire, réellement innovantes, resteraient à jamais confinées dans leurs mondes communistes, les deux situations étant d'un point de vue scientifique tout aussi désolantes. Les substances achetées par le laboratoire privé français confèrent donc au contrat un caractère exceptionnel puisqu'il signifie que pour la première fois la recherche menée a percé les murs invisibles jusqu'à atteindre le marché extérieur ; même si les conditions du contrat sont insatisfaisantes, une valorisation insignifiante est perçue par tous. Le manque cruel de réactifs, la suppression des abonnements aux revues dont les collections entières datent de l'époque soviétique s'étalent sur les bureaux, l'absence de courrier électronique — dont seule la directrice jouit — l'écart grandissant avec les normes globales enracinent l'idée que désormais « la science est pour les pays riches » et que, en travaillant en Ouzbékistan, aucun avenir scientifique n'est possible. Dans les entretiens, les chercheurs remuent en permanence les problèmes qu'ils rencontrent et les solutions qu'ils envisagent et abandonnent aussitôt, vu leur dimension irréaliste : une question revient continuellement : « si on savait à qui vendre à l'étranger, on produirait plus, mais comment trouver un client... »

Le marché mondial prend le visage d'une sorte de mariage monstrueux où ils ne peuvent s'aventurer de façon indépendante et, dans cette perspective, il est clair que le directeur originaire d'Ouzbékistan du laboratoire français remplit la case vide d'une médiation imaginaire et bien concrète pour aborder cet autre monde dans la sécurité. Les chercheurs de l'institut sont d'autant plus désarmés face aux exigences marchandes qui s'impriment maintenant dans la science qu'ils semblent avoir été entretenus jusqu'à l'indépendance dans une bulle de recherche fondamentale sans obligation de finalisation et/ou d'application. Corollairement, cette protection de la recherche en regard de contraintes économiques, paraît avoir eu pour pendant une très faible implication du politique dans le travail scientifique lui-même : ainsi en 1961 on ne compte que 35 membres du Parti dont 10 femmes sur 500 employés de l'institut. Dans les récits biographiques, contrairement aux sciences sociales, l'appartenance au Parti n'est que rarement mentionnée, comme si elle constituait un élément mineur en regard de la valeur scientifique de l'acteur. Le Parti se présente en quelque sorte comme un élément étranger à l'univers

scientifique de la recherche, alors même que de l'ethnographie à la philosophie, en passant par l'histoire, il en était un fondement structurant.

Que l'ensemble des rapports sociaux dans l'institut aient été bouleversés et se réorganisent autour de l'incise marchande que représente le contrat signé avec le laboratoire privé français, se décline non seulement dans les relations entre équipes, unités de recherche, départements, mis en concurrence et menacés dans leur existence, mais aussi dans les liens interpersonnels troublés par l'envie de quelques dollars ou euros de plus, et enfin dans la communication hiérarchique entre la direction de l'institut et les chercheurs. La directrice prélève en effet officiellement une somme d'argent sur les projets remportés en réponse aux appels d'offre d'Etat afin d'entretenir un tant soit peu l'institut, d'acheter du matériel et des équipements. Cette sorte d'impôt collectif est d'autant plus mal perçue que souvent les promesses ne sont pas suivies d'effets : l'exemple en 2005 de réactifs qui restent en souffrance à la douane alors que les chercheurs les attendent depuis des mois illustre les malentendus qui perturbent la gestion de l'institut. Le choix de la directrice de se placer elle-même dans le contrat signé avec le laboratoire français, afin de percevoir des dividendes sur une opération à laquelle elle n'a pas pris part au début et à laquelle elle veut en outre mettre fin, est apparu beaucoup plus grave aux yeux des chercheurs auxquels il ne reste finalement que leur identité et leur dignité scientifiques. L'auto-institutionnalisation intéressée de la directrice, bafouant les règles partagées et se donnant à voir comme un abus de pouvoir, a été décryptée par les chercheurs sur le mode d'un acte autoritaire insupportable et dépassant largement la captation officieuse des ressources du précédent directeur licencié de son poste mais toujours à la tête d'un groupe de chercheurs qu'il finance sur un projet d'Etat et des subsides étrangers.

Son équipe, celle du sous-directeur et celle qu'a montée la directrice à sa nomination sont de surcroît les trois mieux rémunérées, les plus fournies en équipements et les plus dynamiques de l'institut, montrant par là comment la détention du pouvoir attire les capitaux et modifie la recherche, laissant de côté ceux qui ne s'inscrivent pas dans l'ombre de puissants. La volonté de la directrice d'affirmer sa souveraineté en intervenant dans toutes les tentatives des chercheurs de trouver des financements et surtout en frappant de sanctions ceux qui ont manifesté une insubordination en entreprenant des démarches autonomes — comme l'unité de recherche présentée précédemment — complète ce tableau où s'enclenchent plusieurs niveaux de crise ; crises hiérarchiques, scientifiques, organisationnelles et interpersonnelles se font l'écho d'une crise marchande initiatrice et cristallisant les fragilisations individuelles et la précarité institutionnelle qui se déploient.

Sans doute est-ce sur ce fond de crises démultipliées qu'il faut interpréter la densité relative des rapports de parenté à l'intérieur de l'institut, surtout si on compare ce dernier à l'institut BIR où alliances et parenté étaient quasi nuls, le cas de Nukus étant en revanche très singulier car inscrit dans la territorialité. Comme nous l'avons déjà souligné, dans les instituts de recherche, le recrutement dans la parenté était — du point de vue des acteurs — pour ainsi dire interdit à l'époque soviétique et le fait que l'enquête ait repéré au moins cinq directeurs de laboratoire (dont deux ex-directeurs de l'institut) ayant dans l'institut de un à quatre membres de leur parentèle — fils, fille, gendre, épouse, etc. — est significatif sous plusieurs angles. Ces embauches montrent tout d'abord que l'institut est au plan imaginaire donateur de ressources monétaires, car fantasmatiquement entré dans le marché même si, comme on l'a vu, cette inscription marchande est bien chaotique. Dès lors faire profiter ses proches de quelques revenus s'impose dans une conjoncture nationale dramatique pour tous, dont les jeunes diplômés. De surcroît, les planètes des sciences sociales et des sciences exactes mettent en évidence l'importance symbolique pour les chercheurs de se penser comme appartenant de longue date à des lignées savantes et intellectuelles spécialisées et l'idée d'une rupture dans cette transmission de la connaissance est pénible, même si elle est très fréquente, les descendants fuyant le pays au pire, au mieux se lançant dans les « affaires » en Ouzbékistan. Rctenir auprès de soi, dans son laboratoire, ses enfants pour les immerger dans le capital scientifique détenu est donc un geste parental possédant sa propre rationalité. Enfin, la peur de voir les siens happés par une foule de dangers — qui vont de la drogue à l'islamisme — anime des pères inquiets de la léthargie de leurs fils et c'est pour cette même raison qu'ils les marient le plus vite possible. Caser l'héritier masculin dans le travail et la famille, se débarrasser auprès d'une autre famille à laquelle elles donneront des héritiers, de filles encombrantes sur lesquelles les rumeurs déshonorantes peuvent tomber, tels sont les sentiments anxieux qui habitent les pères et dont ils parlent volontiers. Souvent ils se comparent à leur fils et se sentent effrayés que ceux-ci manifestent si peu de désir autant pour les femmes que pour le travail et là encore se répand la nostalgie pathétique de l'époque soviétique : « il y a une indifférence générale... Les jeunes ne pensent pas à l'amour ; ils ne pensent qu'à gagner leur vie tellement c'est difficile. Nous, notre bourse nous suffisait pour nous promener, rêver et dépenser, et après les salaires suffisaient aussi » explique un père qui a choisi l'épouse de son fils après que ce dernier lui ait avoué n'avoir aucune femme en tête et ne pas vouloir faire de recherche scientifique « qui ne mène à rien » ; « nous, quand nous étions jeunes, nous courrions derrière les filles, nous jouions au football ; à ce moment là il y avait les soviets, tout le monde travaillait ou faisait des études,

maintenant plus personne ne travaille pour l'Etat ». se lamente un autre chercheur dont le fils est rentré dans l'institut, et dont il a choisi l'épouse alors que lui-même avait fait un « mariage d'amour ». Le discours du fils, réservé, abattu, laisse entrevoir les bribes d'une autre histoire qui pourtant repositionnent les contraintes morales et économiques dominantes. La jeune fille dont le fils tomba amoureux fut mariée de force par ses parents à un membre de leur parenté et il dut se résigner à l'*o'zbekchilik*. Il envisage de finir une thèse et en attendant travaille avec son père à l'institut mais aussi dans la maison paternelle où il habite avec sa femme et ses trois enfants : père et fils cultivent en effet des roses qu'ils revendent en Russie, pour augmenter leurs revenus. Le fils gagne 25 000 soums grâce à deux projets d'Etat. Cette « cohabitation totale » imposée enlève les descendants dans une dépendance qui participe à la retraditionnalisation de la société. Elle casse d'autant plus les initiatives que dans cette situation les pères gèrent l'argent pour l'ensemble de la maisonnée. Ces ménages de chercheurs ressemblent alors fort à ceux des migrants ruraux (Cf. première partie de l'ouvrage) et les différences entre les classes sociales s'estompent, faisant balancer l'ensemble de la population vers des formes de subordination globale impliquant normes patriarcales et pratiques étatiques dictatoriales, qui se renforcent les unes et les autres.

D'une manière générale, au-delà de ceux dont les pères ont tenté de faire la carrière à l'institut, les jeunes chercheurs et doctorants qui parlent ouzbek et non plus russe comme leurs aînés, paraissent bien tristes et indécis sauf exception, affrontant avec une souffrance aiguë leur absence d'avenir dans une recherche en lambeaux. Certains ont fait plusieurs passages par le bazar, achetant et revendant pour survivre, tous sont dans une immense anxiété face à l'argent, la maladie d'un des leurs, l'incapacité de payer l'hôpital. Quelques-uns ont travaillé dans une usine pharmaceutique d'Etat qui fut la plus grande de Tachkent mais ne comporte plus que 60 employés sur les 1 300 antérieurs. En effet, selon un modèle bien connu, elle a été mise en faillite pour être rachetée bien en dessous de sa valeur par le fils d'un ministre. Comme dit l'un de ces jeunes chercheurs « nous qui avons une éducation supérieure nous sommes comme des imbéciles maintenant... tout le monde fait du business ». Partir à l'étranger, aux ÉTATS-UNIS ou en Europe est pour tous une aspiration obsessionnelle, mais si incertaine qu'elle ne parvient pas à éclairer le présent.

Un seul jeune homme, plein d'ambitions tranche dans cette atmosphère d'inertie partagée. D'origine ouzbèke, marié à une jeune femme d'origine mi-ouzbèke et mi-ukrainienne juive aux longs cheveux blonds — qui lui valent de ne jamais être reconnue comme ouzbèke à son grand regret alors qu'elle parle parfaitement la langue — il manifeste une volonté à toute épreuve. Tous les deux

ont déjà bénéficié d'une bourse hollandaise et vont retourner ensemble aux Pays-Bas faire leur doctorat après avoir obtenu une nouvelle bourse. C'est l'unique jeune couple rencontré fondé sur un idéal égalitaire et d'autonomie. Cet apprenti chercheur espère devenir directeur du laboratoire où il est affecté, après avoir soutenu sa thèse. Il s'est fixé pour objectif une vie de recherche scientifique et n'entend pas en être détourné : ainsi veut-il démontrer à un professeur allemand qu'il avait tort lorsqu'il lui asséna que, originaire d'un pays sous-développé, il n'aurait jamais de PhD ! Pour l'instant, il tire ses revenus d'un café internet qu'il a monté et qui s'est développé. Son frère cadet y travaille et sa sœur a été mariée par ses parents à un homme de leur choix. Lui-même estime avoir cherché à les extraire de ses modes de dépendance commune en les stimulant pour leurs études, mais il avoue son échec. Il prévoit la fin du régime de Karimov avant 2010 !

Les retraités sont donc les chercheurs les plus nombreux, les plus actifs, et aussi les plus gais à l'institut où la moyenne d'âge est de 60 ans et où les septuagénaires et les octogénaires se remarquent encore à la tête de plusieurs laboratoires. L'institut compte encore plusieurs académiciens, titre le plus noble qui puisse consacrer la trajectoire scientifique d'un chercheur arrivé au faite de sa renommée. Une ancienne directrice de l'institut d'origine russe — la seule femme académicienne — s'accroche ainsi à la direction de son laboratoire, exhibant avec fierté ses décorations, ses titres et ses travaux, et revenant sur le passé politique comme s'il s'agissait encore d'événements présents ; elle raconte ainsi de multiples anecdotes destinées à prouver que ce n'était que la couche supérieure des apparatchiks qui commettait des « fautes » — c'est-à-dire des actes de corruption — ce qui lui permet de sauver à ses yeux le Parti auquel elle a adhéré jeune fille et au sein duquel elle était devenue membre du comité central. Cette « dame de fer » nourrit une bien piètre idée de la démocratie comme en témoigne un petit récit : à l'époque soviétique, une femme de ménage avait osé entrer dans son bureau sans la saluer pour lui demander quand elle recevrait un appartement. Elle l'avait alors renvoyée fermement en lui enjoignant de lire les panneaux d'information ! Telle serait l'image de la démocratie : des inférieurs revendiquant auprès de leurs supérieurs, sans aucun rituel de soumission hiérarchique. Ce récit fut — à l'en croire — applaudi lors d'une assemblée du comité central. Dans le laboratoire de cette académicienne, les subordonnés continuent à trembler et à arriver ponctuellement à l'heure. Plusieurs femmes attendent avec impatience son départ en espérant la remplacer mais cette gérontocrate paraît en excellente santé et ne donne à voir aucun signe de lassitude après 60 ans de labeur scientifique. A un autre étage du bâtiment principal, un très vieux chercheur coiffé d'une calotte et revêtu d'un beau gilet jaune est en train de faire une expérience dans son antique et

magnifique laboratoire : une éprouvette chauffe et tourne avec un bruit assourdissant. Une statuette de Lénine trône sur son bureau sur laquelle il jette un regard attendri suivi de ce commentaire : « on ne peut pas oublier ». Ce fils de maçon dont le père n'eut qu'une éducation coranique -- poursuit infatigablement une synthèse entre les messages léniniste et islamique qui, à ses yeux, l'un comme l'autre poussaient à l'étude. Ainsi son père désirait-il qu'il reçoive une éducation supérieure, souhait qu'il exauça avec succès. En 1949 il est embauché dans ce qui deviendra plus tard l'institut dont il est nommé vice-directeur en 1965 après être rentré au Parti en 1962, obligation pour ce poste supérieur. Le vieil homme, touchant, murmure — en ce sinistre mois de mai 2005 qui a vu le massacre d'Andijan — que « le peuple va à nouveau apprécier le nom de Lénine ». Il reçoit 60 000 soums mensuels de dividendes sur le contrat signé avec le laboratoire français mais n'a jamais été invité à un voyage en France comme ses collègues, ce qui paraît encore l'intriguer. Les sommes les plus variées nous ont été indiquées par les chercheurs, autant pour les « brevets soviétiques » que dans le cas de l'entreprise française, allant de 10 dollars tous les 3 ou 6 mois à 2 000 dollars par an.

On pourrait multiplier les portraits très contrastés tant l'institut abrite encore des personnes d'origines variées — arménienne, russe, ukrainienne, kazakhe, tatar, etc. — et surtout issus de mariages entre divers groupes d'appartenance sur plusieurs générations. Les biographies sont complexes et parfois rocambolesques tant les familles ont bougé au gré des guerres, des dangers à fuir, des répressions, des changements de politique. Racontés avec des inflexions romantiques par les acteurs, ces itinéraires mettent en évidence un autre tableau pluriel et ouvert, que celui qui tend à s'imposer dans la société aujourd'hui, homogène, monoethnique et rigide. L'attachement des chercheurs à ce passé qui brasse les « nationalités » selon le terme soviétique est très fort quelle que soit l'origine de l'individu et il va bien au-delà d'un éloge rituel de la période soviétique. Il révèle un plaisir réel des « différences » dans un cadre d'unification ; les échanges de mets cuisinés, les invitations aux mariages, aux anniversaires et toutes les autres occasions festives de mélange des habitus font l'objet de narrations centrées sur la « richesse » qu'une telle diversité apportait.

Corollairement l'accent est mis sur l'absence de différence de traitement selon l'origine, l'égalité a priori impliquée par le travail scientifique en commun. Que beaucoup aient choisi, après les premières années terribles qui ont suivi l'indépendance, de repartir vers une terre prescrite comme originaire mais inconnue, est appréhendé comme une perte même si les rationalités économiques qui ont guidé ces choix sont soulignées : juifs en Israël, Kazakhs au Kazakhstan où

ils pouvaient recevoir une aide financière, Russes en Russie, etc. Tous insistent sur le fait qu'ils se sentiraient étrangers là où la pente des origines les aurait dirigés s'ils quittaient leur « terre ». L'impossibilité d'abandonner des parents âgés qui voulaient rester en Ouzbékistan est systématiquement mise en avant et pas seulement par les hommes russes qui semblent conserver avec leur mère un lien insécable qui prime sur tous les autres, avec leur épouse et leurs enfants. Le fait de n'avoir aucun proche dans le pays où la migration les aurait conduits est construit en raison seconde de rester là où ils sont nés ou arrivés encore enfants. L'argument est avancé en outre que la « gentillesse » des Ouzbeks à leur égard, augmenterait avec les difficultés actuelles et le resserrement ethnique. La polyphonie des origines est donc idéalisée, y compris quand les familles ont été victimes d'arrestations et de disparitions de certains de leurs membres sous Staline. Ce mythe est bien sûr une construction issue du présent mais dans le même moment il est un témoignage sur les représentations d'une génération de salariés d'un ancien grand institut de recherche en sciences exactes et il permet de mesurer la singularité des collectivités scientifiques selon leurs disciplines.

Tourmons-nous maintenant vers une autre institution beaucoup plus petite où recherche et analyses cliniques effectuées sur des patients sont mêlées pour mieux discerner les traits spécifiques de ces chercheurs en sciences exactes. Ce laboratoire que nous allons découvrir est en relation étroite avec l'institut ADIN et particulièrement avec l'unité de recherche décrite au début de ce chapitre : la sous-directrice du laboratoire, d'origine russe, est personnellement liée à son sous-directeur également d'origine russe, et à sa meilleure collègue ouzbèke de l'unité de recherche de l'institut ADIN et ils bâtissent tous les trois ensemble des projets de recherche, une jeune femme affectée dans l'unité de recherche de l'institut ADIN est la fille d'une employée du laboratoire. C'est ce réseau qui m'a conduit dans ce laboratoire, terrain offert en « dédommagement » par ce petit groupe, effondré, comme un sauvetage de la recherche que je menais, après que les services de renseignement de l'institut m'aient sommés de cesser tout contact avec les chercheurs, en écho à la propagande gouvernementale contre les étrangers après le massacre d'Andijan. Cette proposition était sans aucun doute le meilleur indicateur du prix, dans l'absolu, qu'ils attachaient à la recherche scientifique, de l'égalité symbolique de nos positions, et du rapport de réciprocité que nous avons bâti ensemble.

Une niche scientifique de survie féminine

Situé à une des extrémités du parc d'un grand hôpital de Tachkent, un minuscule bâtiment délabré abrite au premier étage depuis deux ans le laboratoire où une vingtaine de salariés sont supposés encore travailler. Ils étaient auparavant installés dans l'hôpital lui-même. Le sous-sol est occupé par une morgue et le rez-de-chaussée dédié à l'autopsie. L'ordre d'un nouveau déménagement du laboratoire pour s'installer dans un bâtiment encore en chantier met gravement en péril son existence, après d'innombrables péripéties institutionnelles. Fondé en 1971, il comportait encore 56 employés en 2002. Mais l'échec d'un projet d'Etat a conduit au départ de nombreux chercheurs, particulièrement les jeunes et les hommes. Le domaine de spécialisation du laboratoire est très pointu en microbiologie et rassemble des chercheurs médecins, biologistes et biochimistes. Bien que sous la tutelle du ministère de la santé, il ne fonctionne que sur des financements de projet et a perdu le service d'hospitalisation de 40 lits qui constituait une part importante de son activité. Corollairement le nombre de patients en quête d'analyses pour eux-mêmes ou leurs enfants a diminué. Les petites sommes d'argent qu'ils donnent en échange de leurs analyses permettent d'acheter le minimum nécessaire à leur réalisation. La vice-directrice d'origine juive russe, âgée de près de 70 ans, se démène auprès des services ministériels pour que le laboratoire ne soit pas fermé. Cette célibataire courageuse, microbiologiste, est renommée pour une « découverte » que l'on dit reconnue par les instances scientifiques hollandaises. Elle est la seule anglophone du laboratoire mais aussi de l'unité de recherche de l'institut ADIN avec lequel elle élabore des projets. Ses capacités d'interprétariat lui permettent d'obtenir des compléments de ressources indispensables et elle accompagna ainsi les chercheurs de l'institut partis en France visiter le laboratoire privé français avec lequel un contrat a été signé. C'est elle qui dirige en fait le laboratoire, même si elle n'en a pas le titre : la directrice a en effet plus de 80 ans et elle est entourée d'un immense respect même si elle ne se penche plus guère sur les problèmes théoriques et pratiques qui se posent dans la vie du laboratoire. Le laboratoire est dans sa forme présente un authentique gynécée avec une matriarche à sa tête, entourée de femmes — plus jeunes mais déjà d'âge bien mûr ! — en position filiale. Les rapports mettent en scène considération et affection réciproques. Les désignations de parenté symbolique sont en usage mais non les adresses : la directrice est nommée en son absence avec son prénom suivi du postfixe traditionnel *-opa* (sœur aînée). Ce groupe de femmes — dont cinq travaillent ensemble depuis trente-cinq ans — est extrêmement soudé : « on est comme l'os » dit l'une d'entre elles. Deux hommes apparaissent dans ce paysage typé : le chauffeur de la directrice qu'il conduit de son domicile au bureau et vice-

versa, quotidiennement depuis trente ans dans une volga noire datant de 1986 ; un étrange célibataire d'environ quarante ans, biophysicien, qui vient au laboratoire lorsqu'il le souhaite et préfère souvent méditer tranquillement chez lui, avec la lecture d'ouvrages de philosophie. Les frais de transport quotidien dépasseraient en effet son salaire. Les femmes mangent ensemble dans la pièce où les analyses sont faites, et dans celle adjacente qui est le bureau de la vice-directrice : chacune apporte quelques plats et denrées qui sont tous partagés après avoir été dressés sur du papier journal. Les prêts d'argent entre les femmes sont fréquents, à la mesure du nombre de journées que chacune affronte sans même de quoi acheter un *samsa*. Cette communauté féminine — dans laquelle l'entraide est une prescription autant qu'une pratique journalière — comporte néanmoins un pôle négatif qui renforce sa cohésion interne : une femme de ménage d'environ quarante-cinq ans, ex-infirmière et célibataire qui refuse ostensiblement de se mêler au groupe. C'est le long d'un unique couloir que les bureaux se distribuent. Les toilettes sont souvent hors d'état de marche. L'atmosphère est pourtant plutôt joyeuse dans ce laboratoire féminin où l'armature collective fonctionne pour chaque membre sur le mode d'un étayage face à des défaillances subjectives. Les drames et les événements heureux de chacune alimentent des conversations pleines de conseils judicieux. Le laboratoire pourrait être comparé à un îlot de tendresse dans un environnement global de plus en plus hostile aux femmes. Ainsi, en mai 2005, les enseignantes se voient interdire le port du pantalon, devant s'habiller en jupe et corsage ; la fille qui travaille à l'institut ADIN — de la laborantine qui effectue les analyses s'exclame alors que bientôt il faudra se réjouir de ne pas encore être obligées de porter le voile ! Conscientes de leur condition partagée de dominées, lucides sur les transformations sociales, politiques et morales qui aboutissent à restreindre tous les jours un peu plus leur liberté d'action, ces femmes d'origines ouzbèke, russe et tatare, ont élaboré une sorte de défense groupale qui conserve de surcroît leur bonne humeur. Un bon nombre d'entre elles ont dépassé l'âge de la retraite et trouvé là un autre revenu. Elles habitent presque toutes dans les environs du laboratoire ce qui limite les frais de transport.

Découvrons maintenant quelques-unes des protagonistes de ce microcosme, qui illustre bien au-delà de la décomposition de la recherche scientifique, les logiques qui permettent aux actrices et à leurs familles de faire face au pire.

Commençons par la très vieille directrice d'origine ouzbèke, ex-députée devenue académicienne en 1988 et dont l'unité de recherche fut d'abord placée sous la tutelle de celle de son mari, avant de devenir en 1971 un laboratoire autonome. Elle a obtenu un brevet en 1994 pour une « découverte » qui l'a amenée à partir en Hollande. Drapée dans sa dignité, elle a subi avec peine le dernier

déménagement du laboratoire qu'elle a fondé, sa sortie de l'hôpital, et son état transitoire et incertain actuel. Elle montre des signes de fatigue physique et mentale qui inquiètent son areopage de femmes qui aiment se remémorer combien elle fut intellectuellement brillante mais aussi très belle. Fille d'un employé de magasin d'Etat, qui la poussa à être médecin, fut mariée tardivement à un médecin, elle était plus âgée qu'elle. Une microbiologiste de soixante-cinq ans spécialiste du coton, est venue après sa retraite travailler avec la directrice en 1996. Fille d'un cadre du Parti arrêté en 1937, envoyé avec sa famille en Sibérie, puis réhabilité, elle a été aussi mariée à vingt-huit ans, après ses études, à un hydrologue, chercheur en Afghanistan et au Turkménistan. A son grand regret, elle n'est jamais devenue membre du Parti, attendant en vain son « tour » ! Une médecin d'origine ouzbèke, âgée d'un peu plus de soixante ans, diplômée du meilleur institut de Moscou, a rejoint le laboratoire de la directrice depuis sa fondation en 1971. Très fière de ses nombreuses publications en russe, dont elle me remet quelques exemplaires, titulaire de deux brevets, elle appartient au « noyau dur » du laboratoire et montre pour sa directrice des sentiments intenses : elle se gratifie d'être la seconde arrivée au laboratoire et de ne l'avoir jamais quitté durant trente-cinq ans, à l'exception de son congé de maternité d'un an ! La vice-directrice ne serait venue que six mois plus tard. Trop « passionnée par la science », rencontrant de grands succès dans ses recherches, voyageant beaucoup, elle ne se mariera qu'à trente-huit ans, la pression ne venant pas de ses parents mais du collectif de ses collègues avec la directrice en tête, cherchant pendant au moins une décennie un mari convenable ! Aujourd'hui veuve, ayant adopté le fils du fils de son mari, elle continue à se dévouer à la clinique et aux recherches du laboratoire. Une autre biologiste qui approche les quatre-vingts ans, coiffée d'un turban, revient au laboratoire après un congé de maladie. Fille d'un couturier — *hodja*¹ — qui voulait qu'elle devienne chercheuse, elle n'envisage nullement de rester seule dans son appartement autrefois alloué par l'académie des sciences, où, dit-elle, « elle s'ennuierait trop » malgré les visites quotidiennes de ses filles et de ses petits-enfants. Toutes d'origine ouzbèke, ces quatre vieilles dames — guidées et soutenues par la volonté de leur père, peu instruit, dans leur désir de science — témoignent d'une génération dont l'affranchissement paraît aux antipodes de la condition présente des jeunes filles ouzbèkes. Elles rappellent toutes que « les marieuses venaient, mais j'étais trop occupée par la recherche ». L'idée même de mariage forcé n'émerge jamais dans leurs souvenirs. Exemplaires, ces « femmes savantes » tiennent plus que tout au

¹ ou *ho'ja* en ouzbek : groupe de statut symbolique dans la hiérarchie musulmane. Cf note 1 du chapitre 2 de la première partie.

refuge que constitue à leurs yeux le laboratoire. L'une d'entre elles exhibe une photographie jaunie d'un groupe de jeunes chercheuses dynamiques, riant aux éclats et présentant toutes les caractéristiques d'un « modèle soviétique » à suivre. Ces femmes se valorisent par leur proximité historique avec la directrice sans que l'on puisse distinguer là une volonté de hiérarchisation interne.

En dehors de ces quatre femmes le groupe dans son ensemble paraît en effet plus « magmatique », fusionnel, connotant le lieu de travail d'une logique matricielle. D'ailleurs les mariages le préoccupent beaucoup : de vains efforts ont été faits pour trouver un conjoint à la vice-directrice, d'origine russe, qui vivait avec sa mère jusqu'au décès de celle-ci en 2004. De même les tentatives ont été multipliées à l'égard de la femme de ménage rébarbative d'origine russe en invitant dans le laboratoire plombiers et techniciens de sexe masculin sous différents prétextes ! L'un des deux hommes du laboratoire, polyglotte cultivé, a lui aussi dû résister aux initiatives du groupe mandaté par sa mère avec laquelle il a vécu jusqu'à sa mort. Une laborantine d'origine ouzbèke, âgée de près de quarante-cinq ans, et beaucoup plus conventionnelle que ses aînées, « versant dans la tête » de sa fille — selon son expression — les habitudes d'obéissance féminine pour qu'elle accepte à dix-neuf ans le mariage qu'elle lui concoctera, envisage parmi plusieurs hypothèses de la marier à l'unique fils de la chercheuse dont le collectif avait trouvé le conjoint alors qu'elle avait déjà trente-huit ans. Cet esprit d'union pour cimenter le groupe en participant à la découverte des époux, éventuellement marier ses enfants dans son orbite — semble avoir permis de dépasser de potentielles rivalités et jalousies typiques des cercles féminins et dont l'observatrice ne peut retrouver ici nulle trace. Inscrit dans le domaine de la santé, le groupe enfin veille sur ses membres malades et malgré la position d'outsider de la femme de ménage, célibataire endurcie, elle fut l'objet de soins constants lorsqu'elle dut être opérée. A son chevet, les unes et les autres se relayèrent pour lui apporter à manger à l'hôpital et nettoyer sa chambre. Ces femmes s'expriment volontiers en ouzbek, autant qu'en russe, ne construisant pas une barrière défensive entre les deux langues : femmes — filles et mères — qui ne sont pas descendantes de lignées scientifiques mais au contraire ont été portées par la politique d'éducation soviétique, elles s'affichent sans parade, telles qu'elles sont, malgré la situation catastrophique de « leur laboratoire ». Agée d'environ soixante ans, la médecin d'origine ouzbèke qui s'occupait auparavant du service d'hospitalisation disparu du laboratoire et reçoit maintenant les patients, appréhende concrètement la dégradation du système de santé en constatant les épidémies, les vaccins déficients, l'eau non potable, tout en ajoutant « c'est trop dangereux de dire depuis quand... » (c'est-à-dire l'indépendance). La position clinique et scientifique occupée par l'ensemble de ces

femmes ne leur permet pas d'entretenir des illusions sur les défaillances du présent. Particulièrement attentives aux femmes et aux enfants elles constatent la mauvaise alimentation des brus épuisées par l'esclavage domestique et leurs nourrissons si chétifs.

Le groupe dispose d'une cheffe du personnel, fille d'ouvrier d'origine ouzbèke qui aurait bien aimé avoir une profession artistique mais dont les parents n'ont pu l'aider financièrement dans ses études. Plantureuse, accorte, elle raconte être « tombée ici » en 1989 et y être restée car le « collectif est bon » et son domicile très proche. Son mari vient parfois réparer frigidaire et autres équipements électriques du laboratoire, métier qu'il a adopté après une période de chômage. Considérée comme laborantine en regard du financement par projet — sur lequel elle figure en tant que salariée comme chacun, à l'exception du chauffeur de la directrice dont la rémunération est octroyée par le ministère de la santé — elle remplit consciencieusement les dossiers de chacun qui datent de l'époque soviétique et dont la case « Parti » reste aujourd'hui vide ! Sur les bureaux traînent encore les vieux annuaires soviétiques du ministère de la santé où deux numéros s'affichaient à la tête d'une unité de travail : son directeur et son chef du Parti, mettant en scène un système de commandement double. La cheffe du personnel est aussi caissière à mi-temps du laboratoire et verse les salaires : avec donc un plein temps ajouté à un mi-temps elle perçoit 26 000 soums mensuels depuis une récente augmentation. Souriante, très active — dit-elle — comme sa mère qui obtint trois médailles décorant son ardeur dans l'émulation communiste, elle dirige dans son immeuble la section des femmes tandis que son mari préside le comité des habitants. Depuis les attentats de 2003, le gouvernement a créé un système de surveillance impliquant une responsable par cage d'escalier, chargée de noter toute visite et de vérifier les documents de chacun (*propiska*). Le comité de la *mahalla* à laquelle appartient l'immeuble lui a remis un cahier où elle note donc l'identité de tous les non-résidents et les signale au comité qui comporte un représentant de la police. Elle a, à sa charge, huit familles (quatre étages avec deux appartements) dont elle connaît maintenant bien la parentèle, et son mari quarante familles. Le couple a été désigné pour ces fonctions car ils étaient les plus anciens habitants de l'immeuble. La cheffe du personnel du laboratoire était née dans cet appartement qui était celui de ses parents.

Une économiste-laborantine, qui a une formation d'infirmière, d'origine ouzbèke, fait les piqûres aux patients depuis vingt-sept ans et court un peu partout chercher tout ce qui manque toujours au laboratoire... Gagnant 18 000 soums, elle cherche à se faire affecter avant l'âge de la retraite prévue dans huit ans, à l'hôpital, après un stage de perfectionnement d'infirmière, où elle gagnerait 35 000 soums.

Veuve très jeune, elle fit aussi l'objet de propositions de mariage élaborées par le groupe.

Au milieu de ces femmes d'origine ouzbèke, une laborantine chercheuse d'origine tatare (de Kazan) se révèle l'un des trois piliers de la survie du groupe — aux côtés de la directrice et de la vice-directrice — irradiant de sa constante bonne humeur et de son sourire lumineux les pires moments du laboratoire. Sa fille poursuit sa thèse sous la direction de la vice-directrice et travaille dans l'unité de recherche de l'institut ADIN, décrite précédemment où des liens d'amitié profonds ont été noués avec les chercheurs. En l'absence de la vice-directrice, elle sera le plus fort soutien de l'enquête. Biologiste et infirmière de formation, détournée par sa famille d'imiter son père juriste et de faire des études de droit, mais épouse d'un juriste, elle travaillait avec la directrice avant même la fondation du laboratoire. Elle évoque les « expéditions sanitaires » dans toute la république et les stages à Moscou et Leningrad avec émotion. Ancienne secrétaire du Parti du laboratoire, elle fait partie de cette frange d'irréductibles qui espère encore une nouvelle forme d'union entre les républiques, sur le modèle de l'ex-URSS, désignée rituellement par une métaphore de parenté : « nous étions tous encore des frères ». Le laboratoire ne comptait autrefois sur cinquante-six personnes que cinq membres du Parti, la directrice, la comptable, la médecin, une chercheuse partie depuis et elle-même. Cultivant sur le terrain de sa maison fruits et légumes pour la subsistance de la famille, à plus de soixante ans, elle court aussi à l'autre bout de la ville pour gagner quelques soums de plus dans un laboratoire qui a obtenu le financement d'un projet d'Etat. Elle réussit à cumuler 37 000 soums mensuels et, comme toutes ses consœurs, elle redoute le terme du financement de trois ans obtenu par la vice-directrice, qui les laisserait alors toutes sans aucune rémunération. Sur les épaules de la vice-directrice repose le maintien du groupe qui a sa confiance totale et aussi son admiration pour son dévouement incessant.

Agée de soixante-dix ans, la comptable d'origine russe travaille au laboratoire depuis trente-six ans, après une carrière promotionnelle grâce à l'activisme au Parti dans la grande entreprise textile de Tachkent, revendue depuis quelques années en différents ateliers autonomes, où ses propres parents avaient été affectés en 1932. Divorcée, remariée, elle a vu ses enfants et petits-enfants tenter de migrer en Russie pour trouver du travail. Contenant sa souffrance lorsqu'elle pense à l'entreprise textile où « nous avons tout, nous n'avons jamais faim », elle s'exclame brusquement « il n'y a pas de pire pays que le nôtre aujourd'hui, l'Ouzbékistan ». D'origine ouzbèke, russe ou tatare, ces femmes ont construit un groupe solidaire qui dépasse les appartenances jamais mentionnées hors de mes questions. Au fur et à mesure que les conditions de travail du laboratoire

deviennent de plus en plus précaires, elles réagissent par un renforcement de leurs liens et des rituels qui les enracinent ; ainsi les occasions de festoyer ensemble sont multipliées comme un exorcisme face à leur fragilité personnelle et collective et à un déclin inenrayable : nouvel an, 8 mai, anniversaires, mais aussi décennies d'anniversaire sont fêtées avec vin et champagne apportés par la directrice.

Les deux hommes qui évoluent autour de ce groupe font preuve quant à eux d'une fidélité à toute épreuve. Le chercheur d'origine ouzbèke, qui lit Marx et y puise des arguments critiques contre le régime tout en célébrant l'absurdité de sa vie et son infinie solitude, dit venir pour la vice-directrice qu'il ne peut abandonner alors qu'elle a besoin de lui pour des traductions. Le chauffeur d'origine ouzbèke avoue quant à lui vieillir doucement avec la directrice, qui autrefois requérait un service long et actif, allant et venant au ministère, au comité central, au laboratoire, etc. Aujourd'hui, il l'attend tranquillement dans une pièce et lui ouvrira respectueusement la porte arrière de la somptueuse volga noire impeccablement entretenue ! Ce groupe de femmes qui se battent tout à la fois pour un salaire bien maigre et pour rester ensemble dans une communauté scientifique imaginée pourrait donner lieu à un faisceau d'interprétations divergentes selon l'angle retenu. Il pourrait être érigé en tableau idéal d'un point de vue féministe qui choisirait de ne voir que l'appartenance de genre des actrices et la substantialiserait. Il serait éventuellement alors tiré vers les aptitudes des femmes aux soins, soit les logiques du *care*².

Le lecteur y verra certainement un des tunnels où s'enfonce la recherche en Ouzbékistan et son éclipse prochaine comme au Turkménistan voisin où l'académie des sciences avait été supprimée ainsi d'ailleurs que les hôpitaux de province par le Turkmenbachi décédé en 2007. Attirons l'attention sur la dimension symbolique que donne à voir le groupe sous deux aspects ; le laboratoire maintient une « structure soviétique » dans l'imaginaire individuel comme collectif et c'est là une de ses fonctions importantes, en même temps que son réservoir d'efficacité. Son existence d'une certaine manière est un déni de la réalité, politique et idéologique de l'indépendance. Il occulte le présent, le met à distance. Que plusieurs femmes disent ne pas vouloir rester chez elle à cause de « l'ennui » qui les assailleraient ne doit pas être perçu comme une simple pudeur destinée à cacher leurs difficultés financières — dont d'ailleurs elle parlent concrètement et sans honte — mais précisément analysé sans l'optique d'une obligation psychique de maintenir un cadre symbolique qui donne sens à leur vie ; c'est celui de leur

² Sandra LAUGIER et Patricia PAPERMAN (dir.) : *Le Souci des autres, éthique et politique du care*. Paris, EIISS, 2005.

enfance, de leur jeunesse et pour beaucoup aussi de leur maturité. Mais la pérennisation de ce cadre symbolique revêt surtout la signification de la dignité tirée de l'appartenance passée à un empire puissant, rassembleur et unificateur et selon les termes employés, une patrie internationale. Tout se passe comme si le collectif tentait envers et contre tout de se voir encore dans un miroir comme le reflet microsocial de l'ex-URSS, dernière chimère permise à ces femmes.

Dans cette perspective, dans l'hôpital voisin du laboratoire, au nouveau service des urgences créé par décret du président de la république en 1999, existe aussi un centre de recherche scientifique ; le médecin-directeur âgé d'environ cinquante-cinq ans et d'origine ouzbèke me fait part immédiatement de sa peur en tant que médecin de se retrouver uniquement avec des Ouzbeks, les médecins d'autres origines quittant le pays et les liens avec la Russie et le monde global se distendant de plus en plus. Sourdre son angoisse de se voir, par là, écarté d'une science supposée universelle, d'un monde de la recherche qui était à ses yeux international et qu'incarnait l'ex-URSS. Ainsi son plus grand souci dans la relation avec une étrangère est de casser brutalement l'image d'un chantre du régime, et de se faire reconnaître, après le massacre d'Andijan, comme un chercheur qui réfléchit et qui attend la chute prochaine du gouvernement. Alors qu'il m'invite au restaurant avec un de ses jeunes collègues, il explique que, par son exemple, il met en scène que « tous les Ouzbeks ne sont pas les poissons et les moutons » qu'on imagine selon les métaphores animalières de la population sur elle-même. Dans les représentations de tous ces acteurs des sciences exactes, la négativité de l'enfermement ouzbek est donc opposée à la positivité de l'universalité soviétique, dichotomie que l'observateur doit comprendre et admettre comme un paradigme endogène. L'invention de héros fondateurs ouzbeks — par exemple en chirurgie comme dans le service des urgences de l'hôpital — se présente comme une fable qui ne peut entamer cette dichotomie fondamentale. Le fait que depuis 2003, les seuls diplômes étrangers reconnus en Ouzbékistan soient les diplômes du Turkménistan — dont l'ambassadeur en Ouzbékistan fut chargé de la commission d'enquêtes sur les « événements d'Andijan » — redouble la hantise de l'asphyxie. Revenons au groupe du laboratoire dans le scénario intime duquel les patients qui tous les jours viennent frapper à un bureau ou à un autre, jouent un rôle important : fenêtre ouverte sur le désastre actuel du système de santé, ils gratifient, par l'aide qu'ils demandent, le groupe ainsi persuadé de son utilité publique. Des réseaux de voisinage, d'amitié, de parenté ou de toute autre nature guident les patients vers le laboratoire où ils inscrivent une présence familière, sans revendication et avec reconnaissance. Ils savent qu'ils ne peuvent affronter les frais d'analyse de l'hôpital et les médecins du laboratoire calment leur anxiété pour eux-mêmes ou

leurs enfants, donnant des conseils et des ordonnances à la mesure de leur pauvreté partagée. En remerciement, ils déposent ce qu'ils peuvent, en argent, ou en denrées comestibles, petits cadeaux qui rassurent autant les donateurs que les bénéficiaires.

Ce laboratoire pourrait être considéré comme la dernière étape, avant une rupture consommée avec l'univers scientifique. Tournons-nous donc maintenant vers quelques chercheurs qui ont franchi le pas, ont déserté la science et ont emprunté d'autres voies pour mieux appréhender les écueils qu'offre la société actuelle face à une telle bonne volonté de mobilité laborieuse.

Désertions scientifiques

Une unité de physique nucléaire, liée à celle de Léninegrad, a été créée à Tachkent à l'époque soviétique. Elle rassemblait alors près de cent-vingt chercheurs — physiciens et mathématiciens spécialisés — mais n'en compterait aujourd'hui plus qu'une vingtaine. Les hasards de l'enquête m'ont conduite avec l'aide d'une ancienne chercheuse de ce laboratoire, à rencontrer une dizaine de ses collègues perdus comme elle-même pour la science sans néanmoins que le deuil en ait été fait. A ces entretiens — qui tournent autour de la perte d'un étau personnel identifié à celle d'un centre de recherche que je n'ai jamais visité — s'en sont ajoutés d'autres, au fil de rencontres imprévues : un géographe devenu chauffeur de taxi, un juriste formé en France tentant d'être agent immobilier... Tous ces entretiens avec des individus d'origine ouzbèke ont été réalisés en juillet 2005, soit près de deux mois après le massacre d'Andijan, dans une atmosphère d'abattement collectif et personnel profond. Les manifestations avaient en effet soulevé, dans les semaines suivantes, un espoir de changement, d'embrasement des villes et du pays tout entier ; on imaginait même la chute du régime, par un coup d'Etat soutenu par des forces internationales. La propagande télévisée incessante du gouvernement, les fêtes organisées pour « la victoire d'Andijan » emmenant des centaines de jeunes au stade de la capitale pour hurler leur haine de la dépendance et leur amour éternel de l'indépendance, les commissions *ad hoc* trouvant les preuves de la culpabilité du groupe « terroriste » d'entrepreneurs « islamistes » inventé sous le nom d'*akromiya*, tout un harcèlement médiatique de la population ont arasé rapidement les espérances embryonnaires. Corollairement, dans les universités et les instituts de recherche, les interventions des agents des services de renseignement ont été multipliées et se sont faites de plus en plus visibles et menaçantes. Des revues ont été interdites, des bibliothèques fermées, des livres retirés de la circulation et l'enclôture des intellectuels s'est de plus en plus resserrée, faisant monter l'angoisse d'un irréfugable abandon. Ce contexte très précis conduit les acteurs à plonger plus que jamais dans une nostalgie inconsolable

du passé dont ils prennent à témoin l'interlocutrice inopinée que je suis. La demande d'être entendu prend une dimension d'urgence et le désir de captation de l'écoute offerte vire sur un tournant quasi thérapeutique d'adossement. Pour tous les chercheurs, meurtris, humiliés, perdant l'estime d'eux-mêmes, l'intellectuel étranger en effet revêt — dans ces jours terribles où chacun est au bord de l'effondrement, brisé — une dimension salvatrice puisqu'il rétablit l'hypothèse d'appartenir à une communauté scientifique internationale, à l'image de celle, chérie, des temps soviétiques. L'excès de peur fait d'une certaine manière disparaître tout réflexe ou calcul de prudence : le désir de s'inscrire dans un lien qui retisse une passerelle vers le monde extérieur est si fort qu'une confiance immense, presque irrationnelle est accordée à l'anthropologue.

Ainsi un physicien rencontré à la conférence sur la « science nationale » avec lequel j'échange quelques mots dans un contexte aussi peu propice que possible, puisque nous sommes entourés d'imposants sbires du régime, arrive quelques jours plus tard chez moi avec, dans ses bras, les photos de ses grands-parents et de ses parents, ainsi que celles de leur mariage. Il entreprend un long récit sur la vie de son grand-père, ne me laissant aucun espace d'intervention. Du présent il ne saurait être question : il est littéralement rayé par un discours qui revient sur les caractéristiques de sa généalogie et qui mêle indistinctement origines musulmane et soviétique, les constituant en une unité organique. Agé d'environ soixante ans, cet homme tente de dire dans une grammaire inconsciente, que là où il y aurait dû y avoir opposition — le nationalisme et l'islam contre le parti communiste — il y eut au contraire fusion, alors que précisément aujourd'hui où l'Etat indépendant « des Ouzbeks » a émergé, il fracture, casse les sujets qu'il aurait dû délivrer et auxquels il interdit de parler. Le récit dense, fourmillant de détails hauts en couleur, offre à l'analyse cette structure significative qui déplace les antagonismes par des fragments aux allures de mythe. Résumons en quelques points cette narration déroulée sans que l'auteur reprenne son souffle. Le départ est brutal : « mon père était tchékiste » et ce statut d'agent du KGB est l'objet d'une immense fierté, illustrée par la photo d'un homme couvert de médailles, puis celle d'un couple en tous points conforme à l'image de la modernité soviétique telle qu'elle se donnait à voir dans les années cinquante. Après cette brève introduction, le héros du roman familial est mis en scène et concentrera l'attention : le grand-père maternel, coiffé d'une calotte et arborant de saillantes moustaches. Originaire d'une riche famille de *boy* de Kokand, il l'a quittée à quinze ans après avoir été soumis aux mauvais traitements de sa belle-mère qui aurait voulu le tuer en mettant des aiguilles dans ses aliments. A Tachkent, il rencontre une caravane et s'y intègre, voyageant pendant des années de l'Europe à la Mecque, où il ira trois fois,

devenu fils adoptif du chef de la troupe... La vie aurait été alors très difficile, conduisant les gens à boire le sang des animaux. Il se marie une première fois à Medine, mais est obligé de se rendre à Kokand au chevet de son père mourant et ne pourra ensuite retourner voir sa femme. Il se remariera donc en Ouzbékistan avec une femme d'origine persane, à la peau blanche et aux cheveux noirs frisés, qu'il achète, arrache de l'esclavage. Trois fois décoré de la médaille de héros soviétique, ayant longuement étudié le Coran, il l'enseigne à tous ceux qui se regroupent autour de lui, mais dans le même moment collabore avec la police à la chasse des *basmatchi*, qui refusent la loi de l'URSS et se révoltent en se cachant dans les montagnes. Sa conception progressiste de l'islam le pousse à éduquer ses filles librement : elles montent à bicyclette et même à moto, partent en vacances au Caucase. Le grand-père maternel est aussi un remarquable homme d'affaires — au point qu'il sera consacré par le prix de « commerçant émérite » et assure une vie aisée à sa famille : il multiplie les échanges de troc avec le Caucase dont le ministre du commerce lui envoie des wagons entiers de boissons alcoolisées contre de la laine et des fruits secs. Il entretient aussi un très beau jardin avec des ruches dont notre physicien me montre la photo, encore ébloui par ses souvenirs d'enfance, où se profile une rivière dans laquelle on conservait la viande. Doté d'une très bonne santé, décédé à quatre-vingt-cinq ans, le grand-père maternel — dont l'histoire a été racontée à notre chercheur par sa mère — réconcilie donc toutes les antinomies politiques, économiques et ethnoculturelles ; il excelle en tout, incarnant à la fois la grandeur soviétique, l'appartenance ouzbèke, la connaissance musulmane, les vertus d'entrepreneuriat capitaliste, la volonté d'émancipation et d'éducation des femmes... Il représente le paradis perdu de notre physicien qui refuse qu'« on maudisse l'URSS dont les professeurs étaient si bons » et qui considère que sa famille était « normale, moyenne, représentative car les gens cherchaient à cette époque à atteindre la science » et manifestaient « un esprit d'entraide », visionnant le « progrès » puisque l'Ouzbékistan était passé sans transition « du féodalisme au socialisme ». À la lumière de ce passé, notre physicien se laisse aller à des commentaires bien dépressifs : « nous vivons sur le passé soviétique, dans la recherche il n'y a plus de découverte, c'est l'inertie, on colore les vieux résultats. Ils ont reçu la connaissance de Moscou et maintenant ils continuent les mêmes choses... La vie nous oblige à ne plus nous consacrer à la science mais nous essayons de continuer les traditions de Moscou... ». Un chercheur français, il y a plusieurs années, l'a invité à un colloque en Suède : il est aussi allé en Corée,... car il a dirigé dix-sept ans le département de bionanotechnologies à l'institut de recherche sur la soie. Maintenant il attend... Ses enfants sont partis à l'étranger comme beaucoup de ses collègues... Il n'a pas soutenu sa deuxième thèse de

doctorat, pourtant prête... Il dit n'avoir même plus le désir d'aller à Moscou où il a vu il y a dix ans « la naissance du fascisme »... Par de multiples tâches il réussit à ne pas sombrer dans une pauvreté totale... Avant de nous quitter, il sort une dernière fois les photos, ajoutant : « ce qui est pour moi le plus catastrophique est de ne pas pouvoir utiliser mes connaissances pour mon pays... quand je mourrai, mes connaissances mourront. »

La mort comme horizon — mort sociale, personnelle, nationale et politique — hante ces intellectuels qui flottent et dérivent après avoir plus ou moins rompu avec la recherche sans jamais le reconnaître définitivement. Ils subissent de plein fouet le traumatisme partagé du massacre d'Andijan et paraissent beaucoup plus fragilisés que leurs collègues ayant gardé une attache collective du même type que les noyaux institutionnels présentés antérieurement. Ils recherchent avec une grande désorientation un arrimage quelconque, introuvable bien sûr dans la configuration sociétale actuelle et leur besoin de parler est énorme : en s'exprimant, ils s'efforcent de s'expliquer à eux-mêmes comment ils en sont arrivés là où ils en sont dans un pays tel qu'il est. Ainsi, en va-t-il d'un autre homme d'une cinquantaine d'années, qui me prend dans sa voiture alors que je cherche un taxi à la sortie du marché. Il parle un peu français car il est allé en France lors de son service militaire dans la marine soviétique ; il est même tombé amoureux d'une française qu'il espérait revoir dans la Yougoslavie de Tito et il a donc poussé son fils à étudier le français au centre culturel français... qu'il considère d'ailleurs comme autant gangréné par la corruption que les institutions nationales. L'homme que je reverrai à mon domicile me dit tout de suite avoir seize de tension et semble avoir atteint un point limite de compression. Il a obtenu sa première thèse de géographie à Moscou en 1986, il a été chercheur dans un institut de l'académie des sciences puis a été affecté à un département d'éducation. Il a été selon ses dires de nombreuses fois « cassé » : il s'est en effet opposé dans des manuels à des changements qu'il a jugés stupides mais aussi au clientélisme et au « protectionnisme » des relations de parenté, détenant un rôle décisif partout. Depuis un peu plus d'un an, il enseigne douze heures par semaine dans un lycée et cherche des subsides comme chauffeur occasionnel de taxi. Ce fils d'une mathématicienne de l'académie des sciences a ses deux frères à charge et leurs enfants, six en tout. Entre les mariages, les frais d'hôpital pour une opération d'un membre de la famille, la nécessité de fournir la nourriture quotidienne de son groupe de cohabitation, il est écrasé par les responsabilités et l'impossibilité d'y faire face. Le sentiment d'avoir été depuis l'indépendance à l'extérieur des modes de fonctionnement dominants émerge dans son esprit comme une clef d'interprétation d'une vie qu'il présente comme une succession permanente de

ratages, d'échecs, faute d'avoir accepté les compromis usuels. « J'aime ma patrie mais elle me tourne le dos, comme à tout le monde... Je me sens par moments comme un dissident... Je ne vois plus que le creux, le vide quand je regarde devant moi... Pourtant j'avais pensé à ma carrière... Maintenant le matin c'est trop triste, pas de travail, alors ce n'est pas la peine de s'habiller. Avant on s'habillait pour le travail... Maintenant tout le monde fait taxi... ».Après sa sortie du monde de la science, il s'était tourné vers la prière, quotidiennement, puis y avait renoncé. Depuis deux ans, il recherche à nouveau un réconfort dans la croyance, dernière perspective de « vérité » dans un paysage social, institutionnel et politique de mensonges éhontés et de tromperies interpersonnelles odieuses. Il espère pouvoir aller à la Mecque, pour mettre fin à un désespoir complet. En me quittant, il me remercie de l'avoir écouté attentivement, soulignant que d'habitude c'est lui qui prend en charge les autres... Il se déclare plus léger d'avoir parlé, momentanément soulagé...

Cet ancien chercheur offre à l'observation une seconde variante dans la constellation des logiques observées, celle d'une quête d'un minimum de « vérité » pour résister à une intime désintégration. Idéalisée délirante du passé soviétique, espérance religieuse totale qui aujourd'hui expose au danger d'une arrestation, ou encore un calfeutrage paranoïde sont quelques-unes des « solutions » pour réagir à un présent insoutenable. Ces acteurs se remémorent la suite des événements politiques depuis la perestroïka pour tenter de ressaisir une cohérence dans un itinéraire national qui les déchire et qui a posteriori se dévoile comme insensé. Les Partis de l'indépendance — Birlik et Erk —, leurs propositions politiques, leurs leaders font l'objet de révisions mentales tristes, tout comme « l'escroquerie » des premières élections à l'organisation desquelles quelques uns ont été, au départ, associés avant d'en être exclus après leur refus de « bourrage » des urnes ou d'une autre malhonnêteté. Le ralliement au régime de quelques personnalités que certains respectent comme l'ancien président de la direction spirituelle de la république leur paraît indéchiffrable. C'est donc tout à la fois la société dans son ensemble et leur propre vie qui se font écho dans une désagrégation inenrayable, les laissant sur un sentier étroit, sans barrières de protection alors qu'ils se sentent prêts à sombrer. Cette intrication peut être appréhendée de fait comme un produit « classique » de la violence d'Etat qui conduit, selon Jeannine Pujet, à des confusions systémiques : « ce qui est apparemment externe, apparaît dans le noyau le plus interne du sujet alors que le plus interne se projette et se poursuit dans la réalité la plus extérieurement »³. De ce point de vue, les dictatures argentines (étudiée par J. Pujet) et

³ Jeannine PUJET, *Violence d'Etat et psychanalyse*, Paris, Dunod, 1989.

ouzbèke sont très similaires, brouillant les repères du réel et du personnel, de l'objectif et du subjectif.

Dans cette optique tournons-nous vers un homme plus jeune âgé de 45 ans, qui, après des études de droit en France, a été embauché à l'institut de surveillance législative, créé en 1996 où aujourd'hui seuls deux employés travaillent encore sur les trente recrutés au départ. Rappelé à l'ordre après un article où il soulignait les « points faibles » des pratiques juridiques ouzbèkes en matière d'élections et de nominations, ce fils de paysan de la vallée de Ferghana, a renoncé avec rationalité à ses ambitions intellectuelles d'un doctorat sur les droits de l'homme ! Une peur obsessionnelle l'a gagné ainsi que sa famille, plongeant le couple et les enfants dans une sorte de boîte noire : ne pas parler, que les enfants ne répètent rien de suspect, se faire le plus anonyme et le plus discret possible, telles sont les consignes que se fixe cet homme pour ne mettre en danger aucun des siens. Issu d'une famille où il est le seul à avoir fait des études supérieures, il retrouve là un habitus de repli extrême déjà identifié dans les milieux paysans. Cette attitude se situe à l'opposé de la liberté jouissive dont il se rappelle avoir abusé durant la perestroïka, voulant, comme chef des Komsomol, faire renvoyer les étudiants non assidus, se faisant taxer d'« idéaliste », et étant mis en garde contre les retombées sur lui-même de ses intentions. Aujourd'hui, il est parfois intermédiaire pour des locations de maisons, il cherche aussi à enseigner le droit en conformité avec le régime... et tout ce qui peut lui permettre de nourrir sa famille. Il paraît habité d'une crainte constante, cachée derrière un regard doux et un sourire tendre, affichés comme une carapace. Privés de rapport institutionnel --- qui *a contrario*, et malgré tout semblerait fonctionner comme un bouclier contre des risques pathologiques aigus — les individus cèdent à la pente de penchants personnels qui en d'autres circonstances auraient été contenus par un groupe professionnel. Ainsi, un mathématicien de l'institut de physique nucléaire se présente comme un génie voué, sous tous les régimes, soviétique et indépendant, à la méconnaissance et à l'exclusion. Sa supériorité scientifique expliquerait qu'il soit continuellement rejeté vers l'infériorité, voire menacé d'être physiquement éliminé. A l'instar du géographe devenu chauffeur occasionnel de taxi, il réinterprète sa biographie sur le mode d'événements répétés qui l'ont « cassé ». Cet homme grand, anglophone, fils d'un biochimiste connu et d'une docteure, né à Moscou et toujours considéré bien que d'origine ouzbèke - - comme un « enfant russe », marié une troisième fois après deux divorces, s'engouffre dans des visions quasi mythomaniaques pour juguler la souffrance de sa distance toujours plus grande à la science. « J'ai toujours senti que je devais jouer le rôle de l'idiot », dit-il en affirmant que son intelligence exceptionnelle constitue une humiliation pour tous ses collègues

potentiels. « Mon statut m'est toujours volé », ajoute-t-il, en expliquant que partout où il se présente et réussit à résoudre les problèmes mathématiques proposés, ils sont reformulés pour l'empêcher d'accéder au prix. « Du point de vue américain, je ne suis pas blanc, je suis coloré... et à Moscou ils ne voulaient que des imbéciles ; c'était la mafia qui contrôlait tout de la criminalité à la vie scientifique... je sais que je suis le meilleur mais mon travail est toujours rejeté ».

Réelle, intense, bouleversante, la dérégulation de ces quatre hommes est exemplaire des gouffres psychiques qui guettent les chercheurs déserteurs et livrés à eux-mêmes, laissant leur esprit fonctionner hors de leurs objets scientifiques favoris, de surcroît dans un contexte de terreur politique en résonance dramatique avec leur histoire personnelle, quelle qu'en soit la nature. La violence d'État — en rabaisant et en humiliant l'individu, en avilissant sa dignité personnelle publiquement sur le mode des mises en scène médiatiques qui ont suivi le massacre d'Andijan — oblige en effet chacun à se voir dans un miroir de la honte puisque toute vie fournit inévitablement des éléments susceptibles de nourrir l'autodépréciation qui prend alors des proportions envahissantes.

Toutes les désertions scientifiques ne conduisent néanmoins pas à de tels périls intérieurs et d'aucuns parmi les chercheurs se révèlent plus pragmatiques. Ainsi la troisième épouse du mathématicien tendanciellement mégalomane qui appartenait, elle aussi, à l'institut de physique nucléaire, fille d'enseignants, a jugé, comme de nombreuses femmes, qu'après la chute de l'URSS, il lui fallait changer de métier pour survivre. Elle est ainsi devenue secrétaire dans une multinationale pharmaceutique et travaille maintenant à l'agence américaine USAID où elle gagne 500 dollars mensuels, seul revenu de sa famille. Avec sa sœur, médecin, elles ont monté un petit atelier de broderies, où l'une et l'autre épanchent et compensent leur tristesse de n'avoir pas pu continuer dans la voie où elles avaient été formées. Sa sœur, ainsi que son mari, ancien physicien de l'académie des sciences, se sont reconvertis ensemble au départ, dans une compagnie pharmaceutique américaine, conduisant des essais chimiques pendant huit ans. Aujourd'hui cette entreprise a quitté l'Ouzbékistan mais son mari en reste un représentant formel percevant un pourcentage sur les ventes des médicaments ; quant à elle, elle a obtenu un poste dans une autre compagnie pharmaceutique anglaise. L'atelier de broderie a trouvé des débouchés dans les grands hôtels de Tachkent et les deux femmes se soutiennent mutuellement, pensant désormais à leurs fils qu'elles souhaitent envoyer faire leurs études à l'étranger, heureux destin qu'elles refusent en revanche à leurs filles. Si elles restent blessées d'avoir dû renoncer à leur carrière scientifique, elles s'inscrivent dans une logique sacrificielle maternelle projetant sur leur progéniture masculine leurs désirs et leurs ambitions, tandis que leurs filles

sont dans leur esprit vouées à un itinéraire reproduisant leurs propres insatisfactions. Ces deux femmes manifestent un équilibre notable, en s'instituant en pivot protecteur de leurs familles, et tout particulièrement l'aînée en regard de son mari mathématicien, si perturbé aujourd'hui, qu'elle regarde comme un « génie ».

Sans pousser trop loin les confrontations que mettent en lumière les exemples retenus, les divergences qu'ils manifestent en termes de rapports sociaux de sexe sont significatives et instructives : la frustration scientifique et intellectuelle est d'autant plus facilement acceptée par les femmes que leur position de plus en plus dominée dans la société ne leur laisse peu d'autres espoirs qu'une gratification familiale pour leur dévouement à leurs époux et fils, les filles faisant alors l'apprentissage de leur manque absolu de valeur dans la perspective conservatrice des mères. La retraditionnalisation de la société, accentuant les clivages entre les statuts des femmes et des hommes, exacerbe au contraire l'hypothèse des défaillances masculines qui doivent alors faire l'objet de légitimations fictives. « De vrais chercheurs devenus des mendiants », selon l'expression d'un autre physicien, qui a travaillé à DHL puis est maintenant employé dans une banque, tel serait le lot de tous ceux qui ont par la force quitté l'académie des sciences. Cet homme, réaliste, expose sans détours l'institutionnalisation de sa mélancolie : un *gap* avec ses anciens collègues et d'autres intellectuels, tous étudiants à Moscou et qui porte le nom du foyer où ils étaient logés. Comme beaucoup, il a maintenu une relation épistolaire avec son ex-directeur de thèse à Moscou. Il déplore avec tristesse sa baisse de compétences, faute d'exercice et corollairement la dépendance toujours plus forte dans laquelle s'enfoncé le pays, privé de science et de recherche. Le slogan du régime divulgué après le massacre d'Andijan et signifiant « nous ne serons jamais dépendants » est estimé « féodal » en raison de l'isolement qu'il cristallise. Il se rappelle avoir été « fier » à l'époque soviétique de la « culture nationale » ouzbèke mise en scène selon les codes de l'URSS. L'ouzbékitude telle qu'elle est prônée par le régime apparaît au contraire un stigmaté tant elle implique un enfermement stérilisant. Dans un couple d'anciens physiciens de l'académie des sciences, l'un et l'autre issus de lignées où académiciens/ciennes et artistes illustres se côtoient, l'homme avoue : « à la *perestroïka*, tout le monde ne pouvait pas se conformer... moi, je me suis perdu à ce moment là, je n'ai su ni m'orienter, ni me conformer... puis avec le temps, je me suis habitué ». Il enseigne aujourd'hui l'informatique et elle, la physique dans un lycée, ayant renoncé au doctorat après une troisième naissance non voulue. Les femmes, bien sûr, mettent en avant dans les causes de leurs défections scientifiques, les grossesses, la charge des enfants, l'entretien des

parents et beaux-parents âgés, puis le coût des études et des mariages des enfants devenus adultes... et très rarement l'influence de leur mari, lorsqu'elles vivent encore avec lui. Elles accusent exceptionnellement des normes sociales qu'elles repèrent plutôt mal, en les ayant incorporées et en les portant dans bien des situations, tel le choix du conjoint de leurs filles et de leurs fils. Les logiques qui orientent les femmes dans leurs discours et leurs pratiques sont dans ce cas identiques en Ouzbékistan et ailleurs, et les analyses convergentes sont suffisamment nombreuses dans ce domaine pour ne pas insister sur ces effets concrets, banals et bien connus de la domination masculine, poussée si loin, il est vrai, en Ouzbékistan, qu'elle en est érigée en légitimation d'Etat !

Restés dans des institutions scientifiques délabrées ou les ayant quittées, les chercheurs en sciences exactes, formés à l'époque soviétique rencontrent les mêmes difficultés matérielles et mettent en scène un embellissement identique du passé. Pour tous, la société, dans ses formes économiques et politiques actuelles, soulève dégoût et amertume et ils manifestent à des degrés différents leur incapacité à s'inscrire dans des rapports qui leur paraissent de plus en plus pénibles. Alors qu'en sciences sociales, l'habitus idéologique a poussé les acteurs vers la création d'ONG et leur insertion dans des réseaux de financements étrangers, en sciences exactes, ils ont finalement très peu de facilités de reconversion mis à part l'informatique, la banque ou l'enseignement, ce dernier secteur étant partagé avec leurs collègues de sciences sociales. La privation d'une « communauté intellectuelle » d'étayage pèse lourdement dans leur désarroi, accentué par le mépris d'eux-mêmes qui les accable autant lorsqu'ils sont issus de lignées scientifiques, intellectuelles ou artistiques prestigieuses, que lorsque, fils de paysans, ils ont été les premiers promus de leur famille. Leur sensibilité aux démonstrations de toute-puissance du régime est accru par cet affaiblissement psychique : ainsi une ancienne chercheuse de l'institut de physique nucléaire - qui est une des seules rencontrées à avoir travaillé à la mairie de Tachkent puis pour une ONG — évoque le président Islom Karimov en tremblant, prise de panique : alors que beaucoup disent simplement « qu'il est imprévisible, qu'on peut attendre n'importe quoi de lui », cet « éternel », ce « bouc », elle voit en lui le « Diable qui a plus de force sur terre que Dieu » et contre la perversité et l'inhumanité duquel rien ne peut être opposé. Dans l'esprit de cette femme, Karimov autrement dénommé « notre père » répond ainsi parfaitement à la description du maître faite par Eugène Enriquez⁴ : « Soit le tyran est considéré comme ne sachant pas ce que font ses seconds, soit il est perçu comme étant parfaitement au courant et maniant à

⁴ Eugène ENRIQUEZ. *Clinique du pouvoir, les figures du maître* Paris, Eres, 2007

son gré l'arbitraire le plus total, mais ce faisant, il se place comme étant, dans la réalité, omniscient et omnipotent et il développe une terreur sacrée et en conséquence une admiration, une dévotion sans bornes. En effet, il représente celui qui ose accomplir ce que personne n'oserait même imaginer : se situer dans l'excès, la *souveraineté*, l'*extraordinaire*. Il sort ainsi du règne des mortels et s'égalé à *un Dieu* ». Le seul comportement pensable face à cette figure monstrueuse est alors la posture de la victime, écrasée, broyée, de surcroît sous le joug d'une parodie identitaire qui vole en éclats et dont la fragmentation polysémique mérite l'attention.

Une parodie identitaire éclatée

Alors que les ouvriers migrants considèrent l'ensemble des contraintes qui leur interdisent des initiatives, en particulier dans les champs de la parenté, du mariage et de l'usage de l'argent, comme une conséquence de *o'zbekchilik* (cf. première partie de cet ouvrage), le terme — qui désigne, comme le lecteur l'a déjà appréhendé, les « mœurs et les coutumes ouzbèkes » — est rarement employé par les chercheurs, les femmes l'invoquant toutefois plus facilement que les hommes. *O'zbekchilik* a néanmoins envahi la société, établissant la suprématie d'un carcan identitaire qui oblige à s'inscrire dans l'appartenance ou à s'en exclure. Les intellectuels, dans l'organisation des mariages de leurs enfants, s'y plient eux-mêmes de plus en plus, gagnés par la peur de l'opprobre s'ils en déviaient, par exemple en acceptant l'exogamie pour leur fils et surtout pour leur fille. L'endogamie est en effet centrale dans l'incorporation de *o'zbekchilik* : elle scelle les frontières de la collectivité, donne chair à la communauté en érigeant un autre, étranger, inacceptable en son sein. *O'zbekchilik* est la traduction populaire de l'essence ouzbèke sur laquelle le régime fait travailler ardemment les chercheurs en sciences sociales. L'édification de l'ouzbékitude, qui naturalise la société ouzbèke et la fige dans une forme close, est un instrument majeur du gouvernement pour asseoir, par l'idéologie, sa domination : le mythe de l'origine tend l'État vers le statut de « sacré unique ». Corollairement *o'zbekchilik* impose sa loi et construit la soumission aux différents échelons de l'autorité, allant de la famille à celle de l'État : en instituant l'unification du groupe, dans le même moment ce code de la prescription intime éradique l'hypothèse d'une distanciation à l'égard du pouvoir. Mais l'efficacité de *o'zbekchilik* n'est pas seulement symbolique et elle ne ressortit pas uniquement de sa dimension imaginaire ; dans le contexte dictatorial régnant en Ouzbékistan cette efficacité gîte aussi dans le pacte inconscient qu'elle actualise entre le groupe et le sujet individuel, acculé à l'obéissance pour ne pas s'exposer à l'expulsion du collectif, c'est-à-dire à l'horreur de la solitude face à la violence de

l'Etat. Si pour l'anthropologue, il n'y aurait pas pire piège herméneutique que de concrétiser par ses descriptions l'hypothèse d'une entité ouzbèke fondée sur une cohésion culturelle et un partage des rites, à un autre niveau l'analyse l'oriente vers les processus de subjectivation de l'ordre étatique. Le pacte inconscient qui enferme dans l'ouzbékité — ne permettant aucune incise dans le lien qui enchaîne l'appartenance à l'origine supposée — est d'autant plus meurtrier pour le sujet individuel que l'Etat s'enfonce dans la dénégation du réel. Le gouvernement multiplie de fait les dénégations sur tous les plans, façonnant l'image d'un peuple resplendissant alors que la misère et le malheur progressent dans l'ensemble de la société. Ces dénégations ont connu un pic avec les événements d'Andijan au point d'alerter certains membres des couches sociales qui s'enrichissent frauduleusement dans l'orbite du régime. Le danger d'un tel excès dénégatif a été perçu avec les manifestations de la population d'Andijan dont personne n'ignorait les causes, derrière le rideau d'occlusion de l'Etat. Ainsi un ancien vice-ministre de l'URSS, maintenu un peu moins d'une décennie dans ses fonctions après l'indépendance, me reçoit dans son étrange et surréaliste palais qu'il a voulu doté de tous les atouts de l'Orient et de l'Occident y compris par une construction antisismique. Il explose de colère, condamnant l'incurie du gouvernement et la « folie » de son président, les recrutements systématiques d'incompétents et un niveau de corruption jamais atteint qui met en péril les classes dirigeantes car il n'est pas comparable, dit-il, à celui pratiqué antérieurement, par lui-même comme par d'autres, ce qu'il avoue sans hésitation. Ses hurlements d'indignation contre le régime rejoignent en tous points ceux d'une femme parmi les plus démunies, qui n'a jamais obtenu sa *propiska* — soit son autorisation de séjour en ville — et s'occupe du tri des poubelles dans l'un des petits bâtiments qui parsèment les quartiers. Ainsi aux deux pôles extrêmes de la stratification sociale, les dénégations inégalées de l'Etat paraissent à d'aucuns des provocations insupportables et périlleuses.

Citons encore une fois Jeannine Pujet qui, à partir de l'Argentine, émet des propositions, tout à fait ajustées au cas de l'Ouzbékistan⁵ : « les accords et les pactes inconscients scellent donc l'appartenance au groupe. Ils se réalisent par une combinaison, complémentarité ou compromis. L'accord placera le sujet dans une position de soumission et d'obéissance à un pouvoir qui le transformera en sujet sans défense et en sujet annulé. Le pacte amènera le sujet à accepter d'occuper une place de soumission moyennant une scission des événements sociaux qui pourrait mettre en danger le Moi et provoquer une rupture avec le groupe dominant. La rupture devient alors intrapsychique. De cette manière, la continuité d'une histoire

⁵ Jeannine PUJET : *Violence d'Etat et psychanalyse*. Paris, Dunod, 1989, p. 32.

dictatoriale est assurée sans rupture et donc sans transformation. Le but sera d'appartenir au groupe, comme complément direct partiel ».

Mais l'appartenance au groupe à laquelle enjoint *o'zbekchilik* par le rappel de la nécessité de la conformité à la norme, tourne aussi dans le cas des chercheurs à l'autodérision et la critique de l'entre-soi dans la période actuelle où la terreur étatique engendre la contemtion personnelle et collective à l'égard de tous et de chacun. Ainsi chaque défaillance individuelle trouve son excuse dans l'inscription dans une communauté intellectuelle souillée par le pouvoir, ramenée à l'état de chose sous sa violence : corruption, retards, incompétences, la kyrielle des défauts qu'on remarque seraient des attributs consubstantiels à la « nature des Ouzbeks » qui colle à la peau contre toute volonté. Ce renversement négatif dans l'intelligentsia permet de mieux discerner comment s'emmêlent mais aussi se pervertissent les perspectives du pouvoir et les logiques des acteurs. Alors que l'Etat veut magnifier la population d'origine ouzbèke pour mieux l'asservir et surtout annihiler l'ancien *musulmonchilik* de la période soviétique pour parer au refuge religieux et à l'islamisme politique — le mot d'ordre identitaire s'enlise dans la honte et l'indignité chez les chercheurs, ces serviteurs de l'Etat qui ont le sentiment de ne pouvoir tomber plus bas. *O'zbekchilik* est alors assimilé au mensonge, à la transgression de toute règle édictée, c'est-à-dire analogue à la manière d'agir de l'Etat. On est dans cette optique au plus loin de ce que fut probablement *O'zbekchilik* sous l'URSS, soit la capacité — dans les couches moyennes — de se différencier des autres collectivités d'appartenance dans un jeu dominé par les Russes occupant le siège du pouvoir central. Après avoir été un moyen de défense ethnique dans l'imaginaire face au dominant soviétique, *O'zbekchilik* serait donc devenu l'arme de l'écrasement des travailleurs scientifiques brandie par la dictature née de l'indépendance ouzbèke. De compensation symbolique face à la supériorité russo-soviétique, *o'zbekchilik* se retournerait en mode de décompensation psychique. « Vivre bien malgré *o'zbekchilik* », soit contre ce retour à un passé imaginé, sous la forme de ténèbres archaïques. tel pourrait être qualifié le défi des lignées intellectuelles qui tentaient d'atteindre les sommets de la science soviétique, courant derrière le progrès avec ou sans leurs calottes ouzbèkes et qui aujourd'hui regardent, horrifiés, leurs souriantes caricatures dans les panneaux gouvernementaux. On comprend des lors mieux que, d'une manière générale, les intellectuels évitent souvent le terme de *o'zbekchilik* tant il stigmatise leur condition présente résumée dans cette formule lapidaire d'un historien de quarante ans « nous mourrons d'humiliation », et qui m'interpelle « n'êtes vous pas dégoûtée de l'Ouzbékistan ? » Un professeur d'université de soixante ans ajoute que, si peut-être autrefois *o'zbekchilik* pouvait

avoir le sens de conserver ses « modes d'être », aujourd'hui il signifie « sans issue ». La directrice d'une ONG sur la condition féminine conclut en repérant dans ce terme le même sens que celui dévolu à « aryen » sous le régime nazi. Cette comparaison, émise par un sujet d'origine ouzbèke, résume à elle seule la sinistre aventure des chercheurs déçus par une indépendance despotique, instaurant une dépendance généralisée qui leur répugne dans une « société paranoïaque » ambitionnant de devenir un « Etat total »⁶. En ne comprenant pas que l'interdépendance globale a rejeté dans les oubliettes de la préhistoire les anciens idéaux d'indépendance et de souveraineté nationales, et leur antonyme de dépendance, le régime s'est en effet engagé dans une voie résolument à contre courant des tendances actuelles⁷. Les péripéties des ONG, ouvertes puis fermées, sur lesquelles le lecteur est appelé à porter maintenant son attention, constitue l'histoire parallèle de cette déchéance partagée.

*

Mais au terme de ce parcours dans une science désinternationalisée et renationalisée, revenons sur quelques points centraux de la réflexion. Les chercheurs en sciences sociales et humaines d'Ouzbékistan ne sont ni des concepteurs d'idéologie, ni des producteurs au sens d'initiateurs d'idéologies : c'est dire qu'ils ne sont pas des idéologues au sens usuel du terme, mais qu'ils assument un travail idéologique, sur un mode mi-passif, mi-actif dans le cadre d'un carcan qui s'impose à eux au-delà de ses changements radicaux. De ce point de vue, ils diffèrent de leurs homologues des démocraties industrielles qui en dernière instance sont libres — au sens sartrien du terme — de se positionner en regard d'une panoplie idéologique. Les chercheurs en sciences exactes d'Ouzbékistan, quant à eux, s'accrochent aux dépouilles idéologiques d'une universalité scientifique sous-tendue par le souvenir d'une communauté pluriculturelle évanescence. Face à leurs collègues « occidentaux » immergés dans un marché de la science fourmillant et à flux tendus, ils ressemblent aux fantômes d'un monde disparu, tâtonnant dans l'obscurité pour transformer leur connaissance en une marchandise vendable. Pour les uns comme pour les autres, en dépit de leurs différences d'attitude face à la « chose idéologique », l'Etat d'Ouzbékistan s'est, depuis l'indépendance, produit en étranger face à eux, et cela, quelle que soit leur origine : en incarnant la prétendue grandeur d'une identité unique sur un registre

⁶ Eugène ENRIQUEZ : *Clinique du pouvoir, les figures du maître*. Paris, Eres, 2007.

⁷ Antonio NEGRI et Giuseppe COCCO : *Global*. Paris, éditions Amsterdam, 2007.

monopoliste, en mettant en scène le « fantasme de l'un », il s'est indéniablement coupé autant de ceux qu'il prétendait représenter, que de tous les autres qu'il a refoulés à la périphérie de sa théâtralité ethniciste. Le fait que la langue russe ait présidé historiquement à la fabrique de la science dans la république soviétique d'Ouzbékistan est un facteur important dans cet éloignement de l'Etat indépendant, pour les chercheurs : une nouvelle science « nationale » est à inventer, dans une autre langue, privée pour les uns, inconnue pour les autres, laissant l'ensemble des chercheurs désorientés. L'entreprise est d'autant plus ardue que l'Etat est devenu financeur sur projets idéologiquement ciblés et a ainsi institué la loi de la concurrence sur fonds d'appauvrissement et de déstatutarisation.

La dictature qui s'est affirmée, doublée d'une terreur politique de plus en plus anxiogène, bouleverse ce paysage déjà bien déstabilisant, conduisant à une déréliction plus ou moins mal contenue des chercheurs. Dorénavant, dans ce contexte de durcissement du pouvoir, tous les postes de responsabilité scientifique acquièrent une teneur politique extrême qui rend le visage microsocial de l'autorité plus menaçant que jamais : les rapports hiérarchiques, décalquant la figure de l'Etat, se scindent sous l'effet d'une crainte permanente des chercheurs de commettre des fautes irréparables, fatales. En 2005, un traumatisme profond secoue la société et fait effraction en chacun, selon des modalités à la fois psychiques, s'insinuant dans ses failles personnelles — et collectives — exacerbant les rapports sociaux et institutionnels. Dans cette conjoncture de violence d'Etat létale — qui fait de l'avenir un cauchemar conscient ou inconscient — on observe une accélération et une intensification des processus matrimoniaux : marier à tout prix — au sens propre du terme — et le plus tôt possible sa progéniture, et ce, selon les nouvelles règles endogamiques rigidifiées, devient une prescription autant pour les chercheurs que pour les autres couches sociales avec lesquelles ils communient dans cet excès rituel. Tout se passe comme si cette frénésie à « caser » ses descendants — véritable symptôme — devait exorciser le fantasme d'une mort politique, sociale et subjective qui progresserait de façon redoutable. La vie dite « privée » revêt dès lors une apparence « publique » dans ces comportements qui prennent le sens d'une allégeance au dogme de l'Etat. Une des conséquences fortuites de ce brouillage des distinctions privé/public⁸ est de déverser sur l'anthropologue la masse des sentiments ambivalents projetés sur les unions à venir. En revanche, les cérémonies de mariage « d'antan » paraissent d'autant plus squelettiques que les douces années de proximité amoureuse qui les ont précédées font l'objet d'une emphase positive. C'est dire que le choix, comme acte de liberté,

⁸ Valeria HERNANDEZ · *Laboratoire mode d'emploi*. Paris, L'Harmattan, 2001.

est délibérément référé à un passé définitivement perdu qui devient de plus en plus lointain.

Dans ce tableau proprement pathologique — le dialogue que noue l'anthropologue, chercheur avec ses pairs, fonctionne comme une caisse de résonance démultipliant les logiques à l'œuvre. En effet, aucune altérité d'ordre social — soit hiérarchique, soit relevant d'une stratification — ne préserve ni n'encadre la scène imaginaire qui s'instaure sous l'angle de réfraction d'une somme infinie de miroirs brisés. Au contraire, pas plus l'anthropologue que ses interlocuteurs ne peuvent esquiver une réflexivité permanente et à double tranchant sur la condition de chercheur qui les réunit : les éclats de vérité rompent les convenances et les mensonges s'effritent vite, tombant d'eux-mêmes sous le coup d'« émotions politiques »⁹ et d'une communication inédite, faisant remonter désirs oubliés et frustrations rentrées. Telle pourrait être résumée la spécificité de l'investigation ethnologique menée sur une communauté scientifique meurtrie et désespérée qui — bien qu'elle s'inscrive dans un univers lointain, supposé très au-delà des frontières de la familiarité — induit un retour sur soi dès lors que l'entre-capture d'une fascination morbide est écartée ; identiques, les interrogations, exprimées ou non, concernent en effet l'exercice professionnel de la pensée et ses conditions : elles sont un bien commun aux partenaires de l'aventure intellectuelle que propose l'enquête. Qu'une dictature nationale en ait remplacé une autre — communiste et impériale — ne change rien à cette donne. Plus précisément l'expérience comparée de deux formes d'oppression politique — la première avec recul, la seconde *in vivo* — aiguise les questionnements et leur partage sur les modes de construction de la science.

La science y apparaît en dernier ressort — comme la capacité ultime d'analyse des situations, sans omettre que l'implication du chercheur est un trait objectif de la définition de toute situation. Ainsi ce voyage ethnologique dans les institutions scientifiques d'Ouzbékistan, renverra-t-il, *in fine*, le lecteur au primat de la sociologisation de l'esprit que Mannheim¹⁰ proposait, à l'encontre des orientations génétiques et/ou cognitivistes qui tendent à s'imposer aujourd'hui dans le cadre d'une hégémonie du marché qui requiert un paradigme naturaliste pour un fonctionnement plus efficace.

* * *

⁹ Françoise SIRONI : *Psychopathologie des violences collectives*. Paris, Odile Jacob, 2007.

¹⁰ Karl MANNHEIM : *Idéologie et utopie*. Paris, Editions de la MSH, 2006.

Selim Monique (2009)

Partie 2. : chercheurs en déshérence

In : Bazin L. (ed.), Hours Bernard (ed.), Selim Monique (ed.). *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale : travail, science, ONG*

Paris : L'Harmattan, p. 181-276. (Anthropologie Critique)

ISBN 978-2-296-07857-4

ISSN 1292-4474